

La justice française autorise l'extradition de M. Marco Affatigato

LIRE PAGE 10

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Abonnements : 1,50 F/mois (hors taxes) ; 15 F/trimestre ; 45 F/semestre ; 150 F/année (hors taxes).
Taxes : 10 % de TVA sur le montant des abonnements.
Taux des abonnements page 7
A. BUREAU DES ABONNEMENTS
75007 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 6207-23 PARIS
Tél. Paris n° 696772
Tél. 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Les syndicats britanniques en quête de stratégie

Le mouvement syndical britannique n'a eu, cette semaine à Brighton, d'autre thème que sa détermination. Les investissements déformés traditionnels contre Mme Thatcher n'ont pas suffi à masquer les profondes dissensions qui l'affectent. L'incohérence du congrès qui s'achève ce vendredi 5 septembre est, à l'heure d'un automne qu'on annonçait très agité, plutôt de nature à rassurer le premier ministre.

Les sujets de discorde étaient nombreux, et le congrès du TUC n'a pu sauver la face qu'au prix de l'adoption de motions ambiguës et parfois même contradictoires. Après une semaine de débats, les diverses positions en présence ne se sont rapprochées ni sur l'attitude à adopter face à la récente loi qui restreint les pouvoirs syndicaux, ni sur la conduite à tenir à l'égard des syndicats polonais, ni surtout sur la stratégie économique de renouveau à opposer au gouvernement conservateur.

Le congrès a certes approuvé, après avoir entendu M. Callaghan, une sorte d'accord de principe avec le parti travailliste sur l'élaboration en commun d'une politique des revenus. Mais cet accord n'engage les syndicats que dans l'hypothèse, encore lointaine, d'un retour au pouvoir des travaillistes. Il n'a en outre pu être obtenu que grâce à un nombre important d'abstentions. De nombreux syndicalistes, favorables aux négociations, demeurent résolument hostiles à toute politique des salaires, qu'elle soit le fait d'un gouvernement travailliste ou d'un gouvernement conservateur. Ce sont eux qui avaient provoqué les grèves sauvages de l'hiver 1978-1979, suivies quelques mois plus tard de l'échec électoral des travaillistes.

Le congrès de Brighton, loin d'annoncer un renouveau du mouvement syndical, s'inscrit dans la suite des échecs essuyés depuis un an. Les conflits de British Steel Corporation et de British Leyland avaient mis en lumière à la fois l'impuissance des luttes ouvrières face à un gouvernement et à un patronat résolus à ne pas céder et la précarité de la solidarité syndicale en période de chômage. Et puis, il y eut l'insuccès de la journée d'action du 14 mai, dont les responsables auraient souhaité faire une sorte de grève générale.

Volonté d'annoncer les coupes sévères opérées dans les dépenses publiques, un chômage et une inflation qui battaient tous les records depuis la guerre et frappaient de plein fouet le monde ouvrier, le mouvement syndical essuyait ce jour-là une déconvenue. Il y a quelques semaines, enfin, le ministre du travail faisait adopter une loi sur l'emploi, qui, bien qu'en retrait par rapport aux intentions de Mme Thatcher, porte un coup sérieux à la puissance syndicale.

La crise que traversaient déjà les travaillistes à la fin du gouvernement de M. Callaghan s'est approfondie. Une grande partie du monde du travail britannique, pragmatique, peu marqué par les idéologies, n'est attachée au mouvement syndical que dans la mesure où il constitue une force de pression capable de faire aboutir des revendications de conciliation. Face à l'intransigeance d'un gouvernement qui estime n'avoir pas de compte à rendre avant l'issue de son mandat, les règles traditionnelles de l'action syndicale sont devenues caduques.

Le gouvernement de Mme Thatcher n'est pas loin de la, assuré de passer un hiver de tout repos. Mais incapable de définir à Brighton une stratégie cohérente, les syndicats risquent d'aller en ordre dispersé à la bataille.

(Lire nos informations page 3.)

Nouvel avertissement soviétique

L'U.R.S.S. souligne la dépendance financière de la Pologne à l'égard de l'Occident

Une délégation polonaise examine à Washington, avec le département du Trésor, les modalités d'un nouveau prêt américain. Le président Carter est décidé à alléger le fardeau du gouvernement de Varsovie.

L'U.R.S.S. veut voir, dans l'intérêt que porte l'ouest à la Pologne, une ingérence dans les affaires d'un pays socialiste. Les « Pravda » signalent que la dette de la Pologne vis-à-vis de l'Occident a décuplé depuis 1971. Ce rappel n'est sans doute pas le fait du hasard. Il s'inscrit dans la série d'avertissements que le Kremlin adresse aux Polonais.

À Varsovie, la Diète (Parlement) est réunie pour approuver les changements qui sont déjà intervenus dans la composition du gouvernement. En début de séance, le premier ministre, M. Piskowski, a rendu hommage au « patriotisme » et au « sens des responsabilités » de l'Eglise avant de préciser qu'il existait encore « quelques cas de grève » dans le pays. D'autre part — c'est une innovation — la télévision a diffusé intégralement les déclarations du pape sur le droit de la Pologne à l'indépendance et à la souveraineté.

La Diète (Parlement) polonaise s'est réunie ce vendredi 5 septembre pour entériner la nomination au poste de premier ministre de M. Piskowski, en remplacement de M. Babuch, et les autres changements dans la composition du gouvernement décidés par le plénum du parti le 24 août. Le Parlement doit aussi examiner le plan du gouvernement, élaboré en coopération avec les syndicats officiels, pour faire face à la crise économique et remplir les promesses faites aux grévistes.

Dans son discours d'ouverture, M. Piskowski, premier ministre, a notamment déclaré : « J'espère que l'Eglise catholique, agissant pour le bien du pays, comprendra et soutiendra l'action du gouvernement. Les derniers jours nous ont montré le sens des responsabilités et le patriotisme de la hiérarchie catholique et de l'immense majorité du clergé. » Il a ensuite regretté qu'on enregistre « quelques cas de grève ». « Ces grèves et arrêts de travail », a-t-il souligné, perturbent la coopération entre les entreprises et provoquent dans d'autres cas des

irrégularités dans le « rythme » de travail. En outre, elles aggravent les pertes de l'économie polonaise. Il n'y a plus aucune raison pour que cette situation se prolonge, a-t-il lancé. Les principales revendications des travailleurs ont été satisfaites, a-t-il expliqué, et les autres ont déjà commencé à faire l'objet d'un examen attentif.

Le gouvernement a déjà annoncé le blocage des prix de quarante-sept produits alimentaires de base, tels que : farine, sucre, viande, fruits et légumes, nourriture pour bêtes, boissons ; et de cinquante-cinq biens de consommation courante, tels que : tissu de coton et de laine, vêtements, chaussures, appareils ménagers, médicaments, savon, pâte dentifrice, meubles, télévision.

Sont également bloqués les prix de divers services, des loyers, des coiffeurs, des condamnations, des soins dentaires et médicaux, ainsi que les tarifs ferroviaires, ceux des transports, des postes et des téléphones.

(Lire la suite page 3.)

La discorde entre la C.G.T. et la C.F.D.T.

M. Séguin estime que l'unité d'action « impossible au niveau confédéral » doit être recherchée à la « base »

À la véritable déclaration de guerre syndicale que M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., a lancée jeudi 4 septembre contre la direction de la C.G.T., à qui il reproche de s'aligner de plus en plus sur le parti communiste (à propos de l'Afghanistan et de la Pologne notamment), M. Georges Séguin, secrétaire général de la C.G.T., a répondu, vendredi 5 septembre, à Boulogne-Billancourt, par un refus des « polémiques dégradantes ». L'unité d'action est devenue impossible au niveau confédéral, constate le leader de la C.G.T. — Nous continuerons à la rechercher dans les fédérations et les entreprises.

Notons qu'à Boulogne-sur-Mer, les marins salariés ont voté vendredi la poursuite de la grève, comme le souhaitait la C.G.T., refusant d'accepter l'« armistice » qui avait la faveur de la C.F.D.T. (Voir page 30.)

M. André Henry, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale, d'ailleurs, quant à lui, de l'évolution de ces deux confédérations. Il estime que la rentrée sociale s'opère dans un climat de grande « incertitude syndicale ».

Nul doute, c'est la guerre syndicale. Dans toutes les organisations syndicales, mais aussi à la base, y compris cathédrale, c'est à la fois la demi-surprise, l'inquiétude et l'incertitude.

Les fermes condamnations de M. Maire lancées contre la C.G.T., qui, dit-il, sacrifie l'unité sur l'autel communiste, ne sont pas tout à fait étonnantes : depuis plusieurs mois déjà, la C.F.D.T. tient à l'ordre son recentrage — appelé désormais « réajustement » — avait souligné, sans précaution oratoire, l'alignement de la C.G.T. sur le P.C.F. : à l'occasion des journées de la gauche, puis des méthodes d'action sur la scène sociale. Les journées revendicatives d'action, séparées plus unies, mais sans l'être tout à fait, se sont alors succédées.

La position adoptée par la C.G.T. en faveur de l'intervention des Soviétiques à Kaboul a élargi le fossé, et M. Maire a condamné à nouveau, jeudi à Nantes, les « forces d'oppression » en Afghanistan et ceux qui, en France, les soutiennent. Au début de l'été, la

bataille sur la durée du travail et ensuite la crise sociale en Pologne ont aggravé les divergences entre C.G.T. et C.F.D.T.

Sur tous les thèmes — politique, revendications, méthodes d'action, attitude dans les négociations — ces divergences se sont accrues. D'un côté, la C.G.T. entend se battre, durement, et être présente partout, comme le montre Michel Castaing (lire page 28) ; de l'autre, la C.F.D.T. évolue entre le néo-réalisme et un relatif durcissement, comme c'est le cas sur la durée du travail. On s'attendait, pour la rentrée, aux habituelles variations de ce qu'on appelle l'« unité d'action conflictuelle ». Mais la tactique tous azimuts de la C.G.T. et son comportement à l'égard de la Pologne, d'une part, la stratégie « autonome », et sèche de la C.F.D.T., d'autre part, bouleversent la scène sociale. Avec le discours de Nantes, la rupture est officiellement consommée.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(Lire la suite page 28.)

Retombées politiques

La volonté de M. Maire de « parler franc » n'est pas nouvelle. C'est traditionnellement celle de la C.F.D.T. Son prédécesseur, M. Eugène Descombes, n'était pas plus tendre que lui pour le secrétaire général de la C.G.T. de l'époque, Benoît Frachon.

C'est même ce souci de lucidité qui avait conduit la direction de la C.F.D.T. à adopter, dès 1977 — six mois avant les élections législatives — la « rapport Moreau » montrant les lacunes de l'union de la gauche politique et soulignant la nécessité pour la confédération d'avoir une attitude autonome par rapport aux alliances — ou divisions — des partis politiques. On ne saurait donc parler aujourd'hui de « rupture de l'union syndicale » : celle-ci est ancienne ; les événements internationaux récents l'ont toutefois aggravée.

La C.F.D.T., qui a espéré pendant un temps voir la direction de la C.G.T. prendre quelques distances par rapport au P.C.F., estime aujourd'hui que, sur l'Afghanistan ou la Pologne, les responsables C.G.T. ont « volé » de plus en plus étroitement à M. Marchais, qui s'alignait de plus en plus sur l'attitude de Moscou. Les critiques sur « la C.G.T. courtoise » de transmission du parti-communiste ont repris leur actualité.

Elles n'empêcheront pas des actions communes au coup par coup. Mais dès à présent elles ont une double incidence politique. Sur la gauche en général, dont l'union était déjà fort ébranlée. Sur la stratégie du parti socialiste en particulier, dont les souhaits officiels de reconstruction de la gauche paraissent vains, et dont la minorité d'adhérents membres de la C.G.T. est de plus en plus isolée syndicalement. Lorsqu'elle s'exprime au sein de la confédération, elle se fait rebrousser de plus en plus sèchement, accusée de déviation par rapport à la ligne confédérale. Et lorsqu'elle se fait, elle semble cautionner une orientation syndicale souvent opposée à celle du P.S.

La minorité du P.S., qui a toujours été plus proche de la C.F.D.T. — en particulier M. Michel Rocard, — n'a pas de ces problèmes. Mais la durée de son des dirigeants cathédraux et la mesure de leur scepticisme sur les chances politiques de la gauche en 1981 peut décourager une partie de l'électorat, qui alimentera croire à des « lendemains qui chantent ».

AU JOUR LE JOUR

MAUVAIS EXEMPLE

Quel travail, la révolution ! Il faut se libérer du capitalisme privé, puis surveiller la bureaucratie, autogérer sa vie quotidienne, réclamer la liberté de parole, créer des syndicats autonomes, s'opposer aux conceptions d'« anti-socialisme » et regarder enfin ce que fait l'armée rouge.

Les Polonais qui ont vu la plage de la Baltique sous les parcs de Gdansk ont été contaminés par une pensée pernicieuse : la révolution socialiste est accomplie quand le dépeuplement de l'Etat est acquis. Son auteur ? Un vieux antisocialiste du nom de Karl Marx !

HENRI MONTANT.

LA RESTRUCTURATION DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE

Le réveil des mammoths

« Finalement les mammoths se sont réveillés. » Ce commentaire d'un haut fonctionnaire, qui a appris à bien connaître l'industrie française, illustre parfaitement la formidable redistribution des cartes à laquelle on assiste depuis plusieurs mois. Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, C.G.E., Thomson, Michelin, B.S.N., Gervais-Danone, Renault, Peugeot-Citroën, Matra, Rhône-Poulenc, Elf, tous les grands noms, ou presque, du « business » participent à un étonnant carrousel. Celui-ci vend à cet autre, qui rachète pour mieux se débarrasser d'un poids mort au profit d'un troisième, tout en cherchant de tailler des croupilles à un quatrième qui

lui-même... Bref les affaires reprennent et quelles affaires ! Elles concernent des milliards d'emplois et mettent en jeu des millions sinon des milliards de francs.

Faut-il voir dans la multiplication de ces opérations une véritable tentative de choc prioritaire de 1973 ? Qu'est-ce qui fait courir les managers ? La rationalité industrielle, mise au service d'une stratégie, ou l'opportunisme ?

Toutes ces opérations de concentration, de recentrage ou de redéploiement sectoriel ou géographique, sont en passe de bouleverser considérablement l'outil industriel français.

par PHILIPPE LABARDE et JEAN-MICHEL QUATREPOINT

était l'un des axes de la politique pompidolienne, et l'on ne jurait alors que par la constitution de grands groupes français susceptibles de lutter à armes égales avec leurs concurrents étrangers. C'est à cette époque que naquirent les Creusot-Loire et autre P.U.K. (Peugeot-Ugine Kuhlmann) dans le même temps où se renforçait Rhône-Poulenc.

« Ce ne fut pas triste », commente un financier. De fait : qui ne se souvient de la bataille boursière lancée par ce qui n'était alors que B.S.N. pour prendre le contrôle du tricentenaire... Saint-Gobain. Strange issue au demeurant que celle de cet affrontement qui, loin de déboucher sur la constitution d'un grand groupe verrier, se solda finalement par le rapprochement de Saint-Gobain et de Pont-à-Mousson sous l'égide du groupe Suez, et celui de B.S.N. et de Gervais-Danone.

L'Etat, il est vrai, n'avait pas

ménagé les incitations financières. Il voulait de grands groupes : il les eut au travers d'opérations qui, parfois, ressemblaient plus à une course au chiffre d'affaires qu'à une restructuration industrielle rationnelle.

(Lire la suite page 27.)

« PASTORALE », UN FILM D'OTAR IOSELIANI

La description poétique du monde

Depuis qu'Otar Iosseliani parle de son pays, la Géorgie, les choses ont changé. Avec Pastorale, on est loin de la Chute des feuilles, son premier film (1), qui s'ouvrait sur les vendanges et s'achevait sur l'immobilité d'une église. Avec Pastorale, le cinéaste se fait plus grave, plus désenchanté.

Toujours tendre et critique, il

montre les Géorgiens et leur façon de vivre, de travailler, mais constate cette fois que l'invasion du progrès a touché les racines. L'électrophone, qui rend dérisoire le gramophone, la pêche à la dynamite, l'épandage de l'engrais par avion, la télévision sous les portraits de famille... Iosseliani s'attarde plus sur ces éléments incongrus, déformés, que sur la traditionnelle image du Géorgien qui chante et boit beaucoup de vin.

On ne voit pas très bien pourquoi les autorités soviétiques aient retenu jusqu'à cette année ce Pastorale sorti à l'étranger. Il aura fallu attendre quatre ans pour qu'un festival l'oblige (celui du jeune cinéma, à Hyères, au mois de juin), et que le cinéma Cosmos, où passent les productions soviétiques, le présente au public parisien.

CLAIRE DEVARRIEUX.

(Lire la suite page 31.)

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

LOULOU

GUY MARCHAND ARLETTE LANCMAN

INTERDIT AUX MOINS DE 15 ANS

Demain
LE MONDE DIMANCHE
Des abris contre l'attaque nucléaire
Une enquête de Jacques Isnard.

LA SITUATION EN POLOGNE ET SES PROLONGEMENTS INTERNATIONAUX

Les puissances occidentales sont décidées à apporter une aide accrue à la Pologne, en prenant soin toutefois de ne pas se mêler des affaires de ce pays. En revanche, l'U.R.S.S. — qui poursuit sa campagne contre les « forces antisocialistes » — dénonce à ce propos les « ingérences » des « impérialistes ».

● A BERLIN-OUEST, devant le trente-deuxième congrès de l'Internationale libérale, M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, a déclaré jeudi 4 septembre : « La politique de détente doit aussi faire ses preuves en rapport avec les événements de Pologne. Cela signifie que nous et tous les autres reconnaissons également que le peuple et les dirigeants polonais ont seuls la responsabilité et la compétence pour résoudre les problèmes de leur pays. Si en Pologne les travailleurs ont réussi à obtenir par la grève des promesses d'amélioration de leurs conditions de vie, si le gouvernement a donné son accord à la création de syndicats autonomes, une des conditions préalables fut le climat de détente. »

Tass accuse les syndicats sociaux-démocrates d'aider les « forces subversives »

De notre correspondant
Moscou. — L'agence Tass a opposé, jeudi 4 septembre, pour la première fois, « l'aide internationale socialiste » des pays socialistes à la Pologne, et en premier de l'Union soviétique, aux « sommes considérables » envoyées par certains syndicats sociaux-démocrates. Elle a dénoncé les forces qui agissent à partir de positions antisocialistes et ont lancé à une activité subversive contre le régime existant.

Sous la signature de M. Youri Kornilov, Tass s'en prend tout d'abord au parti socialiste français qui « s'est prononcé contre toute ingérence dans les affaires intérieures de la Pologne et s'est déclaré préoccupé par certaines publications parues dans la presse à l'égard de la Pologne ». Le parti socialiste a soutenu ses difficultés, ou de tirer un avantage politique en spéculant sur cette pseudo-préoccupation, demande Tass, avant de passer à la contre-attaque.

Cette question est d'autant plus opportune, écrit l'agence, qu'il s'agit de la France. On sait que, depuis plus d'un mois, ce pays est bouleversé par de puissantes batailles de classes. Les syndicats français, dont le caractère massif n'a pas de précédent dans l'histoire d'après-guerre en France, les autorités lancent contre les grévistes non seulement la police et la gendarmerie, mais la flotte militaire. La presse annonce que de nombreux préjudices sont causés et que le préjudice causé à la suite de la grève se chiffre déjà à des millions de francs.

Le Conseil central des syndicats polonais a demandé à la délégation des trade-unions d'ajourner sa visite à Varsovie

De notre correspondant
Londres. — Le congrès de la confédération intersyndicale (TUC) s'achève dans la confusion, après le refus de l'organisation officielle des syndicats polonais de recevoir en ce moment une délégation syndicale britannique. A l'issue d'un vif débat, où ils avaient été vigoureusement critiqués, les dirigeants du TUC avaient, non sans mal, obtenu l'accord du congrès sur l'envoi d'une délégation pour une visite de cinq jours en Pologne.

Pologne doit rester empreinte de retenue et de prudence, comme ce fut le cas ces dernières semaines. Nous attendons que les autres fassent de même. C'est avec une grande émotion et une grande sympathie que nous désirons rendre hommage au sens de responsabilité et à l'auto-discipline dont ont fait preuve les Polonais. Et je pense qu'il serait bon que de nombreux pays démocratiques aident la République populaire de Pologne à résoudre cette partie des problèmes du pays par une coopération économique et financière.

● A WASHINGTON, le président Carter a déclaré jeudi devant la direction de l'A.F.L.-C.I.O. : « Pour moi, il n'y a qu'une vérité : des syndicats libres pour les travailleurs, partout. » Les ouvriers polonais ont démontré que « des syndicats libres sont un des éléments de base de la démocratie et que les droits de l'homme et les droits du travail sont indissociables. »

« Les ouvriers et le gouvernement polonais, a-t-il ajouté, ont montré qu'une société qui fait face franchement à ses problèmes, sans inter-

vention de pouvoirs étrangers, peut en sortir renforcée. »

Le président est décidé à apporter « une aide économique adéquate ». Actuellement, trois représentants du gouvernement de Varsovie discutent à Washington avec le département du Trésor.

De son côté, comme l'indique notre correspondant (lire page 8), l'A.F.L.-C.I.O. a décidé de créer un fonds d'assistance spécial pour aider les ouvriers polonais à financer les syndicats autogérés.

● A MOSCOU, jeudi, l'agence Tass a dénoncé, comme elle le fait chaque jour, les éléments « subversifs » qui bénéficieraient du soutien de l'Occident, notamment des sociaux-démocrates (voir l'article de notre correspondant). De son côté, le quotidien « Izvestia » mentionne l'endettement croissant de la Pologne vis-à-vis de l'Occident. Le journal signale que cette dette a dépassé depuis 1971 (rappelons que M. Gierek est arrivé au pouvoir à la fin de 1970).

● A PRAGUE, le journal du P.C. « Rude Pravo » évoque les événements de 1968-1969 en Tchécoslovaquie. Il écrit : « A un moment où le socialisme est devenu un système mondial, le principe de l'internationalisme prolétarien prend un nouveau contenu. De nouvelles formes, pagères inconnues, de relations entre Etats font leur apparition, fondées non seulement sur la reconnaissance mutuelle ou l'indépendance et la souveraineté, mais principalement sur une aide mutuelle fraternelle et sur la défense commune des acquis du socialisme. »

« Notre propre expérience nous a montré que la contre-révolution ne dort pas mais attend que l'occasion se présente. »

« Incapables de liquider le socialisme par une attaque frontale, les adversaires du socialisme luttent de temps à autre, ou systématiquement, pour une forme d'insurrection, qui signifie une attaque du socialisme de l'intérieur. Nous ne pourrions jamais oublier le jeu dangereux joué par les antisocialistes dans notre pays. »

Nouvel avertissement de Moscou

(Suite de la première page.)

Tous ces prix entrèrent sans doute dans l'élaboration de l'indice sur lequel sera calculée l'augmentation du coût de la vie, sur laquelle devraient être indexés les salaires.

Les mineurs de Silésie ont repris le travail, même les quinze mille ouvriers des mines Sandomierki, Dimitrov et Bohrek, dans la région de Bytom, qui, outre les revendications d'ordre général, réclamaient des changements dans la direction des houillères et parmi le personnel d'encadrement.

Le ministre des mines, M. Lejorak, après avoir appelé à la rescousse M. Jaroslaw Sienkiewicz, président du comité de grève (M.K.S.) de Jastrzebie, devenu « comité fondateur » d'un nouveau syndicat indépendant de Haute-Silésie, a pu parvenir à un accord avec les grévistes, tard dans la soirée de jeudi.

Quelques mouvements spor-

diques de grève sont signalés : les conducteurs d'autobus de Bielsko, les travailleurs de la station thermique de Susza-Zdroj, les conducteurs de bus et les mécaniciens employés par la municipalité de Tarnow.

La constitution de syndicats indépendants et autogérés va bon train. Ainsi, à Varsovie, des réunions d'acteurs ont eu lieu mercredi et jeudi dans plusieurs théâtres. Les scientifiques aussi, après avoir tenu des assemblées générales sur leur lieu de travail, ont tenu, jeudi, dans un appartement privé, une réunion de représentants et de délégués désignés de soixante institutions scientifiques et de laboratoires de recherche industrielle en vue de créer rapidement un syndicat indépendant. Ils ont deux revendications spécifiques : ils veulent avoir leurs passeports en poche pour pouvoir voyager librement et obtenir une garantie contre la possibilité de licenciement pour des motifs politiques.

Parfois, les représentants des syndicats officiels agissent de façon maladroite. Mardi, aux usines Nowolka (moteurs Diesel) de Varsovie, l'une des plus grandes entreprises de la capitale, un délégué du syndicat officiel avait affirmé, dans un entretien publié dans le journal « Wzrost », que le personnel ne souhaitait pas la création de nouveaux syndicats. Après lecture de l'entretien, le personnel se mit en grève, créant un véritable mouvement de solidarité. Un rectificatif dans la presse, jeudi, le Zycie Warszawy a brièvement relaté cette affaire.

Reste à voir comment sera réglé le problème des cotisations. Jusqu'à présent, elles étaient re-

tenuës automatiquement sur les salaires. Si les travailleurs exigent désormais qu'elles alimentent les caisses des nouveaux syndicats, les « anciens », qui ont une très lourde machine administrative, seront confrontés à des grandes difficultés de trésorerie.

Les nouvelles organisations naissent d'ailleurs de manière si spontanée et si rapide que leurs fondateurs ne savent pas très bien où ils vont. Leur seule référence, leur seul modèle, reste le M.K.S. de Gdansk, et leur premier projet est souvent de se rendre sur le littoral à pour demander à Walesa, à plus que jamais le héros du moment.

Une caisse noire de 1 million de dollars pour financer des voyages d'agrément

Tout l'action des autorités semble viser pour l'instant à restaurer l'unité nationale. C'est dans cet esprit que l'on a interprété l'initiative exceptionnelle qui a consisté, de la part de la radio nationale, à diffuser jeudi soir l'intégralité des déclarations faites mercredi par le pape Jean-Paul II au cours de son audience hebdomadaire : le souverain pontife évoqua le « droit moral de la Pologne à la souveraineté et à l'indépendance ». « La souveraineté signifie un juste droit à l'auto-détermination », ajouta Jean-Paul II, ajoutant qu'il priait pour que la Pologne ne soit victime d'aucune agression, d'où qu'elle vienne » (le Monde du 5 septembre).

D'autre part, le texte d'un message de l'évêque, datant du 27 août et évoquant, en liaison avec les grèves qui se poursuivaient alors, « les droits inaliénables de la nation polonaise », a pu être publié jeudi intégralement par le quotidien catholique pro-gouvernemental Slowo Panskie, à qui la censure avait auparavant interdit de le faire.

Enfin, le bureau politique du parti a constitué une commission d'enquête chargée d'examiner les reproches adressés à l'ancien directeur du comité d'Etat pour la radio et la télévision, M. Szczepanski, limogé le 24 août.

Le communiqué ne donne aucune précision sur les accusations portées contre M. Szczepanski, qui est encore membre du comité central et député. Depuis son éviction de la radio-télévision, un inventaire de la fortune et des biens de M. Szczepanski circule dans les milieux de l'audio-visuel. M. Szczepanski se trouve à l'hôpital, précise-t-on de source officielle. Une manipulation supposerait d'abord la levée de son immunité parlementaire, qui ne peut être votée par la Diète qu'à la demande des autorités judiciaires. Cependant, le commu-

niqué donne des à présent un caractère public à l'affaire.

De sources officielles, il a été précisé oralement que cinq personnes occupent des postes importants à la radio-télévision ont été limogées en raison de cette affaire et ont été prises de ne pas sortir de chez elles avant la fin de l'enquête. Une caisse noire de 1 million de dollars aurait été créée à Londres pour financer des voyages d'agrément, et un correspondant polonais indiquant de la télévision impliquée dans cette affaire aurait disparu. Il serait recherché en vertu d'un mandat d'Interpol. — (A.F.P., U.P.I., A.P., Reuter.)

Deux bureaux d'information juridique pour aider les syndicats autogérés

Un syndicat indépendant et autogéré de Masovie (région de Varsovie) a été constitué, jeudi, à Ustron, dans la banlieue sud de la capitale, par cinq grandes entreprises qui ont déjà chacune leur syndicat indépendant (dont l'une géante de tracteurs d'Ustron, qui avait été la première à se constituer en 1976, la section de sculpture de l'usine automobile Fiat et la compagnie municipale de transport). La présidence de ce syndicat de la Masovie revient à M. Zbigniew Bajak, ouvrier d'Ustron.

Enfin, la radio de Wrocław a annoncé que le syndicat indépen-

dant de la ville avait tenu sa première réunion. Son président est M. Jerzy Piotrowski, qui dirigeait auparavant le comité de grève inter-entreprises de la ville. L'un des participants a tenu à préciser que le syndicat n'est pas une organisation politique.

Deux bureaux d'information juridique et de conseil pour aider ceux qui veulent constituer des syndicats indépendants et auto-

Les organisations officielles se défendent

Les syndicats officiels, eux, se défendent. Ainsi le président du syndicat régional de Wrocław, M. Stanislaw Domagala, a déclaré à la radio : « Nos effectifs pour- ront diminuer, mais ce ne sont pas les chiffres qui nous intéressent. Je crois que ce sont nos meilleurs adhérents qui nous quittent, tout particulièrement maintenant que nous sommes nos faibles. De même que les nouveaux syndicats, nous voulons faire appliquer les revendications justifiées. Après tout, nous avons des années d'expérience. Les acquis du mouvement syndical ne peuvent être effacés par un seul événement, même le plus tragique. »

C'est à peu près le même langage que tiennent les représentants officiels dans les différentes entreprises où ont lieu des

réunions du personnel, qui se terminent souvent par la création d'un comité fondateur d'un syndicat indépendant. Les syndicats officiels rappellent qu'ils ont entrepris un processus de rénovation, qu'ils reprennent à leur compte la liberté de candidature et mettent l'accent sur une véritable défense des intérêts des travailleurs, protégés par les syndicats libres du littoral de la Baltique. Le Conseil central des syndicats est allé jusqu'à faire publier dans la presse, jeudi, un message aux travailleurs disant que les syndicats officiels devaient « confirmer par leurs actes qu'ils sont bien autonomes et indépendants ». Il appelle les travailleurs des entreprises où les représentants syndicaux n'ont pas été à la hauteur de leur tâche à organiser des élections pour en élire de nouveaux.

LE MONDE diplomatique

numéro de septembre

TERRORISMES
« NOIR » ET « ROUGE »
L'aventurisme
de la lutte armée
en Italie

(par MARCO BOATO)

Le numéro : 77

5, rue des Italiens,
75247 Paris Cedex 08.
Publication mensuelle du Monde.
(En vente partout.)

FRANÇOIS MITTERRAND
Premier Secrétaire du Parti Socialiste

animé par
Gérard Carreyrou
et Alain Duhamel.

CLUB DE LA PRESSE
EUROPE 1

Dimanche
7 Septembre
à 19h

EUROPE

Allemagne fédérale

L'extrême droite a multiplié ces derniers mois les actions antisémites et xénophobes

De notre correspondant

Bonn. — La police ouest-allemande, en opérant une série d'arrestations, a porté ces jours-ci un coup sérieux aux groupements néo-nazis. Les nostalgiques du III^e Reich ne représentent qu'une faible minorité en R.F.A. On les soupçonne de maintenir des liens avec l'étranger. C'est ainsi que le Groupe d'action allemand, dont une demi-douzaine de membres ont été appréhendés, aurait entretenu des contacts avec la F.A.N.E. qui vient d'être dissoute en France.

L'opération de la police est consécutive à l'attentat qui a causé la mort de deux Vietnamiens, à Hambourg, le 22 août. Un centre d'accueil pour réfugiés avait été incendié et les murs barbouillés d'inscriptions xénophobes.

Les enquêteurs ont très rapidement mis la main sur six personnes liées à des mouvements néo-nazis et soupçonnés d'avoir joué un rôle dans cette affaire. Deux d'entre elles seraient passées aux aveux.

Ces derniers mois, le nombre des actions violentes attribuées à des mouvements néo-nazis s'était accru : des bombes ont été lancées à Esslingen contre une exposition consacrée à Auschwitz. Un camp de réfugiés à Lörach a été attaqué en août. A Hambourg, des terroristes s'en étaient pris un peu plus tôt à l'école Johann-Korner, célébrant la mémoire du pédagogue polonais qui, sous l'occupation nazie, se sacrifia à la tête des enfants dont il avait le charge. Le camp de Zindorf, où sont reçus la plu-

part des étrangers demandant l'asile politique, a également été l'objet d'un attentat en juillet. Selon l'office de protection de la Constitution, une vingtaine de groupements néo-nazis existaient en République fédérale allemande. Le nombre de leurs sympathisants est évalué à 17 300; les membres actifs toutefois ne sont pas plus de 250 ou de 300. Ceux-là seuls seraient responsables des lettres de menaces adressées à des citoyens israéliens, des pétards placés dans les cinémas où se déroulent des films anti-nazis, ou des croix gammées peintes dans les cimetières juifs.

Les citoyens comme les autorités étaient d'autant plus effrayés qu'ils présentaient à détourner leurs regards des quelques « déséquilibres » résolu à faire revivre le nazisme, que le seul véritable parti d'extrême droite, le N.P.D., a connu un déclin indéniable. Si, en 1968 et 1969, il avait réussi à conquérir quelques sièges dans les parlements des Länder, il n'est pas parvenu à faire élire ses candidats au Bundestag de Bonn. Il n'atteint pas 1 % des suffrages aux élections fédérales.

Pour être l'absence de succès politique a-t-elle poussé les nostalgiques du III^e Reich à la violence. L'attitude de réfugiés en R.F.A. leur a fourni en tout cas une occasion d'exploiter la xénophobie latente de beaucoup de citoyens. Le thème de « l'Allemagne aux Allemands » trouve dans l'écho qu'il y a quelques années.

JEAN WETZ.

Belgique

POUR ÉVITER L'ÉCLATEMENT DU GOUVERNEMENT M. Martens suspend sa décision de réduire les salaires des fonctionnaires belges

De notre correspondant

Bruxelles. — Le président du parti social chrétien a sans doute surpris le gouvernement Martens, brusquement menacé de dissolution, le mercredi 3 septembre. Alors que les services publics venaient d'annoncer une grève générale pour le 12 septembre et que les socialistes flamands menaçaient de quitter la coalition pour protester contre une décision gouvernementale de prélever 2 % sur les salaires des fonctionnaires, M. Martens a suspendu la mesure prise à la mi-août.

Les socialistes francophones de M. André Cools, réunis pour faire le point mercredi après-midi, ont continué à éviter une crise. Au nom de la solidarité gouvernementale, les ministres socialistes s'étaient associés à la décision, et ils étaient dévoués à la fois par le ministre socialiste et par le chef des socialistes flamands, M. Karel Van Miert.

La situation budgétaire est telle que le cabinet doit prendre d'urgence des mesures d'austérité dans plusieurs secteurs. Le déficit ne cesse de s'aggraver et dépasse toutes les prévisions. Au début de l'été, le budget de tous les ministères était amputé. Puis, à la mi-août, les ministres décidaient de prélever 2 % sur les salaires de huit cent mille fonctionnaires de l'État afin d'aligner les salaires de retraite, une mesure qui devrait rapporter 2 milliards de francs belges (950 millions de francs français) au Trésor.

Cette réduction des salaires a provoqué une réaction immédiate des syndicats, et plus particulièrement des organisations socialistes et chrétiennes, mais aussi du parti socialiste flamand. Le parti de M. Van Miert menaça campagne depuis décembre 1979 contre l'im-

plantation des missiles de l'OTAN en Belgique et contre les dépenses pour la défense nationale. Or, au moment où les fonctionnaires voyaient leur salaire diminué de 2 %, le gouvernement décidait d'augmenter le budget de la défense de 3,5 milliards de francs belges (1 150 millions de francs français).

Mardi après-midi, le président du parti social chrétien a proposé au premier ministre d'adopter une position de repli. Un effort sera demandé à toute la population. « Il n'y a pas de fonctionnaires, mais il y a des citoyens », a-t-il déclaré.

Le gouvernement obtient ainsi un premier succès, mais, en octobre et en novembre, d'autres épreuves l'attendent.

PIERRE DE VOS.

Portugal

LE GÉNÉRAL EANES SERA CANDIDAT A L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE DÉCEMBRE

(De notre correspondant.)

Lisbonne. — Le général Eanes a officiellement annoncé sa candidature à l'élection présidentielle de décembre, le jeudi 4 septembre. Plus de deux cents personnalités se sont réunies au palais de Belem pour lui manifester leur appui : anciens chefs de gouvernement, anciens présidents de l'Assemblée, dirigeants du parti socialiste, du Mouvement réformateur et de l'ADSD, organisation constituée par des dissidents du parti social-démocrate, personnalité de l'opposition, comme M. Figueiredo, le président de la toute-puissante Fondation Gulbenkian.

Le général se présente comme le candidat du régime démocratique. En mai, la commission nationale du parti socialiste avait chargé M. Soares d'approfondir les contacts avec le chef de l'État afin d'obtenir de ce dernier des garanties concernant « sa fidélité à l'esprit du 25 avril et aux principes essentiels de la démocratie politique, sociale, économique et culturelle consacrés dans la Constitution ».

Un atout considérable pour le P.S.

Un accord a été conclu fin août. En cas de victoire, considérée comme très probable, le général recherchera « un consensus entre les forces qui se réclament du socialisme démocratique et de la social-démocratie ».

Une solution stable et durable doit être trouvée entre les forces démocratiques et le centre de la société portugaise, a-t-il dit, rejetant ainsi la thèse de la bipolarisation ou d'un gouvernement de coalition. Le refus d'autre part, tout compromis qui sera néanmoins « respecté » en tant qu'il « exprime une volonté de consensus ».

Le refus d'autre part, tout compromis qui sera néanmoins « respecté » en tant qu'il « exprime une volonté de consensus ».

JOSE REBELO.

ASIE

Chine

Des résistances se manifestent contre le retour à certaines formes d'exploitation agricole familiale

De notre correspondant

Pékin. — Au moment où les députés chinois sont informés des vastes projets de réformes de l'économie, des opinions d'une surprenante diversité s'expriment sur les orientations souhaitables de la politique rurale. Au cœur du débat se trouve la question de savoir si l'organisation des communes populaires, divisées en brigades et en équipes, doit être maintenue au moins dans ses grandes lignes, ou si un retour à des formes d'exploitation moins « collectivisées », plus « privées », est préférable.

Les discussions ont commencé il y a près de deux ans et elles avaient pris un tour assez vif au printemps 1979 avec la publication, dans la presse de lettres dénonçant, les uns le démantèlement des exploitations collectives,

remunération des paysans, et d'autres, au contraire, le retour à l'exploitation familiale. Les textes précisent que, sauf cas particuliers exceptionnels (dans les régions montagneuses et peu peuplées notamment), il est interdit d'une part de répartir les terres entre les individus, d'autre part de créer des unités responsables de leurs gains et pertes sur la base d'un groupe familial.

Ces textes ne représentent évidemment qu'un compromis à l'époque et l'évolution, depuis près d'un an, a largement transgressé ces limitations. Une formule de plus en plus répandue consiste à confier à des groupes familiaux la « responsabilité d'une produc-

veur du Hebei, M. Li Henghong, rappelle qu'il ne pouvait être question de toucher à la propriété collective des moyens de production » et condamne « certaines équipes de production qui ont pillé les terres, les outils, les machines et les équipements agricoles entre des exploitations individuelles, ouvertes ou déguisées ». Et d'ajouter : « Il se de soi que tout en critiquant la ligne gauchiste, nous devons également nous garder des phénomènes d'extrême ».

On retrouve des avertissements du même genre, dans le Guizhou, le Hubei, etc. Ce genre de réaction a pour une part des raisons techniques. L'atomisation des unités de production a fait naître des difficultés intolérables dans l'utilisation d'équipements — rares au demeurant — qui ne pouvaient être divisés. Le cas s'est même présenté, en pleine sécheresse, de systèmes d'irrigation qui ne pouvaient être alimentés que par les pompes mécaniques collectives. D'une manière plus générale, on conçoit que la modernisation de l'agriculture se fasse difficilement avec le retour à des structures d'exploitation traditionnelles. A moins de 100 kilomètres de Pékin, il est courant de voir des herbes ou des charniers tirés par des familles, signe de paupérisme fondamental qui rend difficilement concevable — sans action collective — le passage à la mécanisation.

Or, indépendamment des questions que l'on peut se poser sur l'amélioration des conditions de vie des paysans et des paysannes, cette mécanisation est indispensable si l'on veut accroître sensiblement la production agricole. Pour ne rien dire du poids des traditions qui, dans de petites unités familiales, s'opposent souvent à l'introduction de techniques aussi élémentaires que l'assolement périodique.

Un débat politique

Il y a quelques raisons tout-à-fait de penser que le débat est élargi à la politique. L'abord parce que la presse centrale continue à critiquer avec beaucoup plus de sévérité les maux des gauchistes que les excès des droites. Le 27 août, le Quotidien du peuple a même publié un court article pour montrer à quel « retard » le refus de passer à des exploitations familiales a pu conduire une brigade située précisément dans le Jilin — province de M. Wang Enmao. Inversement, on constate que le premier secrétaire du Jilin, un ancien militaire, n'est pas en désaccord avec les tendances aujourd'hui dominantes à Pékin sur le seul problème des systèmes d'exploitation familiale. En fait, on ne peut pas dire que le débat ait atteint un stade où l'on puisse dire qu'il y a une ligne officielle.

Le nom d'Alarcay, porté par l'un des trois navires, a été utilisé par les autorités chinoises, était aussi celui d'une frégate qui avait servi en 1949 de venir en aide à l'Améthys.

Le nom d'Alarcay, porté par l'un des trois navires, a été utilisé par les autorités chinoises, était aussi celui d'une frégate qui avait servi en 1949 de venir en aide à l'Améthys.

Le nom d'Alarcay, porté par l'un des trois navires, a été utilisé par les autorités chinoises, était aussi celui d'une frégate qui avait servi en 1949 de venir en aide à l'Améthys.

Pour la première fois depuis 1949

Trois navires de guerre britanniques mouillent dans le port de Shanghai

Pour la première fois depuis l'incident du Yangtse, en 1949, trois navires britanniques ont pénétré dans la large embouchure du Yangtse, et, après avoir remonté la rivière Huangpu, sont arrivés, jeudi 4 septembre, à Shanghai.

Les trois bâtiments, les destroyers Antrim et Coventry et la frégate Alarcay ont été accueillis par la frégate 514 de la marine chinoise qui les a escortés, par un temps radieux, jusqu'au cœur de la grande ville portuaire de Chine orientale. Les navires de la Royal Navy ont en effet été autorisés à mouiller — privilège qui n'avait été accordé à aucune autre marine européenne depuis la guerre — le long d'une jetée nouvellement construite du fait de la jonction de ce centre des échanges commerciaux et bancaires avec l'étranger.

Les sept cents officiers et marins des trois navires britanniques, qui sont placés sous le

commandement du contre-amiral Conrad Jenkin, séjourneront à Shanghai jusqu'au 8 septembre.

En 1949, un incident avait opposé aux troupes communistes campant aux portes de Shanghai, la frégate anglaise Améthys, qui tentait de remonter le Yangtse pour porter des secours au personnel de l'ambassade britannique à Hankin. L'attaque s'était produite le 19 avril 1949. Immobilisée pendant plus de trois mois, l'Améthys, après avoir perdu dix-huit hommes d'équipage, avait réussi à gagner la haute mer, dans la nuit du 30 juillet, en passant à travers les lignes communistes, près de Chingyin. Ces exploits s'étaient retracés par la suite dans un film.

Le nom d'Alarcay, porté par l'un des trois navires, a été utilisé par les autorités chinoises, était aussi celui d'une frégate qui avait servi en 1949 de venir en aide à l'Améthys.

Le nom d'Alarcay, porté par l'un des trois navires, a été utilisé par les autorités chinoises, était aussi celui d'une frégate qui avait servi en 1949 de venir en aide à l'Améthys.

A TRAVERS LE MONDE

Algérie

● DÉCOUVERTE D'UN CHARNIER A ALGER. — Un charnier contenant les restes d'une dizaine de jeunes Algériens, enlevés entre 1955 et 1960, a été découvert lundi dans les jardins Marengo à Alger, qui abritaient, dans les dernières années de la guerre d'indépendance, un camp militaire français, rapporte jeudi 4 septembre la presse algérienne. Celle-ci assure qu'une main scellée appartenant à un enfant d'une dizaine d'années a également été retrouvée sur les lieux. — (Reuters, A.F.P.)

Brazil

● LE PARLEMENT a approuvé jeudi 4 septembre une loi qui fait entrer en vigueur les élections municipales qui devaient avoir lieu cette année. Au cours d'une séance houleuse, marquée par divers incidents, le parti gouvernemental a fait adopter un projet de loi prolongeant le mandat des quatre mille maires et des quatre mille conseillers municipaux jusqu'en 1982. — (A.F.P.)

Cuba

● M. GROMYKO, ministre soviétique des affaires étrangères, fera une visite officielle à La Havane à la mi-septembre, en se rendant aux Nations unies, a annoncé l'agence Tass le jeudi 4 septembre. — (Reuters)

Espagne

● LES AUTORITÉS NAVALES ESPAGNOLES ont refusé de délivrer à quatre navires soviétiques des permis d'accès dans le port de Las Palmas, aux Canaries, a annoncé jeudi 4 septembre, la quotéenne madrilène El País. Les bâtiments soviétiques qui devaient jeter l'ancre dans le port de Las Palmas sont tous des navires scientifiques. Selon un porte-parole du ministère des affaires étrangères, le refus est dû à l'application stricte de l'accord de pêche hispano-soviétique qui interdit aux navires de pêche soviétiques de pêcher dans les eaux espagnoles. Le refus a été justifié par le fait que les navires soviétiques devaient jeter l'ancre dans les ports des îles Canaries. — (A.F.P.)

Guatemala

● LE COLONEL OSCAR MENDOZA a été nommé vice-président de la République en remplacement de M. Villagrán Kramer, qui a donné sa démission (le Monde du 3 sep-

tembre). D'autre part, le président de l'agence de presse Centroamericana, M. Velasco Toledo, a été assassiné dans la capitale, le mercredi 3 septembre. — (A.F.P., Reuters)

Haïti

● M. JI PENG-PEI, VICE-PRÉMIER MINISTRE CHINOIS, a entamé, mercredi 3 septembre, à Port-Louis, une visite de quatre jours à l'île Maurice, durant laquelle il doit entretenir de la délimitation de l'océan Indien et de l'aide chinoise à la construction d'un pont aéroportuaire dans la capitale mauricienne. « La Chine partage l'inquiétude grandissante que nous inspire la réalité des super-puissances », a déclaré Sir Seewoosagur Ramgoolam, premier ministre mauricien, dans sa lettre de bienvenue.

République Sud-Africaine

● LE CANDIDAT DU PARTI NATIONALISTE AU POUVOIR en République Sud-Africaine, M. Wilby, a remporté, mercredi 3 septembre, une victoire partielle à Simonsburg, dans la péninsule du Cap, contre le candidat de l'opposition « progressiste ». Cette victoire constitue également un succès pour le premier ministre, M. Pieter Botha, dont M. Wilby appuie la politique de réformes raciales limitées. — (A.F.P., Reuters)

Swaziland

● LE PRINCE JOHN DELAMINI, premier ministre du Swaziland, frère du roi Sobhuza II, a été tué dans un accident de la route, dans l'est du Transvaal, annonce la radio sud-africaine. — (A.F.P.)

Afghanistan

SELON LE DÉPARTEMENT D'ÉTAT AMÉRICAIN Le corps expéditionnaire soviétique compte environ cent vingt mille hommes

Les forces soviéto-afghanes ont lancé une nouvelle offensive contre les résistants dans la vallée du Panjshir, au nord-est de Kaboul, a-t-on appris de source diplomatique occidentale à Islamabad. Le départ d'une colonne de deux cents blindés de la 350^e division soviétique stationnée à Pul-i-Charki, près de la capitale, a été observé par des diplomates le 27 août, ainsi qu'une intense traque d'« éléments armés » dans la région. Radio-Kaboul a annoncé jeudi 4 septembre que des troupes soviétiques pour éliminer les « rebelles », récupérer leurs armes et le « matériel subversif ». « La coopération de la population et la vigilance des forces de sécurité ont permis la récupération de nombreuses armes dans le pays. Dans la province d'Herat (à la frontière iranienne), de nombreuses armes chimiques et américaines ont été saisies », a ajouté la radio. D'autre part, selon les autorités, un millier de jeunes gens

auraient rejoint les « volontaires » progressivement dans la province de Ghazni, qui vient d'être « débarrassée des forces rebelles et antinationales »; la population même une fois calmée, les commerçants font des affaires et un train de tout confort (..) Une paix complète règne dans la province ». A Washington, le porte-parole du département d'État a déclaré qu'il n'était pas en mesure de confirmer ou d'infirmer les informations selon lesquelles des unités soviétiques se trouveraient en Afghanistan. Il a estimé que les forces soviétiques stationnées en Afghanistan ont à proximité immédiate se mouvant à environ cent vingt mille hommes. Il a enfin indiqué que les effectifs de l'armée afghane, qui comptait auparavant quatre-vingt mille hommes, avaient été réduits de moitié par les désertions et que, selon certaines indications, des jeunes gens étaient enrôlés de force. — (A.F.P., A.P., Reuters)

L'INFLUENCE DE LA POLITIQUE DE L'ÉGLISE A L'EST DU VATICAN SUR L'ÉVOLUTION SOCIALE DES DÉMOCRATIES POPULAIRES.

ERNEST MILCENT

A L'EST DU VATICAN

« Ernest Milcent fait le bilan de l'Est-politique dans un livre passionnant par ses détails souvent inédits. Avec Jean-Paul II, les responsables des démocraties populaires savent désormais que le Vatican entend bien affirmer sa force. Non seulement en Pologne, mais partout où cela sera nécessaire. »

P. BOSSE-PLATIERE - Ouest-France.

CERF

ASIE OCÉANIE

Japon

MÊLÉ PENDANT LA GUERRE A L'AFFAIRE SORGE

M. Ritsu Ito, ancien membre du P.C., retourne à Tokyo après trente ans d'exil en Chine

Tokyo. — Les photographes de presse japonais accourus à l'aéroport de Tokyo ont mitraillé mercredi 3 septembre comme une vedette de cinéma un revenant, une sorte de fantôme oublié de tous depuis trente ans : M. Ritsu Ito, ancien n° 2 du parti communiste. Ce vieillard à la voix chevrotante et nasillard, pressé, avare et à moitié sourd, était sans doute la clé de bien des énigmes de l'histoire moderne du Japon.

Le nom de Ritsu Ito est lié en effet à la naissance du mouvement communiste. L'« affaire Sorge », aux « purges rouges » de McArthur au début des années 50, époque à laquelle il entra dans la clandestinité, puis s'enfuit en Chine, d'où il émerge aujourd'hui. Cet homme peut être gênant pour certains : ancien membre du P.C.J. n'étant présent pour l'accueillir M. Ito, accusé de trahison, a été en effet exclu du parti avec fracas en 1953.

M. Ritsu Ito est au centre de l'une des énigmes les plus mystérieuses de l'époque moderne : l'« affaire Sorge ». Correspondant à Tokyo de la *Frankfurter Zeitung*, Ritsu Ito, qui résidait au Japon depuis le début des années 30, fut arrêté le 16 mai 1942 avec une demi-douzaine d'étrangers : ils étaient accusés d'appartenir à un réseau à la solde de l'U.R.S.S. Ami intime de l'ambassadeur d'Allemagne, Sorge avait eu connaissance des plans de Hitler et les avait révélés à Moscou. Il était en outre très lié au prince Konoze, premier ministre.

En même temps que Sorge, était arrêté un certain Ozaki, employé des chemins de fer de Mandchourie, ami intime du prince. Sorge et Ozaki furent exécutés le 7 novembre 1944. En février 1949, un rapport des forces armées d'occupation révèle que M. Ritsu Ito aurait été l'une

De notre correspondant

des personnes à l'origine de l'arrestation de Sorge. M. Ito avait en effet été arrêté par la police impériale en 1939. Il aurait révélé alors l'adresse d'une femme, ancien membre du parti communiste japonais, qui était en contact avec le réseau Sorge. M. Ito, qui sera l'un des dirigeants du P.C. dans l'immédiat après-guerre, était-il un agent de la police ? Né en 1912, il devient membre du P.C.J. en 1931. Arrêté en 1939, il est relâché deux ans plus tard après avoir rejoint le communisme. Il renoue alors avec son ami d'enfance Ozaki, celui-là même qui sera exécuté. A nouveau arrêté en 1939, libéré en 1940, il sera inculpé à partir de 1941 jusqu'à la fin de la guerre.

Un second mystère

Relâché en même temps que les autres prisonniers politiques par les Américains, M. Ito va gravir très rapidement les échelons du parti aux côtés des « chefs historiques » : Yoshio Shiga, Kenichi Tsuruta, Sanzo Nosaka. Bras droit de Tokuda, alors secrétaire général, M. Ito est rédacteur en chef adjoint de l'organe du P.C., *Akahata*. Mais, deuxième mystère : les relations de M. Ito avec les forces d'occupation américaines, son rôle dans le « virage à gauche » du P.C. à la fin des années 40.

L'immédiat après-guerre, jusqu'aux hostilités en Corée, est l'une des périodes les plus riches de l'histoire du Japon moderne en raison de l'effervescence et du bouillonnement des idées qui secouent ce pays détruit. Pour faire avancer leur programme de démocratisation, les Américains s'appuient sur les forces de gauche, et en particulier sur le P.C., seul groupe politique à ne jamais avoir

transigé avec le militarisme. Les communistes contrôlent une partie des syndicats et constituent un pôle d'attraction pour les intellectuels. C'est la politique dite du « parti amical », c'est-à-dire du jeu parlementaire. Un premier changement dans la politique américaine vis-à-vis des communistes sera l'interdiction de la grève générale du 1^{er} février 1947. Le P.C. perdra alors une partie de son influence sur les syndicats, mais il continuera de jouer un rôle politique qui compte : en janvier 1949, il obtient trente-cinq sièges à la Diète.

L'attitude américaine à l'égard des communistes japonais, mais surtout les injonctions de Pékín et de Moscou au P.C.J. en janvier 1950, de s'engager dans l'action violente, vont bouleverser la politique intérieure du parti. Juin 1950 : en même temps que se déclenche la guerre de Corée, les forces d'occupation américaines au Japon lancent les « purges rouges ». Vingt-quatre dirigeants sont arrêtés, les autres, dont Tokuda et Ito, disparaissent dans la clandestinité.

Interrogé à Pékín

M. Ito fut-il responsable de ce que les tenants de l'histoire officielle au sein du P.C. ont le représentant est M. Miyamoto, président du comité exécutif, nommeront plus tard l'« aventurisme gauchiste » ? Quels furent ses contacts avec les Américains ? Aucun élément ne permet de répondre.

M. Ito, comme Tokuda et M. Nozaka ont fui la répression et se sont réfugiés en Chine. Tokuda mourra à Pékín en 1953. En juillet de la même année, M. Ito est semblé-lui, séparé de ses compagnons par la philippine chinoise et interrogé par un membre du P.C.J. S'agit-il du résultat des luttes internes au sein du P.C. (et notamment de la rivalité pour la succession de Tokuda) ou bien le P.C. a-t-il soudain la preuve que M. Ito a trahi ? Toujours est-il que, le 21 septembre 1953, *Akashita* le dénonce en des termes d'une rare violence : comparé à Beria, il est accusé d'avoir « vendu le parti aux réactionnaires de l'intérieur et de l'extérieur ». Il sera formellement exclu lors du sixième congrès, en 1955.

Depuis sa fuite à Pékín, on ne savait rien du sort de M. Ritsu Ito. Selon certains rumeurs, il avait été éliminé. En fait, il vivait en Chine, tantôt en prison, tantôt à l'hôpital. Pourquoi les Chinois se délectaient-ils à le relancer ? Pourquoi le P.C. avait-il voulu le renvoyer au Japon ? Pour des raisons humanitaires ? Il est très malade, comme sa femme, membre du P.C. qui le rendait publiquement en 1953. Pour des raisons politiques ? Son retour, en tout cas, embarrasse les communistes en remettant sous le feu de l'actualité des événements passés.

Akashita souligne ce jeudi que le retour de M. Ito au Japon est l'occasion d'une « nouvelle offensive anti-communiste ».

PHILIPPE PONS.

Inde

Mme Gandhi invite la presse à jouer un rôle « positif » et à « s'autodiscipliner »

De notre correspondant

New-Delhi. — Le premier ministre indien, Mme Gandhi, a insisté récemment sur la nécessité pour la presse de jouer un rôle positif « dans l'œuvre de reconstruction du pays ». S'adressant dans les jardins de sa résidence, aux rédacteurs en chef indiens rassemblés à l'occasion de la réunion annuelle de leur association, la All India Newspaper Editors Conference, Mme Gandhi a affirmé qu'elle n'était nullement opposée à toute contradiction. Elle a assuré ses interlocuteurs qu'elle n'avait jamais, au cours des onze années pendant lesquelles elle a exercé les fonctions de premier ministre, tenté d'imposer ses vues aux autres — « telle fut peut-être ma plus grande faiblesse » — mais, au contraire, toujours cherché à rester en contact avec les diverses expressions de l'opinion publique.

Mme Gandhi a qualifié de « fausse » l'image que de nombreux journalistes avaient voulu donner d'elle : celle d'une femme autoritaire ou influencée par une ou deux personnes.

Le premier ministre a ensuite regretté que certains journaux aient, dans quelques États, essayé d'inciter la population à agir contre l'intérêt national.

« A l'heure où l'Inde traverse une période difficile, il appartient à la presse, et à elle seule, de s'autodiscipliner. »

Pour Mme Gandhi, l'heure est venue, pour la presse de se demander où est son devoir.

« Est-elle au-dessus des intérêts du pays ? », a-t-elle demandé.

« Est-elle plus importante que la paix, l'harmonie et le progrès de la nation ? »

Rappelant l'exemple de Gandhi, elle a invité ses auditeurs à juger leurs actions en se demandant si elles contribueraient ou non à améliorer le sort des plus pauvres et des plus faibles, à favoriser l'unité et la force du pays.

« Peut-être, a-t-elle ajouté, la presse occidentale trouve-t-elle intéressant à mettre l'Inde au feu de la violence et du crime, à privilégier ce qui est spectaculaire ou source de conflits. Mais est-ce souhaitable pour l'Inde et pour les pays en voie de développement en général ? Prenez garde de vous laisser influencer par des normes occidentales faussées. Il vous appartient au contraire de vous poser d'autres questions : « Oubliez-vous faire œuvre constructive ou considérez-vous plus important de rechercher un scoop ? Quelles sont vos priorités ? »

S'adressant aussi aux rédacteurs en chef, Mme Gandhi de l'information, M. Vasant Sathe, leur avait fait remarquer, de son côté, que la liberté de la presse ne signifiait pas la possibilité de publier n'importe quoi en dénigrant les intérêts supérieurs du pays. »

Evocant à son tour les événements de Moradabad, il avait déclaré : « Critiquer, oui ; fêter l'huile et le feu, non. Dans pareille circonstance, les journaux doivent veiller à ce que le mépris affiché envers l'autorité ne s'étende pas davantage ». S'attendant totalement opposé à la censure — « elle ne sera jamais plus imposée », M. Sathe a noté que la responsabilité des journalistes n'en était que plus grande.

Dans sa résolution, la conférence critique d'ailleurs l'attitude de certains journaux qui ont « magnifié les tensions et la violence ». Opinion partagée par l'éditorialiste du *Times of India*, qui estime que de tels journaux, « faiblesse bornée, rédigées dans les langues régionales (et en ourdou), se moquent de toute règle sociale ou professionnelle et transforment la liberté d'expression en licence ».

Reste qu'à son avis les conseils donnés à la presse par les gouvernements sont « quelque peu redondants », dans la mesure où « la profession est fort consciente de la nécessité d'appliquer à elle-même une certaine retenue, une certaine modération ».

« Il est regrettable, estime cependant l'éditorialiste de l'*Indian Express*, que les autorités ne semblent se préoccuper des devoirs de la presse que lorsque se produit un grave échec de l'administration dont l'analyse embarrasse le gouvernement ».

Aussi ne voit-il dans les leçons prodiguées à la presse que d'« inutiles sermons », à moins, écrit-il, que « nos ministres ne pensent sérieusement que l'Inde deviendra un lieu de paix et de progrès, de fraternelle cohabitation entre les communautés et de tolérance religieuse, le jour où les journaux ne rapporteront plus ce qui ne va pas dans certaines régions du pays (...). Le premier ministre, conclut l'éditorialiste, a été le premier à reconnaître que la censure imposée à la presse sous l'état d'urgence avait creusé un fossé entre le peuple et le gouvernement. Devons-nous renouveler de telles erreurs ? »

Le journal faisait sans doute allusion à la proclamation par Mme Gandhi de l'état d'urgence, en vigueur de juin 1975 à mars 1977. Elle n'avait pas hésité alors à mettre au pas, c'est-à-dire le plus souvent à jeter en prison, les « mauvais sujets » qui ne pensaient pas comme le gouvernement. Elle avait également instauré la censure, interdisant notamment la publication de toute nouvelle « contestable » ou d'informations « répréhensibles », de nature à susciter « le mécontentement contre le gouvernement ».

La censure de la presse avait été levée en janvier 1977.

P. F.

Australie

Exploration pétrolière et terres sacrées

DES ABORIGÈNES PLAIDENT DEVANT LES NATIONS UNIES POUR LE RESPECT DE LEURS DROITS

Une délégation de trois aborigènes australiens a protesté, mardi 3 septembre, à Genève, auprès de la sous-commission des Nations unies pour la prévention de la discrimination et la protection des minorités, contre « les pratiques discriminatoires » infligées à leur communauté.

« Nous en appelons à l'opinion publique internationale pour qu'elle reconnaisse notre combat pour l'égalité et la liberté, et qu'elle contrainne le gouvernement australien à prendre les mesures appropriées pour assurer le plein respect de nos droits », a déclaré, selon l'A.F.P., M. Jim Hagan, porte-parole de la délégation et membre du Congrès national aborigène, qui a décrit son peuple comme « sans espoir et sans avenir ».

La délégation aborigène dont était la première démarche devant un organisme des Nations unies, a demandé à la sous-commission de mettre à l'étude cette question et d'envoyer sur place un groupe de travail afin de se rendre compte de la discrimination dont sont victimes, en Australie, quelque deux cent mille aborigènes. « Notre race a été corrompue et le gouvernement a systématiquement dégradé notre héritage culturel », ont-ils dit, selon l'agence U.P.I.

La délégation a attiré l'attention de la sous-commission sur le cas des deux cents membres de la communauté aborigène de Noonkanbah, dans l'État d'Australie-Occidentale. Soutenue par les syndicats et les partis de gauche, cette communauté tente de s'opposer aux visées de la compagnie pétrolière AMAX, qui procède, avec l'accord du gouvernement conservateur de M. Fraser, à des forages dans la région. Or, comme nous l'indique notre correspondant en Australie, cette terre est sacrée aux yeux des aborigènes. Ceux-ci craignent que les travaux entrepris ne dérangent l'esprit du « Grand Goanin » (sacré sacré), qui tient une place importante dans leur tradition religieuse.

Le gouvernement australien a assuré la communauté aborigène que ses droits fonciers seront respectés et qu'elle bénéficiera des royalties minières. Les autorités de Canberra, selon notre correspondant, refusent d'envisager une « pause » dans ce programme de recherches, comme on l'y invite dans certains milieux, car elles comptent sur le développement de l'industrie minière et pétrolière pour relancer l'économie.

Déjà, lors de la « ruée sur les diamants », en 1977-1978, plusieurs compagnies minières avaient agi sans l'accord des propriétaires du sol.

AVANT Médecine, Agro, Vét et
"toutes études à vocation biologique"
PRESUP ANNEE PRÉPARATOIRE de
RECYCLAGE et de MISE A NIVEAU
PRÉPARATOIRE à l'Ens^{sup} Scientifique
Etablissement Privé
NADPAUD 19, rue Jussieu, Paris 5^e
enseignement Tél. 337.71.16 +

Le Monde

DIMANCHE

Au sommaire du numéro du 7 septembre

- Des abris contre l'attaque nucléaire.
- Bataille pour les banques de données juridiques.
- L'autocritique d'un terroriste allemand.

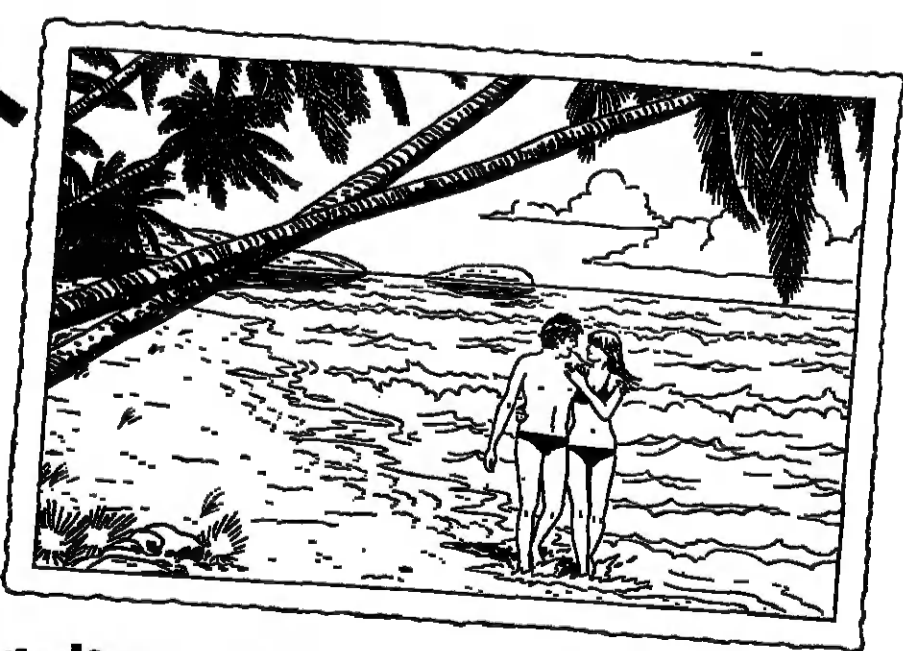
- Une médecine à petits pas.
 - Brunes, blondes et légères.
 - La seconde vie des groupies.
 - Au-dessus du volcan.
 - Les futurs maîtres des robots.
 - Sous le blitz de Londres à 15 ans.
- Les programmes commentés de la télévision et de la radio.

- L'été du « Monde dimanche » :
- Une ville, un écrivain : Berlin, par Jacques Teboul.
 - Jours d'été : une soirée tarte flambée.
 - Trait libre : Alain Letort.
 - As-tu vu Montezuma P (fin), par Balthazar.
 - Ce fut une très belle apocalypse (fin), par Gérard Mathieu.
 - Sports de plein air : le char à voile.
 - Une nouvelle de Daniel Walther.

En vente avec le numéro doté dimanche-lundi : 3,50 F

ALAN LE GOS

Emmenez votre mari. Etalez-le sur une plage. Mettez-le sur des skis. Accrochez-le sur un voilier. Plongez-le dans la mer toute bleue. Il en ressortira tout neuf. C'est cela le Club. Et le mois de septembre au Club.



Septembre au Club : à partir de 95 F par jour tout compris : sable chaud, voile, tennis, plongée, buffets immenses...

C'est en septembre au Club Méditerranée et c'est nulle part ailleurs.

Pour partir, téléphonez au 2963003

DIPLOMATIE

Ouverte par un réquisitoire de Singapour contre l'interventionnisme communiste

La conférence des États du Commonwealth d'Asie et d'Océanie s'inquiète de l'aggravation des disparités Nord-Sud

New-Delhi. — Calmement, méthodiquement, le premier ministre de Singapour, le 1^{er} septembre, de la conférence régionale des pays du Commonwealth d'Asie et d'Océanie, mis les pieds dans le plat. En se livrant à un véritable réquisitoire anticommuniste, M. Lee Kuan Yew, a exposé d'emblée, non à huis clos mais publiquement, les problèmes du Commonwealth et de l'Asie-Pacifique, donnant à la réunion une tonalité politique, inattendue dans ce genre de rencontre où l'on préfère plutôt cultiver le consensus.

M. Lee est allé droit au but : « Décembre 1978 : occupation vietnamienne du Cambodge. Décembre 1979 : occupation soviétique de l'Afghanistan. Pour la première fois depuis la guerre de Corée, en 1950, lorsque la Nord avait envahi le Sud, deux gouvernements communistes ont lancé leurs armées à travers des frontières nationales, sans nullement masquer leurs intentions. (...) Que peut-on conclure de ces événements semblables ? (...) Que ces deux pays ont formulé une nouvelle doctrine justifiant une intervention au mépris de la chartre des Nations unies et des principes de la non-interférence pour une intervention armée ouverte.

« Le fait que le Cambodge et l'Afghanistan aient été gouvernés par des communistes professionnels non-alignés ne leur a pas épargné l'intervention des deux voisins soupçonnés d'aggraver l'instabilité par la force afin d'établir l'âge d'or du communisme. (...) »

« Sans peur ni complaisance »

« Les polonais, nous dit-il, nous ont livré un message important : ne soyez pas intimidés par les menaces de la force communiste. Or, trente-trois ans après qu'on leur avait imposé un gouvernement communiste, ces travailleurs, au nom de qui le P.C. polonais prétend gouverner, remanquent héroïquement une petite parcelle de la liberté qu'ils ont perdue. Ainsi manifestent-ils le désespoir de ceux qui sont prisonniers dans les glaces du système communiste, qui ni la dette ni les accords d'Helsinki ne sont parvenus à déceler. »

Reliant habilement son propos aux préoccupations premières de la conférence — le moyen de contribuer au développement économique — le premier ministre a expliqué que l'occupation de l'Afghanistan par les Russes, en suscitant une relance des dépenses d'armement aux États-Unis, en Europe occidentale et au Japon, ne contribuait nullement à favoriser le développement économique et de technologie significatifs du Nord vers le Sud.

Pour M. Lee, c'est donc en condamnant, « sans peur et sans complaisance », l'usage de la force par de grands pays contre

De notre correspondant

« Je m'attendais à ce qu'il dise des choses-là, devant confier la conférence pour contraindre le climat dans le monde. »

Mme Gandhi n'a pas été seule à faire preuve de sévérité à l'égard des pays à l'issue de la huitième session de la grande commission mixte franco-tunisienne sur le développement. Elle a été rejointe par le président de la République indienne, qui a ouvert la conférence, a-t-il observé qu'au regard de la mode des dernières années, le commerce est de l'ordre du jour. « Les pays développés ne semblent pas vouloir partager leur savoir-faire avec les pays en développement », a-t-il déclaré. Mme Gandhi a répondu que la conférence n'était pas une simple réunion de diplomates, mais qu'elle était une occasion pour les dirigeants de ces pays de se rencontrer et de discuter de problèmes communs. Elle a souligné que la conférence était une occasion pour les dirigeants de ces pays de se rencontrer et de discuter de problèmes communs.

En ce qui concerne le Cambodge, Mme Gandhi — dont le gouvernement a récemment reconnu le régime pro-vietnamien de Phnom-Penh — a prudemment pris de la hauteur : « Là encore, nous assistons à l'affrontement des intérêts des grandes puissances. Nous observons que chaque nation doit préserver sa personnalité et ses intérêts à la prospérité de la région. Les alliances sont le fruit de la nécessité. Notre point de vue peut être différent de celui de quelques autres, mais nous espérons que nos sincères efforts pour favoriser la compréhension dans cette région porteront leurs fruits. »

Une proposition de Mme Gandhi

Insistant, tout au long de son discours, sur la responsabilité des grandes puissances, elle a évoqué les dangers représentés par l'escalade « frénétique » de la présence militaire étrangère dans l'océan Indien : « C'est à elles qu'il appartient d'ordonner et de contrôler la course à la puissance, qui ne peut être qu'illusoire, et de retourner à la table de négociation afin de parvenir à un accord pour désamorcer tout cet édifice de confrontation. »

En vertu de propositions, le premier ministre indien a également estimé « impératives » la convocation de l'initiative des pays producteurs de pétrole d'une conférence internationale chargée d'élaborer un plan permettant aux pays consommateurs — grands et petits — d'être assurés d'une série d'approvisionnements nécessaires. Un traitement de faveur

De notre correspondant

« Je m'attendais à ce qu'il dise des choses-là, devant confier la conférence pour contraindre le climat dans le monde. »

Mme Gandhi n'a pas été seule à faire preuve de sévérité à l'égard des pays à l'issue de la huitième session de la grande commission mixte franco-tunisienne sur le développement. Elle a été rejointe par le président de la République indienne, qui a ouvert la conférence, a-t-il observé qu'au regard de la mode des dernières années, le commerce est de l'ordre du jour. « Les pays développés ne semblent pas vouloir partager leur savoir-faire avec les pays en développement », a-t-il déclaré. Mme Gandhi a répondu que la conférence n'était pas une simple réunion de diplomates, mais qu'elle était une occasion pour les dirigeants de ces pays de se rencontrer et de discuter de problèmes communs. Elle a souligné que la conférence était une occasion pour les dirigeants de ces pays de se rencontrer et de discuter de problèmes communs.

« Ni commerce ni aide »

Mme Gandhi n'a pas été seule à faire preuve de sévérité à l'égard des pays à l'issue de la huitième session de la grande commission mixte franco-tunisienne sur le développement. Elle a été rejointe par le président de la République indienne, qui a ouvert la conférence, a-t-il observé qu'au regard de la mode des dernières années, le commerce est de l'ordre du jour. « Les pays développés ne semblent pas vouloir partager leur savoir-faire avec les pays en développement », a-t-il déclaré. Mme Gandhi a répondu que la conférence n'était pas une simple réunion de diplomates, mais qu'elle était une occasion pour les dirigeants de ces pays de se rencontrer et de discuter de problèmes communs. Elle a souligné que la conférence était une occasion pour les dirigeants de ces pays de se rencontrer et de discuter de problèmes communs.

« Ni commerce ni aide »

Mme Gandhi n'a pas été seule à faire preuve de sévérité à l'égard des pays à l'issue de la huitième session de la grande commission mixte franco-tunisienne sur le développement. Elle a été rejointe par le président de la République indienne, qui a ouvert la conférence, a-t-il observé qu'au regard de la mode des dernières années, le commerce est de l'ordre du jour. « Les pays développés ne semblent pas vouloir partager leur savoir-faire avec les pays en développement », a-t-il déclaré. Mme Gandhi a répondu que la conférence n'était pas une simple réunion de diplomates, mais qu'elle était une occasion pour les dirigeants de ces pays de se rencontrer et de discuter de problèmes communs. Elle a souligné que la conférence était une occasion pour les dirigeants de ces pays de se rencontrer et de discuter de problèmes communs.

« Ni commerce ni aide »

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Deux décisions du bureau confédéral de l'A.F.L.-C.I.O.

- Soutien à la candidature de M. Carter
- Création d'un fonds d'aide aux travailleurs polonais

De notre correspondant

Washington. — La centrale syndicale A.F.L.-C.I.O., a doublement fait parler d'elle, le jeudi 4 septembre. D'abord, en annonçant la création d'un fonds spécial d'assistance aux travailleurs de Pologne ; puis en s'engageant à soutenir sans aucune restriction la campagne de M. Carter.

Les deux décisions n'ont pas causé le même plaisir au président. Selon le département d'Etat, le geste de la centrale syndicale en faveur de la Pologne « pourrait être interprété comme une tentative de déstabiliser la situation internationale ». En d'autres termes, à quel bon donner des armes aux Soviétiques, qui ne cessent pas de dénoncer les « éléments anti-socialistes » d'Occident ?

Mais l'A.F.L.-C.I.O. a estimé que son initiative répondait à « l'esprit de solidarité internationale ».

De notre correspondant

« Je m'attendais à ce qu'il dise des choses-là, devant confier la conférence pour contraindre le climat dans le monde. »

Mme Gandhi n'a pas été seule à faire preuve de sévérité à l'égard des pays à l'issue de la huitième session de la grande commission mixte franco-tunisienne sur le développement. Elle a été rejointe par le président de la République indienne, qui a ouvert la conférence, a-t-il observé qu'au regard de la mode des dernières années, le commerce est de l'ordre du jour. « Les pays développés ne semblent pas vouloir partager leur savoir-faire avec les pays en développement », a-t-il déclaré. Mme Gandhi a répondu que la conférence n'était pas une simple réunion de diplomates, mais qu'elle était une occasion pour les dirigeants de ces pays de se rencontrer et de discuter de problèmes communs. Elle a souligné que la conférence était une occasion pour les dirigeants de ces pays de se rencontrer et de discuter de problèmes communs.

leurs de l'automobile) ou la National Education Association (enseignants). Une partie de ses dirigeants avaient été accusés de prêter main-forte à la C.I.A. pour saboter le mouvement syndical dans certains pays d'Amérique latine comme le Chili. M. Carter ne pensait absolument pas à cela le 4 septembre, lorsqu'il a pris la parole à Washington pour annoncer l'engagement de la centrale syndicale à soutenir sans réserve la campagne de M. Carter.

L'autre décision de la puissante confédération était attendue. Depuis son unification, il y a vingt-cinq ans, l'A.F.L.-C.I.O. avait toujours soutenu les candidats démocrates à la présidence. Seul M. McGovern ne bénéficia pas de son appui en 1972 : il était trop pacifiste pour obtenir le feu vert de ce farouche partisan de la guerre du Vietnam qu'était alors George Meany, président en exercice de la centrale ouvrière.

« Je m'attendais à ce qu'il dise des choses-là, devant confier la conférence pour contraindre le climat dans le monde. »

Mme Gandhi n'a pas été seule à faire preuve de sévérité à l'égard des pays à l'issue de la huitième session de la grande commission mixte franco-tunisienne sur le développement. Elle a été rejointe par le président de la République indienne, qui a ouvert la conférence, a-t-il observé qu'au regard de la mode des dernières années, le commerce est de l'ordre du jour. « Les pays développés ne semblent pas vouloir partager leur savoir-faire avec les pays en développement », a-t-il déclaré. Mme Gandhi a répondu que la conférence n'était pas une simple réunion de diplomates, mais qu'elle était une occasion pour les dirigeants de ces pays de se rencontrer et de discuter de problèmes communs. Elle a souligné que la conférence était une occasion pour les dirigeants de ces pays de se rencontrer et de discuter de problèmes communs.

El Salvador

ÉPREUVE DE FORCE ENTRE MILITAIRES DE DROITE ET OFFICIERS MODÉRÉS

La situation est de plus en plus tendue au Salvador, où les militaires de droite semblent l'emporter sur les officiers plus modérés partisans de poursuivre le plan gouvernemental de réformes qui a l'appui des États-Unis. La majorité des commandants d'unités dans le pays se seraient prononcés en faveur du chef des forces armées, le colonel Guillermo, qui a décidé, lundi, d'élargir un certain nombre d'officiers modérés sans en informer le colonel Majano, membre de la junte de gouvernement et chef du groupe minoritaire des modérés au sein de l'armée.

Le colonel Majano a déclaré, jeudi 4 septembre, que la situation « s'aggrave d'heure en heure », mais a démenti que la droite militaire ait obtenu sa démission. Un groupe d'officiers partisans du colonel Majano s'est emparé d'une radio régionale pendant plusieurs heures, jeudi, pour lire des communiqués de soutien à leur chef de file et rappeler que les États-Unis appuient le colonel Majano. Mais il semble que les membres civils de la junte de gouvernement se soient également ralliés au « secteur dur » de l'armée, et l'on affirme dans les milieux proches de la junte que le colonel Majano « a perdu l'appui de force ».

On redoute dans les milieux diplomatiques de San Salvador une sécession ouverte au sein des forces armées pouvant accélérer la menace latente de guerre civile. En attendant, attentifs à la situation, les États-Unis ont envoyé un avion militaire à la capitale, une très forte explosion a eu lieu jeudi dans l'immeuble abritant la commission salvadorienne des droits de l'homme, faisant au moins trois morts. Un grand magasin a été incendié. C'est la troisième tentative contre les locaux de la commission des droits de l'homme. Plusieurs autres personnes ont été victimes de la violence dans le pays au cours des dernières vingt-quatre heures. — (A.F.P., Reuters, UPI.)

PROCHE-ORIENT

Iran

SIX CONDAMNÉS TENUS POUR RESPONSABLES DE L'INCENDIE DU CINÉMA REX A ABADAN ONT ÉTÉ FUSILLÉS

Téhéran (Reuters, A.F.P.). — Accusés d'être responsables de l'incendie volontaire dans un cinéma d'Abadan qui fit près de quatre cents victimes il y a deux ans, six personnes ont été fusillées, jeudi 4 septembre, dans cette ville pétrolière du sud-ouest de l'Iran. La colère provoquée par la tragédie du cinéma Rex le 19 août 1978 avait déclenché des émeutes sanglantes dans tout le pays, marquant un tournant décisif dans la révolution qui provoqua la chute du régime six mois plus tard.

La radio a présenté Hosseini Takbe Alisadeh comme le principal instigateur de l'incendie. Parmi les cinq autres fusillés figuraient un fonctionnaire de la gendarmerie, un agent de la Sazak, l'un des propriétaires et le directeur du cinéma. Ils ont été condamnés par le tribunal révolutionnaire spécial d'Abadan (province de Khouzistan) à l'issue d'un procès qui s'est ouvert le 25 août dernier. Dix-sept autres accusés ont été condamnés à des peines de prison allant de deux mois à trois ans, et sept personnes ont été condamnées à mort par contumace, dont le général Reza Rasmi (ancien chef de la police d'Abadan).

Le gouvernement a demandé son extradition aux États-Unis où il réside actuellement. Les soupçons s'étaient, dans un premier temps, orientés vers des émeutiers, puis, au cours du procès, la responsabilité de l'incendie avait été rejetée sur la Sazak (police secrète du chah) qui voulait, par ce moyen, selon le tribunal, « déformer l'image des religieux auprès de la population ».

AFRIQUE

Le conflit saharien

RABAT CONFIRME L'ATTAQUE DE TATA PAR LE FRONT POLISARIO

« Une colonne du Polisario forte de plus de quatre cents véhicules qui tentait d'attaquer les lieux de Tata et Akka, mercredi matin, a été interceptée et repoussée par l'armée marocaine », a annoncé jeudi après-midi à sept heures un communiqué marocain, confirmant l'annonce de cette opération faite quelques heures plus tôt par les Sabroutas à Alger. Le communiqué précise que la bataille a duré « toute la journée » et affirme que les assaillants ont eu plus de trois cents tués ou blessés et soixante-dix véhicules détruits, alors que les Marocains n'auraient que neuf morts et vingt-sept blessés.

Pour sa part, le Polisario avait affirmé avoir « incendié et occupé » mercredi Tata, ville située à 150 kilomètres au sud-est d'Agadir, tué deux cent douze militaires marocains et abattu un Mirage F-1 des forces aériennes de Rabat. Onze militaires auraient également été capturés.

Rabat fait observer qu'à la veille de chaque réunion de l'O.U.A. — la prochaine aura du 9 au 12 septembre — le Polisario « multiplie les communiqués triomphalistes » pour attirer l'attention sur lui. A Alger, en revanche, on souligne que cette attaque d'envergure fait suite à une série d'autres opérations que Rabat avait fait mine d'ignorer. Le Polisario revendiquait notamment l'occupation de Sid-Amara, au sud de Tata, et une opération près de Tan-Tan qui auraient fait respectivement cent vingt-sept et deux cent quatre-vingt-deux morts. — (A.F.P., A.P., Reuters.)

Tunisie

LA VISITE DE M. FRANÇOIS-PONCET

Paris et Tunis veulent donner une « dimension nouvelle » à leur coopération

De notre correspondant

Tunis. — Le communiqué commun publié le jeudi 4 septembre, à l'issue de la huitième session de la grande commission mixte franco-tunisienne sur le développement, a été qualifié de « dimension nouvelle » à la coopération. Celle-ci devra évoluer vers la production, principalement en matière industrielle. La France se déclare disposée « à encourager l'implantation en Tunisie d'unités industrielles accompagnées d'un véritable transfert de technologie ».

Les Tunisiens obtiennent ainsi un accord de principe sur l'orientation qu'ils souhaitent donner à leurs rapports avec Paris, leur principal partenaire. Il reste à concrétiser cette volonté commune. Des pourparlers sont en cours avec plusieurs firmes françaises, dont Peugeot. Le projet tunisien de création d'un centre de développement à laquelle seront associés des banques françaises et des capitaux arabes est étudié par les services de la rue de Rivoli, en liaison avec les organismes intéressés — notamment la B.N.P. — et il fera l'objet de nouveaux pourparlers, très probablement avant la visite de M. Barre en Tunisie, fin octobre.

Les entretiens « complets, cordiaux et féconds », selon M. François-Poncet ont aussi porté sur les autres aspects de la coopération, principalement culturelle, scientifique et technique, dont l'évolution positive a été rele-

De notre correspondant

« Je m'attendais à ce qu'il dise des choses-là, devant confier la conférence pour contraindre le climat dans le monde. »

Mme Gandhi n'a pas été seule à faire preuve de sévérité à l'égard des pays à l'issue de la huitième session de la grande commission mixte franco-tunisienne sur le développement. Elle a été rejointe par le président de la République indienne, qui a ouvert la conférence, a-t-il observé qu'au regard de la mode des dernières années, le commerce est de l'ordre du jour. « Les pays développés ne semblent pas vouloir partager leur savoir-faire avec les pays en développement », a-t-il déclaré. Mme Gandhi a répondu que la conférence n'était pas une simple réunion de diplomates, mais qu'elle était une occasion pour les dirigeants de ces pays de se rencontrer et de discuter de problèmes communs. Elle a souligné que la conférence était une occasion pour les dirigeants de ces pays de se rencontrer et de discuter de problèmes communs.

« Je m'attendais à ce qu'il dise des choses-là, devant confier la conférence pour contraindre le climat dans le monde. »

De notre correspondant

« Je m'attendais à ce qu'il dise des choses-là, devant confier la conférence pour contraindre le climat dans le monde. »

Mme Gandhi n'a pas été seule à faire preuve de sévérité à l'égard des pays à l'issue de la huitième session de la grande commission mixte franco-tunisienne sur le développement. Elle a été rejointe par le président de la République indienne, qui a ouvert la conférence, a-t-il observé qu'au regard de la mode des dernières années, le commerce est de l'ordre du jour. « Les pays développés ne semblent pas vouloir partager leur savoir-faire avec les pays en développement », a-t-il déclaré. Mme Gandhi a répondu que la conférence n'était pas une simple réunion de diplomates, mais qu'elle était une occasion pour les dirigeants de ces pays de se rencontrer et de discuter de problèmes communs. Elle a souligné que la conférence était une occasion pour les dirigeants de ces pays de se rencontrer et de discuter de problèmes communs.

« Je m'attendais à ce qu'il dise des choses-là, devant confier la conférence pour contraindre le climat dans le monde. »

MATRAS - SOMMIERS - ENSEMBLES

TRÉCA ÉPÉDA SIMMONS

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

CAPELOU

DISTRIBUTEUR

Seule adresse de vente : 37 Av. de la République - PARIS 11

Ministère Parapente - Paris assuré

Tél. 357.46.55

UNIQUE GARANTIE TRES RAPIDE

SANS TOUTE LA FRANCE

AMÉRIQUES

Nicaragua

UN AN APRÈS LA VICTOIRE DES SANDINISTES

Le régime révolutionnaire est partagé entre le pluralisme et le radicalisme

De notre envoyé spécial

Managua. — Le Front sandiniste de libération nationale (FSLN), qui a pris le pouvoir dans des conditions exceptionnelles, victorieuses, légitimité historique et politique incontestée, soutien international quasi unanime, fort de ces circonstances, il s'est aussitôt assuré le contrôle des rouages essentiels du pouvoir : armée, police, création d'organisations populaires, occupation de postes-clés dans l'administration et dans le gouvernement.

Cette hégémonie, assortie des positions radicales assumées depuis un an par le Nicaragua sur la scène internationale, et l'allure de ces guerriers éternellement vêtus de vert olive, pistolet au côté, ont pu faire craindre à l'étranger que le pays ne s'engage dans une voie unique et, plus tard, soviétique. L'aide importante envoyée par le gouvernement de M. Fidel Castro (professeurs, médecins, techniciens, conseillers militaires) et la sympathie dont il jouit chez les sandinistes ne peuvent que renforcer ces appréhensions.

Pourtant, après un an de gouvernement, le bilan montre que les relations avec la Havane ont eu au moins pour avantage de permettre aux jeunes commandants de ne pas reproduire certaines erreurs de leurs aînés. Contrairement à beaucoup de mouvements révolutionnaires armés pressés de se radicaliser, le FSLN s'est consacré à l'application d'un programme qui devait, espérait-il, être approuvé par la totalité des forces économiques, politiques et sociales non socialistes.

La reconstruction économique

Le programme de « reconstruction nationale » avait pour objectif la remise en marche de la machine économique et la mise en place d'une société politique où toutes les forces pourraient s'exprimer.

Dans le domaine économique, la tâche est difficile si l'on songe aux destructions systématiques des villes et des usines, au pillage des richesses avant son départ (il a laissé 3 millions de dollars dans les caisses et une

dette extérieure de l'ordre de 300 millions de dollars). Aujourd'hui, les surfaces arables (800 000 hectares) correspondent à celles de 1978. Les deux cultures essentielles : coton, pour l'exportation, et grains de base (maïs, haricots et riz), pour l'alimentation, devaient atteindre les chiffres attendus. La pêche, les industries alimentaires et celles de la chaussure, les mines, ont connu un redémarrage (ce qui n'est pas le cas des industries chimiques et textiles). Le développement massif du crédit, la stabilisation générale et la création d'emplois ont entraîné un boom du commerce, qui n'a jamais été aussi florissant.

Le calme est revenu, la peine de mort a été supprimée, le pluralisme semble assuré. C'est à Prensa, porte-parole de l'opposition libérale, qui a le plus fort tirage (70 000 exemplaires), suivi de la *Bohemia*, organe officiel du Front (environ 35 000 exemplaires), et de *Nuevo Diario*, qui suit la ligne « délicate du soutien critique » (15 000 exemplaires). L'Église a le secteur privé contrôlé des stations de radio, et des discussions sont en cours pour instaurer une télévision d'État et non plus seulement sandiniste, avec participation de toutes les forces sociales. Il faut cependant noter l'annonce faite le 23 août du dépôt d'un projet de loi de réglementation des informations touchant à la sécurité intérieure du pays, qui pourrait éventuellement permettre une certaine réduction de la liberté de la presse.

Dans le domaine international, le Nicaragua, nouveau membre de l'Organisation des pays non alignés, a établi des relations avec le camp socialiste, mais continue à bénéficier du soutien réel de pays et mouvements aussi variés que les États-Unis, le Venezuela, Cuba, le Mexique et les membres de l'Internationale socialiste.

Le point d'orgue des réalisations de l'année 1980 aura été l'alphabetisation des adultes, quatre-vingt-cinq mille volontaires auront, au terme d'une « croisière nationale », qui a pris fin le 23 août, alphabétisé près

de quatre cent mille personnes. Ils ont ainsi réduit le taux d'analphabétisme de plus de 50 % à 13 %.

Des zones d'ombre

Le redémarrage de l'économie s'accompagne cependant d'une inflation qui pourrait atteindre cette année 40 %. La productivité a baissé en raison à la fois de la non-augmentation des salaires et de la disparition des rapports d'autorité antérieurs. Le Nicaragua demeure un pays dépendant, dans lequel l'achat de pétrole et le remboursement de la dette extérieure absorbent à eux seuls 80 % du produit intérieur brut.

Dans le domaine politique, les points noirs tiennent à la tentation à la bureaucratie, à la militarisation, à certaines bavures policières que la Prensa souligne volontiers, et à une conception encore non définie de la démocratie. Les organisations de masses (syndicats, organisations de femmes et de femmes) peuvent constituer les instruments d'une démocratie de participation véritable. Mais leur fonctionnement interne demeure centralisé. Elles sont pourtant dotées d'une incontestable autonomie issue des habitudes d'initiative et de liberté prises au cours de l'insurrection.

Dans le domaine économique, l'État contrôle la totalité du commerce extérieur et des institutions financières et 40 % du commerce intérieur. Mais il ne participe qu'à 12 % de la production agricole et à 25 % de la production industrielle. Encore faut-il ajouter que les rapports de forces dans l'administration sont de plus en plus favorables aux sandinistes.

L'introduction des organisations de masse au Conseil d'État, organe législatif, est un atout pour le FSLN. Mais le bureau du Conseil ne compte que trois sandinistes sur sept membres. La commission chargée des questions de défense et de maintien de l'ordre est présidée par un représentant de l'Église qui, en raison du poids des catholiques au Nicaragua, n'a aucune raison de se contenter d'un rôle de figurant. Partis, syndicats, organisations patronales sont représentés à côté du FSLN, de l'armée et des organisations de masse. Le secteur privé est minoritaire, mais sa liberté de parole, d'intervention et de proposition de loi y est entière, tant sur le fond que sur les questions de procédure. Les déterminants dans une Assemblée qui se cherche. Poussé par la dynamique politique, le Conseil d'État fait de plus en plus d'exceptions au principe de l'insubordination du pluralisme.

Nationalisme

et anti-impérialisme

Avant conservé sa capacité de produire et gagné celle de s'exprimer librement, le secteur privé reste en partie en dépendance de sa force, qui repose sur ses indispensables compétences, sur les appels dont il dispose à l'étranger et sur les sentiments modernistes d'une grande partie de la population.

Curieux pays, où on peut le même jour, s'entendre dire par un gros propriétaire terrien :

« Les Américains disent que c'est le communisme qui nous a fait 3 000 hectares de terre et je me porte bien », et un commandant déclarer : « La bourgeoisie parle volontiers de socialisme, mais nous pas ». Les révolutionnaires nicaraguayens s'en tiennent au concept de « sandinisme », tout en ajoutant qu'il est difficile à comprendre pour qui ne connaît pas parfaitement l'histoire de leur pays.

Pour M. Nuñez, responsable du secrétariat exécutif de la direction nationale du FSLN, le sandinisme est avant tout « nationaliste, anti-impérialiste et populaire ». « Du nationalisme, nous tirons la notion d'unité et d'ouverture politique, explique-t-il. L'anti-impérialisme nous est imposé par l'histoire de notre pays, l'un des plus sévèrement touchés par les États-Unis. Le côté populaire se retrouve à la fois dans la façon dont nous avons pris le pouvoir et dans notre objectif fondamental qui est de résoudre les problèmes des plus défavorisés. »

M. Sergio Ramirez, écrivain, membre de la junte de reconstruction nationale, insiste sur le pragmatisme : « Nous ne voulons pas nous enfermer dans des schémas », dit-il. Notre originalité consiste à tenir compte des réalités sans perdre de vue les changements révolutionnaires à mettre en œuvre. Cette attitude est explicitée par le commandant Luis Carrion, membre de la direction nationale du FSLN, pour qui « les transformations réalisées sont celles qui objectivement sont indispensables pour sortir le pays de la misère. Elles doivent toujours pouvoir être perçues comme telles. »

Un centre névralgique

Les circonstances internes et extérieures amènent à préciser les étapes. « Nous pensons que l'actuelle relation avec la bourgeoisie n'est pas forcément une simple tactique », nous a déclaré M. Moises Hassan, membre de la junte de reconstruction. « Il nous a peine de faire de ce système nœud : qui nous caractérisent une stratégie pour une période indéterminée. Ainsi existe-t-il une volonté réelle de notre part d'essayer de ne pas socialiser les moyens de production, mais seulement les excédents. »

« Nous sommes convaincus qu'il faut donner l'opportunité à ceux qui ne sont pas révolutionnaires de s'intégrer au processus pour le bien de tous. »

Ce petit pays est le centre névralgique d'une région que les États-Unis considèrent depuis longtemps comme essentielle à leur sécurité. Ils valent l'habitude d'y agir à leur guise. Depuis un an, ils ont dû traiter avec de jeunes révolutionnaires qu'ils n'ont pas eu le temps de tester. La bourgeoisie n'est pas bien que les sandinistes sont convaincus qu'ils cherchent ainsi à gagner du temps, ce dont ils tirent des conclusions différentes.

Une partie essentielle pour l'avenir de cette révolution originale se joue en ce moment au Salvador. Une victoire du Mouvement populaire déplacerait les tensions vers le nord. Son échec permettrait aux ennemis des sandinistes d'accentuer leur pression, y compris militairement.

FRANCIS PISANI.



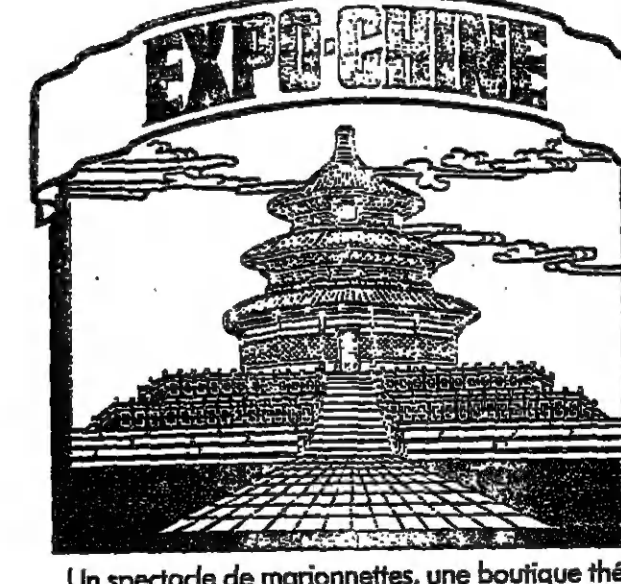
Les fourrures, les chapkas, les kimonos, les pantoufles multicolores, les vestes matelassées...



Les antiquités de Shanghai, le jade de Tien Tsin, les netsuke en ivoire, la céramique de Canton...



Les étagères en bambou laqué, les paniers en osier vernissés, les tapis de soie...



Un spectacle de marionnettes, une boutique thé, une épicerie, un traiteur...



La Chine d'hier et d'aujourd'hui, du 5 au 27 septembre Galeries Lafayette Haussmann.

Galeries Lafayette

Etudes en SUISSE

littéraires, scientifiques et commerciales
Baccalauréat (séries A, B, C, D, G2)
Baccalauréats suisses. Admission dès 10 ans. Internat et externat.
Ambiance calme et studieuse.
Excellents résultats.

école
lémania
lausanne

3, ch. de Préville, Tél. 19-41/21/20 15 01, Télex 26800

LE MONDE diplomatique

NUMÉRO DE SEPTEMBRE

Une solution contestée L'ÉLECTRONUCLÉAIRE

Un essor moins rapide que prévu, par Jean-Marie Martin. — Rivalités de puissances et guerre commerciale, par Dominique Finon. — Stratégies de rebroussement : le blocage français, par Louis Palomares. — L'impact de la contestation, par Dorothy Weisha et Michael Pollak. — Subde : recherche d'un compromis acceptable, par Hans Lönnerth. — L'évolution des syndicats, par Victor Mattiet. — L'« excursion » nucléaire comme une dérive romantique, par Jean Chenevaz.

LA GRÈVE EN QUESTION

(Lucio Garzon Maccada et François Gaudel)

Le numéro : 7 F

5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Publication mensuelle du « Monde »

(En vente partout.)

Le Monde

Service des Abonnements
75007 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4297-03

ABONNEMENTS

5 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - P.O.M. - T.O.M.

28 F 32 F 36 F 40 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

37 F 41 F 45 F 49 F

ÉTRANGER (par mandat)

1. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

24 F 28 F 32 F 36 F

2. — SUISSE - TURQUIE

28 F 32 F 36 F 40 F

Par voie aérienne

5 F de plus par demande

Les abonnés qui paient par

chèque postal (ou chèque) re-

çoivent bien entendu un chèque à

leur demande.

Changements d'adresse diffi-

ciles ou provisoires (deux

semaines au plus) : nos abonnés

sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de

réviser tous les montants en

capitales d'imprimerie.

LENTILLES DE CONTACT

Le 1^{er} fabricant mondial lance des nouvelles lentilles souples. Un progrès technique : elles sont plus minces et plus perméables à l'oxygène.

Tolérance incompressible

Portez-les avec vos lentilles le jour même.

Pour tous les sports

596 F

la paire

Adaptation par

ophtalmologistes : 200 F

Après de vos

anciennes lentilles : 100 F.

En plus pour les frais de port et de

lunettes : 400 F.

Offre valable jusqu'au 30/09/80.

21 rue de Valenciennes 75019 PARIS

Tél. 01 42 52 52 52

1978

Créé par la S.A.R.L. le Monde.

Gérants :

Jacques Favet, directeur de la publication,

Jacques Sauvage.

Imprimerie

du « Monde »

5, rue des Italiens

PARIS-16^e

Reproduction interdite de tous arti-

cles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 57 427.

Le Monde

politique

LA PRÉPARATION DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

M. de Charette propose que le P.R. se préoccupe de la constitution des comités de soutien à M. Giscard d'Estaing

L'université d'été du parti républicain s'est ouverte jeudi 4 septembre à l'île des Embiez (Var). Organisée en deux sessions de quatre jours, elle doit prendre fin le 14 septembre. Une douzaine de ministres sont attendus pour participer à des travaux, qui comportent notamment l'analyse critique du projet socialiste.

MM. Jean-François Deniau, et Jean-Pierre Fourcade, ainsi que Mme Monique Pélissier, étaient présents jeudi. M. Jacques Blanc, secrétaire général de la formation, a affirmé que cette manifestation devrait être « le temps fort de la préparation du P.R. à l'élection présidentielle, sans constituer pour autant l'ouverture de cette campagne ».

La préparation du parti à l'échéance de 1981 fait également l'objet d'une note confidentielle adressée par M. Hervé de Charette, secrétaire général adjoint, à M. Blanc. Dans cette note, dont nous publions ci-dessous les principaux extraits, M. de Charette presse le chef du parti républicain de lancer une campagne d'adhésions « centrée autour de l'élection

présidentielle » et de procéder à une « revue de détail » du parti, notamment en procédant à un « renouvellement de toutes les instances du P.R. sur le terrain ». Cette proposition risque de provoquer quelques remous dans le parti et on ne manquera pas de rappeler, à cette occasion, que l'entente entre M. Blanc et de Charette n'a pas toujours été parfaite. Les deux hommes n'ont jamais véritablement fait équipe, comme on l'aurait souhaité à l'Elysée. En 1978, à l'occasion d'un remaniement interne, M. Blanc avait sensiblement réduit les responsabilités de son adjoint. Depuis lors, toutefois, le climat semblait s'être détendu.

M. de Charette demande ainsi que mission soit donnée (« confidentiellement ») aux responsables fédéraux du P.R. « de préparer, dès maintenant, les listes de ce que pourraient être les futurs comités de soutien du président ». Ces comités de soutien sont donc personnes ne semble encore savoir, dans la majorité, quelle forme l'Elysée souhaite leur voir prendre.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

Voici les principaux extraits de la note adressée le 2 septembre à M. Jacques Blanc par M. Hervé de Charette. L'objet est un « programme d'activités du P.R. pour les prochains mois ». Ces propositions se regroupent en « trois propositions principales » : « opérations techniques », « opérations politiques » et « opérations de soutien ».

« Il s'agit d'abord de lancer une campagne d'adhésion qui sera centrée autour de l'élection présidentielle (...). Je suis convaincu qu'un grand nombre de sympathisants sont prêts à rejoindre le P.R. pour participer à la campagne présidentielle. Il n'est d'ailleurs pas impératif que chacun d'eux prenne en carte ou P.R. alors que certains ont des réticences à le faire. Par contre, il serait opportun de tirer parti du caractère mobilisateur et attractif de la participation à la campagne qui s'annonce (...).

« Je propose, pour faire choix et pour tenir compte des sympathisants qui rejoignent « structurellement » membres d'un parti, de créer une carte spéciale d'adhésion « élection présidentielle », qui valdrait pour l'année 1981.

« Je suggère de marquer l'importance de l'échance électorale qui vient par le renouvellement de toutes les instances du P.R. sur le terrain. Cela concerne les conseils départementaux, les bureaux des fédérations, ainsi que les nominations dans les postes de secrétaires fédéraux, de secrétaires de circonscription et de délégués cantonaux.

« Cela nous permettrait en outre de procéder aux changements nécessaires et de compléter les effectifs là où ils sont incomplets. »

M. de Charette, après avoir souligné la nécessité de créer une « officine nouvelle » du P.R. et un « dépliant » pour le P.R. « Chaque fédération devrait recevoir une instruction lui demandant de préparer son programme d'activités

pour le quatrième trimestre 1980. (...) »

« Les délégués et les délégués nationaux procéderont, entre le 1^{er} octobre et le 15 décembre, à une tournée des fédérations placées sous leur responsabilité. A cette occasion, ils vérifieront la mise en place des nouvelles instances fédérales, ainsi que l'état de l'organisation de la fédération. Cette tournée pourrait être organisée avec une certaine solennité, le secrétaire général du P.R. donnant à cette occasion aux délégués nationaux et aux délégués fédéraux la parole pour prendre les décisions qui pourraient s'imposer. »

Les comités de soutien

Le secrétaire général adjoint recommande de lancer les opérations suivantes :

« Opération fédération : il s'agit de rappeler par des instructions précises la nécessité, pour chaque fédération, de mettre au point — et ce n'est déjà fait — les fichiers qui leur seront indispensables pour la campagne présidentielle. Une réunion technique pourra être organisée à Paris avec la responsabilité des fichiers de chaque fédération.

« Opération comité de soutien : il conviendrait de demander, par une instruction confidentielle aux présidents et secrétaires fédéraux de préparer dès maintenant les listes de ce que pourraient être les futurs comités de soutien du président dans leur département.

« Sur ce sujet, il est urgent de prendre les décisions si nous voulons que nos responsables fédéraux jouent un rôle actif dans la campagne présidentielle. Naturellement, cette opération doit être menée avec une discrétion particulière pour ne froisser personne et laisser aux futurs organisateurs de la campagne le plein exercice de leurs responsabilités.

« Je suggère que cette liste confidentielle soit constituée par

M. BERNARD PONS (R.P.R.) : les gaullistes seront unis.

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., interviewé vendredi 5 septembre sur les antennes d'Europe 1, a déclaré à propos de la candidature de M. Debré : « Nous n'avons pas à enregistrer cette candidature avec plaisir ou avec déplaisir. C'est un de nos compagnons. Nos instances se réuniront à la fin de 1980 pour examiner les différentes candidatures annoncées, et nous verrons celle que notre mouvement doit soutenir. »

« Jacques Chirac estime que dans la situation économique, que connaît notre pays une campagne électorale trop longue serait un élément d'aggravation. Olivier Guichard a dit que les gaullistes étaient des témoins de l'unité et je peux vous affirmer que dans la perspective de l'élection présidentielle les gaullistes seront unis. »

An sujet de l'attitude du R.P.R. à l'égard du gouvernement, notamment à propos du prochain budget, M. Pons a indiqué : « Nous estimons le gouvernement s'il se décide à nous entendre. Il semble que depuis quelques temps il nous ait entendus puisque, dans la préparation du budget 1981, des efforts sont faits pour des économies dans les services publics et la relance dans les investissements. »

M. JOSPIN : le P.S. est la cible de tous les autres.

Une trentaine de responsables départementaux du parti socialiste se sont réunis pendant une semaine à Abbeville (Somme), pour étudier dans la perspective de l'élection présidentielle, les divers aspects de la communication politique. Organisé par Mme Christiane Mora, secrétaire du P.S. dans le département, ce stage a notamment été animé par M. Lionel Jospin, secrétaire national.

Les participants, venant de tous les comités du parti, ont examiné les moyens et structures aptes à renforcer l'audience du P.S. dans une période où il est de plus en plus attaqué par la droite.

M. Jospin a déclaré, vendredi 5 septembre, après avoir traité de la politique internationale, que « le P.S. est la cible de tous les autres, tant bien que mal ». Les adversaires naturels de ceux qui devraient être ses partenaires. « Mais, a-t-il ajouté, cette tentative de prise en tenaille structurelle par la droite et le parti socialiste : seule formation qui corresponde aux attentes et aux besoins de la société française. »

M. Jospin a observé, d'autre part : « L'attaque de Michel Fontanaletti contre des députés du parti socialiste est inqualifiable. Si de telles méthodes n'étaient pas rapidement désapprouvées par les autorités de l'Etat, cela traduirait une dégradation dangereuse de la vie démocratique en France. »

UN SONDAGE DE « L'EXPRESS » CONFIRME L'AVANTAGE DE M. GISCARD D'ESTAING

Le numéro de L'Express de la semaine du 6 au 12 septembre publie le premier « tableau de bord de l'élection », sondage réalisé par l'Institut Louis Harris-France entre le 23 et le 28 août auprès de mille personnes.

Deux hypothèses sont retenues pour le premier tour : l'une avec la candidature de M. Mitterrand, l'autre avec celle de M. Debré. Ce sondage donne des résultats très différents de ceux de l'IFOP dans le Point (Le Monde du 2 septembre).

Le premier tour, M. Giscard d'Estaing, 39 % ; Mitterrand, 30 % ; Debré, 5 % ; Lalonde, 4 %.

Le sondage fait apparaître que 51 % des personnes interrogées se déclarent certaines de voter pour le même candidat le jour du scrutin. 29 % estiment qu'elles peuvent changer d'avis. La proportion de certitude est très forte chez les communistes (77 %), les socialistes (65 et 63 %), mais plus faible chez les gaullistes (57 %) et surtout chez les gaullistes qui optent pour M. Chirac (35 %).

Ce sondage donne des résultats très différents de celui de l'IFOP dans le Point (Le Monde du 2 septembre). Au premier tour, M. Giscard d'Estaing était crédité de 37 et 36 % selon les deux hypothèses. M. Mitterrand de 18 %, M. Debré de 13 %, M. Marchais de 13 % dans tous les cas. Au second tour, les intentions de vote pour le candidat sortant variaient entre 61 % contre M. Mitterrand (39 %) et 57 % contre M. Debré (43 %). Le sondage de l'IFOP mesurait aussi les intentions de vote en faveur des autres candidats prévisibles.

DEVANT LES JEUNES GISCARDIENS A SÉLESTAT

Je ne crois pas à une rentrée chaude déclare M. Barre

De notre envoyé spécial

Sélestat. — M. Raymond Barre a passé près de trois heures, jeudi 4 septembre, à Sélestat, à l'université d'été organisée par le Mouvement des jeunes giscardiens. Le premier ministre participait pour la quatrième fois à cette manifestation. Les jeunes giscardiens lui réservent à chaque occasion un accueil chaleureux, et lui-même se plaît à leur dire qu'avec sa « mémoire d'éléphant », il n'oublie pas qu'ils l'ont soutenu à l'heure où « les moutons se déchaînaient » contre lui.

Au cours de son entretien avec les quelques cent quarante jeunes giscardiens réunis dans un établissement d'enseignement, M. Raymond Barre a notamment indiqué qu'il « préfère être inopérant qu'irresponsable » (Le Monde du 5 septembre), puis il a évoqué la rentrée scolaire en ces termes : « Je ne crois pas à une rentrée chaude. La C.G.T. a décidé de mener une offensive tous azimuts. Ce n'est pas une nouveauté, et, Dieu merci, la C.G.T. ce n'est pas tous les travailleurs de France. Les travailleurs français savent parfaitement que ce ne sont pas les circonstances qui ont fait le chômage, mais les décisions politiques et les actions démocratiques. Je n'ai pas qu'il y ait des conflits, mais de là à parler de rentrée chaude, très chaude ou bouillonnante, c'est un pas que je ne franchis pas. »

A propos des réformes, le chef du gouvernement a insisté sur le fait que « la France est le pays où l'on demande le plus de réformes avec l'export qu'elle ». Il a souligné que « la France est le pays où l'on demande le plus de réformes avec l'export qu'elle ». Il a souligné que « la France est le pays où l'on demande le plus de réformes avec l'export qu'elle ».

« La France n'est pas prête à payer la paix à n'importe quel prix »

Interrogé sur les questions de politique internationale, M. Barre s'est montré discret en ce qui concerne la Pologne. « Le silence est parfois d'or, a-t-il dit, et parler n'arrange pas toujours les choses. Nous avons à l'égard de ce pays une amitié séculaire et des relations amicales. Le seul souhait que je formule est que la Pologne garde son indépendance et règle ses problèmes internes en toute souveraineté. »

A propos de la situation en Afghanistan, le chef du gouvernement a indiqué : « Le fait accompli ne se maintiendra pas si le premier secrétaire du P.C. n'y a pas de bonne diplomatie sans une conscience aiguë des moyens. Or les moyens de la diplomatie, ce n'est pas la perte. (...) J'ai entendu parler d'attitude mûche. Ce que je peux vous dire, c'est qu'il n'y a pas dans le gouvernement de « mûches » à la complaisance. La France est pour le dialogue et pour une solution politique, mais n'est pas prête à payer la paix à n'importe quel prix. » — N.-J. B.

L'AFFAIRE MACCIOCCHI

Les arguments juridiques du ministère des universités

Silencieux depuis l'annonce de la mesure prise à l'encontre de Mme Marie-Antoinette Macciocchi, professeur associé à l'université Paris-VIII (Le Monde du 2 septembre), le ministère des universités rend publiques les raisons qui l'ont amené à mettre fin aux fonctions enseignantes du député italien à l'Assemblée européenne. M. Roland Drago, conseiller pour les affaires juridiques du ministère des universités, écrit en effet, dans l'Express et le Figaro du 5 septembre, que bien qu'« élu par des électeurs italiens et selon les règles électorales propres à l'Italie, Mme Macciocchi, professeur associé, est un agent public français et que, au regard du droit public français, sa fonction est incompatible avec celle de représentant à l'Assemblée des Communautés européennes en vertu de l'article LQ 152 du code électoral, dont l'application a été étendue par l'article 6 de la loi du 7 juillet 1977 (...). On ne peut admettre que (sauf exceptions strictement prévues par le code électoral), un agent public français en activité soit membre de cette Assemblée. »

M. Drago mentionne un avis du Conseil d'Etat, statuant en assemblée générale, en date du 17 avril 1980, qui aurait « constaté l'incompatibilité entre la fonction de professeur associé et celle de représentant à l'Assemblée des Communautés européennes » et « estimé que les ministres des universités, qui ont leurs intérêts exercés par leur option dans le délai légal, étaient dans l'obligation de mettre fin à leurs fonctions. » (Un avis du Conseil d'Etat ne peut être rendu public que par l'admi-

nistrations qui en a fait la demande. Or, le ministère des universités a fait connaître en date du 2 septembre, sous argumentation résumée, plusieurs raisons :

1) L'avis rendu par le Conseil d'Etat concerne uniquement et exclusivement le cas des élus étrangers à l'Assemblée européenne et, en l'espèce, celui de M. Jacques Delors, qui a été abandonné son poste de professeur associé à l'université Paris-IX. En aucun cas, le loi du 7 juillet 1977, qui étend les incompatibilités aux « représentants » de la France à l'Assemblée des Communautés européennes, ne peut être invoquée contre Mme Macciocchi, représentante « de l'Italie ».

2) M. Drago plaide pour une interprétation très restrictive des textes relatifs aux incompatibilités. Naturellement, cette opération doit être menée avec une discrétion particulière pour ne froisser personne et laisser aux futurs organisateurs de la campagne le plein exercice de leurs responsabilités.

3) Enfin, au-delà du débat juridique, il reste que le ministère des universités n'a respecté ni cette affaire les droits de la défense. Jamais il n'a fait savoir à Mme Macciocchi qu'elle devait « opter » entre son mandat parlementaire et sa fonction de professeur associé. Jamais il ne lui a laissé la possibilité de déclarer une décision qui pose, en droit, un problème juridique en raison de la nouveauté de l'application européenne. Sa décision reste donc, sur la forme, arbitraire. — E.F.)

CORRESPONDANCE

L'alternance

M. Joseph Escoffier, de Chambray, nous écrit :

« Deux hypothèses sont retenues pour le premier tour : l'une avec la candidature de M. Mitterrand, l'autre avec celle de M. Debré. Ce sondage donne des résultats très différents de ceux de l'IFOP dans le Point (Le Monde du 2 septembre). Au premier tour, M. Giscard d'Estaing était crédité de 37 et 36 % selon les deux hypothèses. M. Mitterrand de 18 %, M. Debré de 13 %, M. Marchais de 13 % dans tous les cas. Au second tour, les intentions de vote pour le candidat sortant variaient entre 61 % contre M. Mitterrand (39 %) et 57 % contre M. Debré (43 %). Le sondage de l'IFOP mesurait aussi les intentions de vote en faveur des autres candidats prévisibles. »

Mais il se trouve que dans le même numéro du Monde, M. Pierre-Alexandre Boursion nous invite à forger une réelle social-démocratie. On peut lui accorder volontiers que le tandem socialiste-communiste ne donnerait pas forcément de bons résultats. On peut même aller plus loin et lui accorder que l'ouverture des responsabilités gouvernementales à des socialistes ne résoudrait pas forcément tous les problèmes. Mais, emporté par son élan, il assure : « Nous n'avons rien à proposer, socialement, à la politique conduite par les socialistes allemands de la R.F.A. souvent cités en exemple par M. François Mitterrand lui-même. »

Deux questions, deux toutes petites questions à l'adresse de M. Boursion : pourquoi le mark s'échange-t-il contre 236 F et pourquoi l'indice des prix de la R.F.A. évolue-t-il de façon autrement plus favorable que notre propre indice ? La réponse à ces deux questions nous indiquerait sans doute ce qui sépare la social-démocratie allemande de notre prétendue social-démocratie actuelle.

Cette semaine dans les nouvelles littéraires

nos envoyés spéciaux reviennent

DE POLOGNE

où les ouvriers ont aussi à faire libérer des intellectuels

DE HAÏTI

où l'on réinvente l'esclavage

DU NICARAGUA

où apprendre à lire, c'est réapprendre à exister

D'EQUATEUR

où les Indiens sont les miséreux d'un peuple misérable

D'INDE

où l'injustice explose comme une fatalité

D'OUGANDA

où l'on meurt de faim à quelques kilomètres de régions fertiles

Cette semaine dans les Nouvelles littéraires les terribles leçons de Gdansk par J.-F. Kahn.

Pour votre DEMENAGEMENT 208 10-30 ODOUL 16, rue de l'Atlas - 75019 PARIS

كتاب من الفصل

LES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

Un « monstre sacré » en Corrèze

De notre envoyé spécial

Sources (Corrèze). — « Marcel, tu vas te tuer à courir les comices. » M. Marcel Champaix (prononcer Champay) s'en fiche. Il a soixante-dix-huit ans, le moral et la santé. Membre du conseil de la République en 1948, sénateur socialiste constamment réélu depuis 1948, ce « monstre sacré » de la politique corrézienne n'en est plus à une campagne sénatoriale près. Il mène celle-ci « comme s'il était puceau ». — C'est ce qu'il dit. A ceux qui s'inquiètent d'un bien-être de sa santé, il répond que, depuis quelque temps, il « fait du compte à rebours ». — Tous les ans, dit-il, je me mets un an de moins et j'essaye de m'insérer à l'âge que je me donne. La dernière fois qu'il l'a « tripoté dans le dos » avec son stéthoscope, un « camarade » médecin lui a prescrit de rentrer sur l'heure à sa mairie afin de travailler au plus vite le registre d'état civil et de s'ajuster d'un coup de gomme, vingt ans de moins. Il ne l'a pas fait, mais il y croit.

Moyennant quoi, il court de comices agricoles en concours primé. On y rencontre tous les maires du coin, sauf exception. Pas la peine, dans ces conditions, d'aller les visiter un par un. Ils sont deux cent quatre-vingt-neuf.

« Si l'on fait voir Pierre et Paul, on n'en finirait plus. » M. Champaix, plutôt qu'un expéditeur de cent quatre-vingt-neuf entretiens, préfère s'attarder sur les champs de foire, s'attabler au bistrot, voire — mais point trop n'en faut — s'aligner aux « repas marathons » d'après comices ou quelques-unes des solides fourchettes du canton s'affrontent joyeusement quatre heures durant.

Ce dimanche-là, à l'auberge de Sources, à deux pas de l'église et de la place qui fait office de champ de foire, on a

rassemblé trois tables au pied de la cheminée. Inutile d'aller chercher plus loin : tous les éléments, ou presque, d'une campagne sénatoriale sont réunis : les deux candidats R.P., les deux socialistes, leurs suppléants respectifs ; onze des treize maires du canton et même le colonel — un bon vivant, celui-là aussi, toujours le bague à fleur de mouschoir — et le capitaine de gendarmerie. On discute en bonne entente et l'on boit des coupes, modérément. Manquent les communistes.

« Salut Marcel ! » Il y en avait un dans la salle, conseiller général du canton d'à-côté. Il n'est pas candidat sénateur. Un touriste en somme. « Comment va, Pierre ? » C'est M. Pierre Franchère d'une « famille volaine » comme dit M. Champaix, ancien député communiste, battu en mars 1978, aujourd'hui « député européen ». La table s'est dispersée.

Un peu plus tard M. Champaix, l'ancien instituteur et son suppléant, M. Albert Audubert, cinquante ans, maire de La Chapelle-aux-Saints, conseiller général de Beaulieu-sur-Dordogne, agrégé de grammaire, professeur à l'université de Bordeaux, un grand balais astucieux, s'échappent. La foire primée de Brive les attend à 90 kilomètres de là. Deux quintaux — si M. Jacques Chirac, habitué des champs de foire de Corrèze, avait été là il aurait eu l'air d'une asperge poussée à l'anglaise — dans une CX à cocarde plus corrézienne encore si c'est possible que son propriétaire ; immatriculée 19 NC 19 (deux fois 19, deux fois le numéro du département), elle se traîne à 90 kilomètres à l'heure sur la nationale et à 50 maximum sur les départementales, lesquelles il est vrai font des huit dans

les grimpettes au flanc des vallées. M. Champaix le pilote. Il déjeunera en route pour gagner du temps. Pas assez. Les prix de la foire de Brive ont été distribués sans eux. Tout à l'heure, à Sources, le sénateur a rencontré un ancien condisciple de l'école normale de Tulle qui a sorti de sa poche une photo de l'Espérance normannoise, l'équipe de rugby, dans laquelle sévissait le troisième grand électeur le 28 septembre. « On se voit tout à l'heure et on se boit un coup ? » Ils en ont bu un, et seul, et se sont racontés, longuement, de très anciennes histoires.

« La cœur, le patrie la république »

Ce rythme suffit à l'équipe Champaix-Audubert : une tournée en commun vaut mieux à leur avis qu'une campagne forcée. Rien de commun avec l'épopée des législatives de 1936 que M. Champaix — l'autre était encore tout petit — avait menée sans succès, au canon. Chaque commune visitée deux fois, il connaît sous les préaux d'école de farouches empoigneurs. Et les cris du cœur : « Lou volam pas lou redzent, leou lou volam pas ! » (« Je ne veux pas le régner (l'instaurer), moi, je veux le porter », gueulait un partisan. Le sénateur de la V^e République s'en souvient.

La sénatoriale, c'est autre chose. Un rien plus tranquille, un rien moins politique, et cela convient à M. Champaix. « On vote l'homme, le pays qu'il représente, son étiquette poli-

tique. Allez donc savoir ce qui compte le plus ! L'homme et la politique, chacun les connaît. C'est le cœur, la patrie, la République, le socialisme. »

Il suffit d'un regard letéral à mi-hauteur sur les murs des deux pièces du secrétariat de sa mairie de Masseret. Une « Vue de la ci-devant Bastille » : « La patrie est en danger » ; gravures révolutionnaires achetées sur les quais de la Seine ; la collection complète des présidents de la République, que le maire de Masseret ne déparera pas.

M. Champaix accélérera la cadence après le 7 septembre, lorsque les grands électeurs seront tous désignés. Il organisera une délégation de délégués par canton : trente réunions, trois par jour. Sa secrétaire et son chauffeur vont arriver de Paris.

Son assistant parlementaire est resté dans la capitale. Il y a préparé les notes des textes sur la loi du Sénat et la loi d'orientation agricole, qui sont diffusés depuis longtemps dans les communes du département.

Soixante-dix-huit ans, M. Champaix ? Gara à l'adversaire qui oserait utiliser son âge comme argument électoral : « C'est la vieillesse, je le prends huit jours, dix jours, si je le mets sur les gènes ! ». Tout de même, M. Champaix, 78 + 9 = 87 ! A celui qui dira cela, il mettra sous le nez un poème du général Mac Arthur : « Si ce jour votre cœur allait être mordu par le pessimisme et rongé par le cynisme, puisse Dieu avoir pitié de votre âme de vieillard ! »

JEAN-YVES LHOMEAU.

Sénateurs sortants : MM. Marcel Champaix (P.S.) et Jacques Couderc (app. R.P.). Ce dernier ne se représente pas.

MISE EN GARDE DU P.C.F. AU P.S.

Mme Madeleine Vincent, membre du bureau politique du P.C.F., indique, vendredi 5 septembre, dans l'humanité que M. Jean Bastide, maire (P.S.) du Graud-Roi (Gard), a refusé de repartir les mandats de délégué pour l'élection des sénateurs, le 28 septembre, entre les différents rentes composantes du conseil municipal. « En fait, écrit Mme Vincent, il refuse la désignation de quatre ou cinq délégués sénatoriaux communistes ». Selon Mme Vincent, M. Bastide s'est réitéré, pour expliquer sa décision, à des « directives » du P.S., qui, a-t-il dit, « sont rigoureuses concernant le refus de constituer des listes communes avec le P.C.F. » dans le cas où des engagements écrits ont été pris lors des élections municipales.

Mme Vincent observe que les prévisions du parti socialiste pour les élections sénatoriales, « dans nombre de départements (...) prennent en compte l'apport des voix communistes. Ainsi, écrit-elle, le parti socialiste entend du même coup limiter le nombre des délégués sénatoriaux communistes dans tel département et faire élire ses candidats avec les voix communistes ailleurs. Nous le disons tout net : si ne faut pas compter sur le parti communiste. (...) »

« Pour sa part, il a défini une attitude claire. Dans toutes les municipalités dirigées par les communistes, il respecte les accords, mais il entend obtenir la réciprocité. Au premier tour, il présente ses candidats dans tous les départements concernés et fait campagne pour leur gagner le maximum de voix. (...) Pour le second tour, son comité central a proposé dès le mois de mai que dans chaque département soient conclus des accords pour des listes communes afin de battre la droite. »

Mme Vincent conclut : « En tout état de cause, il ne faut pas compter sur les voix communistes pour soutenir des actes contraires aux intérêts des travailleurs et du pays. Il ne faut pas priver le parti communiste de sa juste représentation et attendre ses voix pour se faire élire ou pour favoriser des manœuvres avec la droite. »

Les mesures de soutien prises par le gouvernement

« LA LETTRE DE LA NATION » : une situation surréaliste.

Dans la Lettre de la Nation, organe du R.P.R., du vendredi 5 septembre, Pierre Charpy écrit : « Je préfère être impopulaire qu'irresponsable », a dit le premier ministre aux jeunes gauchistes. Noble formule, mais dangereuse. Et si le premier ministre était impopulaire parce qu'il est irresponsable ? Pourquoi pas ? C'est déjà arrivé dans l'histoire. A Louis XVI notamment.

« Naturellement, je ne veux pas envoyer Raymond Barre à la guillotine, mais simplement dire qu'il ne suffit pas d'être impopulaire pour justifier sa politique. Le général de Gaulle est probablement l'homme d'Etat qui a su le mieux devenir populaire en assumant toutes ses responsabilités. »

« Nous arrivons maintenant à la situation surréaliste où le chef du gouvernement demande aux Français de lui faire confiance précisément parce qu'il échoue. Raisonnement surréaliste, mais pas innocent puisqu'il conduit les Français à penser : « Si le tandem Giscard-Barre n'arrive pas à nous sortir de nos ennuis, avec d'autres, où irons-nous ? » Et il suffit d'un petit coup de pouce qu'on donne avec entrain le président de la République et le premier ministre pour faire porter à ces fameux « autres » la responsabilité des échecs. Avec le P.C. et la C.G.S. ils ont d'ailleurs des « complices » objectifs, puisque ceux-ci ont fait de rendre inachèvement les comités en commentant par les embrouilleries. »

« M. François Massot, député M.R.G. de Haute-Provence et membre de la commission d'enquête parlementaire sur l'affaire De Broglie, a déclaré le 4 septembre : « M. Poniatowski n'est plus maître de ses réactions, ce qui, de la part d'un ancien ministre de l'Intérieur est tout à fait inquiétant. Or M. Poniatowski n'a rien à se reprocher et la recherche de la vérité ne peut pas l'effrayer ; ou la vérité l'inquiète et il tente d'en éviter la révélation par des manœuvres d'intimidation qui s'apparentent à la diffamation. Ces manœuvres ne sont pas dignes de son ancienne qualité. »

ouvelles littéraires

POLOGNE

ont des intellectuels

HAITI

l'eschavage

NICARAGUA

libre.

ndre à exister

OUATEUR

sont les miséreux

misérable

INDE

explose

tatalité

UGANDA

rt de l'aim

kilomètres

fertiles

meine dans

littéraires

de Gdansk par

F. Kahn.

AGEMENT

ODOUL

75019 PARIS



Le Monde

société

QUARANTE ANS DE DÉLITS ET DE MYSTÈRE

Les aventures désuètes de Laure Dissard

La délinquance pantouflait, sans souci de style, besogneuse et répétitive. Fritouille comme une petite égarée, elle affrontait la crise à coups de combines sans panache.

Mais voilà qu'une femme seure notre nation : une vieille connaissance parmi tant d'accusées inconnues, un grand-nègre parmi tant de jeunes gens, récidiviste forcée et aventurière d'une époque révolue.

Une belle signature en ces temps de facture anonyme : Mme Laure Duffin, âgée de soixante-six ans, plus connue sous le nom de Laure Dissard, est de retour en prison après avoir été inculpée de tentative d'escroquerie (le Monde du 30 août).

Ce nom, pour les jeunes, n'évoque rien ? Laure Dissard, pour tant, défile la chronique judiciaire et financière depuis près de quarante ans. Pour avoir beaucoup séduit et souvent triché, beaucoup intrigué et souvent menti, elle passe même, selon un de ses derniers amis, pour la « plus grande escroqueuse française de l'après-guerre ». La seule femme, à explorer sa vie, qui méritait en tout cas de prendre place au Panthéon de l'escroquerie moderne.

Non pour le volume, arcanal comme toutes, de ses prévarications. Mais pour son style, d'escroque et de grâce, et cette passion étrange, inexplicable et jamais tarie, pour la difficulté, les projets irréalistes, les « affaires » perdues d'avance et qui l'ont souvent perdue. Voilà son charme, l'optimisme dans l'échec, et ce qui manque tant aux affaristes de cette fin de siècle : une irrésistible fantaisie.

En quarante ans d'activités plus ou moins répréhensibles — plutôt plus, soyons francs — Laure Dissard a collectionné de nombreuses inculpations dans la gamme des escroqueries et plus de soupçons encore. Elle a connu presque toutes les chambres correctionnelles du tribunal de Paris, épaulée une vingtaine de magistrats, autant d'avocats, et fréquenté toutes les prisons de femmes de la région parisienne. La liste de ses condamnations remplit deux pages de son casier judiciaire, celle de ses « carottes », comme on disait, de ses opérations doit être résumée.

Ainsi, en 1972, on estimait à quinze le nombre des sociétés fictives qu'elle avait créées en Suisse et à Panama, seule ou avec l'un ou l'autre de ses amis

de rencontre, banquiers, notaires ou aventuriers, qu'elle entraînaient dans ses sinueuses répétées. Elle s'est tout à tour spécialisée dans l'achat et la vente de bijoux et de tableaux, de terrains et de maisons. Elle a rêvé d'ouvrir un club de yachting sur la Seine, puis s'est associée avec un producteur de films, avant de se lancer dans l'exportation de café colombien. Elle a songé à acheter des parts dans une société américaine de wagons-citernes.

Le faux et le vrai

Arrêtons là, pour mentionner au passage l'une de ses « arnaques » inspirées. La plus belle, la seule sans doute que la justice ait tout à fait démentie. Elle est suspectée, en 1955, d'avoir réussi à persuader le directeur de la Société générale des transports d'acquiescer, pour 109 millions de francs, de céder des terrains situés à Stains. Laure Dissard se faisait fort, assurait-elle, de revendre ainsi au meilleur prix ces terrains... au SHAP, le commandement supérieur des forces armées en Europe. Pour abuser l'investisseur, elle lui présentait même un faux colonel américain. L'affaire conclue, elle disparaît avec l'argent. Le directeur n'évita la faillite que grâce à l'intervention financière de son père. Quant à la honte...

L'histoire délicate de Laure Dissard, dans les archives du palais de justice, remplit d'épais dossiers. Des dizaines d'officiers, de policiers, d'experts et de juges d'instruction ont tenté — quarante ans durant ! — de recoller les morceaux du puzzle, de refaire le faux pour fixer le vrai, de séparer le vrai du faux. Comme pour bien marquer son choix, après un Allemand, elle épouse un Américain, Mathias Duffin, organisateur de tournées de théâtre pour les armées en campagne. Puis, les G.I. s'en allant, Vainqueur, vaincu et laissé-pour-compte pressant, elle épouse un autre Américain, Laure Dissard donne un tour définitif à son sens particulier des affaires. Beaucoup la disaient riche, certains la surnommaient pauvre. Personne ne lui faisait la part de la nouveauté, mais elle avait le regard clair, après des procès et des années de prison, remonte dans sa finouïe et fait signe à son chauffeur.

Cette part de rêve offerte, cette évocation d'un passé ordinaire pour tous, que Laure Dissard fait revivre le temps d'un fait divers, ne pourrait-elle valoir à une femme vieillie une mesure de clémence ?

PHILIPPE BOGGIO.

La cour d'appel d'Aix-en-Provence autorise l'extradition de M. Marco Affatigato

De notre correspondant régional

Aix-en-Provence. — La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence a donné un avis favorable par lequel, ce vendredi 5 septembre, la demande d'extradition formulée par le gouvernement italien, après l'attentat de Bologne, contre le jeune extrémiste de droite, M. Marco Affatigato, arrêté à Nice le 8 août. M. Affatigato était réclamé par les autorités italiennes pour les délits de vol et falsification de pièces d'identité, révol de militaire et reconstitution de parti fasciste.

La cour a donné un avis favorable à la poursuite de M. Marco Affatigato pour les infractions de révol de militaire, révol de républicain, révol d'une carte d'identité vierge volée et de quatre autres documents d'identité dont deux falsifiés. Elle s'est également prononcée en faveur de la remise de M. Affatigato aux autorités italiennes pour l'exécution d'un reliquat de trois ans, six mois et sept jours sur une peine de quatre ans prononcée le 30 novembre 1977 par la cour d'assises de Florence, du chef de reconstitution de parti fasciste dissous. Elle a donné un avis défavorable à l'extradition de M. Affatigato des chefs de vol et de falsification d'une autre pièce d'identité.

Pour ce qui concerne la reconstitution de parti fasciste, accusation d'ordre politique, l'extradition ne pouvait être accordée, la loi du 10 mars 1927 excluant, en son article 5, l'extradition « lorsque le crime ou délit a un caractère politique ou lorsque le résultat des circonstances que l'extradition est demandée dans un but politique ». En outre la personne extradée ne peut être poursuivie, dans son pays, pour aucune infraction autre que celle ayant

motivé l'extradition. Cependant depuis 1979, la justice française a commencé à considérer que les crimes « graves » ne sauraient être tenus pour politiques. Elle a ainsi autorisé l'extradition de deux intellectuels italiens, militants d'extrême gauche, MM. Francesco Pignone et Lantano Pace, soupçonnés de complicité dans l'enlèvement d'Aldo Moro, puis celle d'une militante d'extrême gauche, Mme Olga Girotto. La cour d'appel d'Aix-en-Provence n'a pas fait référence à cette notion de gravité. Mais ne pouvant pas extraditer M. Affatigato pour reconstitution de parti fasciste, elle s'est cependant déclarée favorable à son extradition pour le reliquat d'une peine prononcée en Italie, précisément pour reconstitution de parti fasciste.

Les autorités ne sont pas tenues de suivre l'avis de la chambre d'accusation, lorsqu'il est favorable. Si elles le font, un décret d'extradition doit être signé par le premier ministre.

GUY PORTE.

Grèves de la faim à Fleury-Mérogis. — Rosalinda Bosco, vingt-trois ans, membre présumé du groupe d'extrême gauche italien Prima Linea, fait une grève de la faim depuis le samedi 30 août, pour protester contre ses conditions de détention à Fleury-Mérogis. Peter Freeman Graziano Esposito, membre présumé du même groupe, et quatre femmes accusées d'appartenir au groupe, ont été transférées à la prison de Fleury-Mérogis. Les autres détenus ont été transférés à la prison de Fleury-Mérogis.

LES RÉACTIONS APRÈS LA DISSOLUTION DE LA FANE

● M. PIERRE SIDOS, président du mouvement l'Œuvre française : « Au sein d'un système de démocratie libérale, toute dissolution injustifiée d'un groupe politique est choquante et inadmissible. »

● MME HUGUETTE BOUTCHARD, secrétaire nationale du P.S.U. : « La dissolution n'a été qu'une trêve et on peut craindre qu'elle ne soit aujourd'hui bien peu efficace. Le P.S.U. est parvenu de la liberté d'expression et d'organisation mais il n'est pas question de laisser se développer et agir des groupements de type nazi qui sont les pires ennemis de toutes les libertés. »

● LA C.G.T. qui « prend acte de la décision du conseil des ministres » et « salue l'action de tous ceux qui par leur lutte ont permis d'arracher cette mesure au gouvernement », ajoute dans son communiqué :

« Mais cette mesure n'a de sens que si elle s'accompagne de dispositions concrètes s'opposant à toute reconstitution de cette organisation sous une forme ou une appellation différentes ».

● L'ORGANISATION COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS (O.C.T.) estime que la dissolution de la FANE assurera aux membres de ce groupe « publicité et prestige supplémentaires (...), d'autant plus

JUSTICE

Non-lieu pénal pour la catastrophe aérienne de Nantes.

Une ordonnance de non-lieu vient d'être rendue par M. Gilles Dubigeon, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Nantes, dans l'information pénale ouverte contre X... pour homicide involontaire au lendemain de la catastrophe aérienne de la Flèche, qui avait fait soixante-trois morts, le 5 mars 1973. La même ordonnance déclare irrecevable la constitution de partie civile du Syndicat national des contributeurs du trafic aérien (S.N.C.T.A.) et déboute les ayants cause des victimes qui s'étaient également constitués partie civile. Mais un certain nombre de ceux-ci ont interjeté appel.

La catastrophe du 5 mars 1973, — collision en vol de deux avions commerciaux espagnols, — s'était produite alors que les agents de l'aéronautique civile étaient en grève, le contrôle aérien avait été confié par le gouvernement à du personnel militaire (plan Clemment-Morot). Le 4 juillet dernier, le tribunal administratif de Nantes, saisi de son obéissance, avait rendu un jugement attribuant à l'Etat 85 % de la responsabilité de la catastrophe. Le ministre de la Défense ainsi mis en cause s'est pourvu devant le Conseil d'Etat (le Monde du 12 juillet).

Une journée d'action contre le projet « sécurité et liberté » le 2 octobre.

Trois organisations ont décidé, mercredi 3 septembre, d'organiser le 2 octobre, une journée d'action contre le projet « sécurité et liberté », qui va être examiné par le Sénat au début du mois d'octobre. Le C.G.T., la C.F.D.T., la Fédération de l'éducation nationale (F.E.N.), la Fédération autonome des syndicats de police (F.A.S.P.), la Fédération nationale de la police nationale (F.N.P.N.), la Ligue des droits de l'homme, les syndicats de journalistes (S.N.J.), C.F.D.T., C.G.T.), le Syndicat des avocats de France (S.A.F.), les syndicats de la magistrature (S.M.) et le Syndicat national autonome des policiers en civil (S.N.A.P.C.), annoncent qu'ils ont décidé, le 2 octobre, « des initiatives publiques de grande envergure dans les villes et les départements ». Ces organisations estiment que le projet « sécurité et liberté » constitue une aggravation sans précédent des moyens de répression menacés tous les citoyens, et notamment les travailleurs, leurs organisations et leurs moyens d'action. Elles s'engagent donc à leurs adhérents, dès maintenant, de poursuivre la campagne d'information et de sensibilisation contre ce projet sur les lieux de travail et auprès de l'opinion publique, et annoncent leur intention d'« intervenir auprès des élus locaux et des grands électeurs ».

Faits et jugements

Le retrait du permis de conduire et la motivation des actes administratifs.

Saint-Etienne. — Dans un jugement rendu le 4 juillet, devenu définitif le 4 septembre, le tribunal administratif de Saint-Etienne a rejeté l'appel du ministre de l'Intérieur, M. Jean Pinel, directeur d'un cabinet d'experts, qui avait refusé de céder aux injonctions du commissaire de Lyon le mettant en demeure de remettre sur-le-champ son permis de conduire suspendu, pour un mois par le préfet du Tarn-et-Garonne.

M. Pinel avait refusé de rendre son permis, arguant que les convocations ne contenaient pas l'arrêt du préfet, contrairement à ce que prévoit la loi du 17 juillet 1978 sur la communication des documents administratifs. Elles ne comportaient pas non plus la motivation de la décision administrative, prévue par la loi du 11 juillet 1978. Les juges se sont appuyés sur ces deux lois pour estimer qu'une notification préalable accompagnée d'une motivation, doit être faite avant le retrait matériel du permis de conduire.

M. François Bongier, secrétaire général du mouvement de défense des automobilistes A.N.A.D. (1), s'appuyant sur ce jugement, indique que « cette décision confirme l'illégalité dans l'exécution de toutes les suspensions administratives des permis ». Il a, en outre, engagé « tous les suspendus de permis par la voie administrative à refuser de les rendre en l'absence de notification préalable et de motivation », ajoutant que « en cas de menaces et de pressions, il convient de porter immédiatement plainte auprès du procureur de la République ». — (Corresp.)

(1) Auto défense, 93, cours Fauriel, B.P. 111, 42010 Saint-Etienne Cedex, tél. (77) 22-02-03.

ECOLE INTERNATIONALE EUROPEENNE DE PARIS

Etablissement Privé d'Enseignement Primaire et Secondaire agréé par l'Office du Baccalauréat International

- Préparation au bilinguisme des classes élémentaires
- Préparation au Baccalauréat Français (Série A.B.C.D.)
- Préparation au Baccalauréat International
- Sections Franco-Etrangères (Anglais, Néerlandais)
- Activités Sportives et Culturelles
- Séjours linguistiques

EXTERNAUT - SEMI-PENSION INTERNAT MODERNE OUVERT TOUTE L'ANNÉE en bordure de la Forêt de Sénart (25 km de Paris)

I.E.P.

Château des Bergeries 91210 DRAVEIL (Tél. : 940.70.03)

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir assistant-réalisateur script-girl monteur-monteuse

Cours directs (1^{re} et 2^e année)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.65.94
Documentation M sur demande

L'IDRAC, c'est plus qu'un cycle d'études, c'est une formation efficace à la vie active. Formation, en trois ans, aux carrières de l'Action et de la Gestion Commerciales.

- 1^{re} année : Préparation (1^{re} et 2^e années) aux diplômes d'état des BTS : Distribution, Commerce International, Tourisme.
- 2^e année : GESTION D'ENTREPRISE, enseignement par centres d'intérêt ; mémoire de fin d'études.
- 3^e année : Formation par des enseignants et des praticiens. 6 mois de stages pratiques en entreprise.
- Placement assuré par l'Association des Anciens Elèves et le Service Carrières de l'école.

Date d'entrée : 2 septembre

Séminaire-préparation d'enseignement supérieur commercial, centre IDRAC - PARIS (75) - 14, rue de la Doune - 75013 - PARIS - 01.42.23.13.13 - IDRAC - MONTPELLIER (34100) - 77, rue d'Alsace - (07) 74.30.00

Le Monde PUBLIE CHAQUE LUNDI (sauf le 1^{er} septembre) UN SUPPLÉMENT ÉCONOMIQUE

Idrac

une

la baisse

la détection dans

كتاب من الأدب

Le Monde

équipement

OUVERTURE DU TUNNEL ROUTIER DU SAINT-GOTHARD

Dix-sept kilomètres sans péage entre la Suisse du Nord et le Tessin

Berne. — Nouvelle étape dans l'histoire de la traversée des Alpes, le tunnel routier du Saint-Gothard a été officiellement inauguré, et immédiatement ouvert à la circulation, le vendredi matin 5 septembre. Reliant Göschenen dans le canton d'Uri au nord, et Airolo dans le Tessin au sud, ce remarquable ouvrage d'environ 17 kilomètres a désormais le tunnel routier le plus long du monde.

Dans son allocution d'ouverture, le représentant du gouvernement helvétique, M. Hans Riklin, chef du département fédéral de

De notre correspondant

l'intérieur, a rappelé les liens séculaires unissant la Suisse au Gothard. « Berceau des routes et croisées des chemins menant au nord et au sud, le Gothard est à la fois le lieu où notre État plonge ses racines et le symbole de notre liberté sauvegardée. »

Le vieux rêve d'un tunnel routier à travers le Gothard devait prendre corps dans les années 60. Commencés en 1969, les travaux ont finalement duré onze ans. Jusqu'à sept cent trente ouvriers ont travaillé sur le chantier du tunnel des Italiens, des Yougoslaves, des Allemands, des Autrichiens et des Suisses. Vendredi matin, un hommage solennel a été rendu à dix-neuf d'entre eux, morts accidentellement durant les travaux.

Dans le nouveau tunnel, une attention particulière a été mise à renforcer la sécurité du trafic : six centrales de ventilation, des caméras de télévision tous les 100 mètres, des installations, ainsi que des cabines téléphoniques de secours à intervalles réguliers. Le coût final des travaux s'élève à environ 680 millions de francs suisses, soit 1,7 milliard de francs.

trafic de marchandises à travers les Alpes.

En effet, alors qu'en 1970 elle arrivait encore en tête, elle a été dépassée depuis lors par la France et l'Autriche pour le transport transalpin global rail et route. Pourtant, si le tunnel du Gothard leur donne un nouvel atout, les Suisses semblent moins pressés de reconquérir cette place. L'enthousiasme soulève, il y a une vingtaine d'années, par la perspective

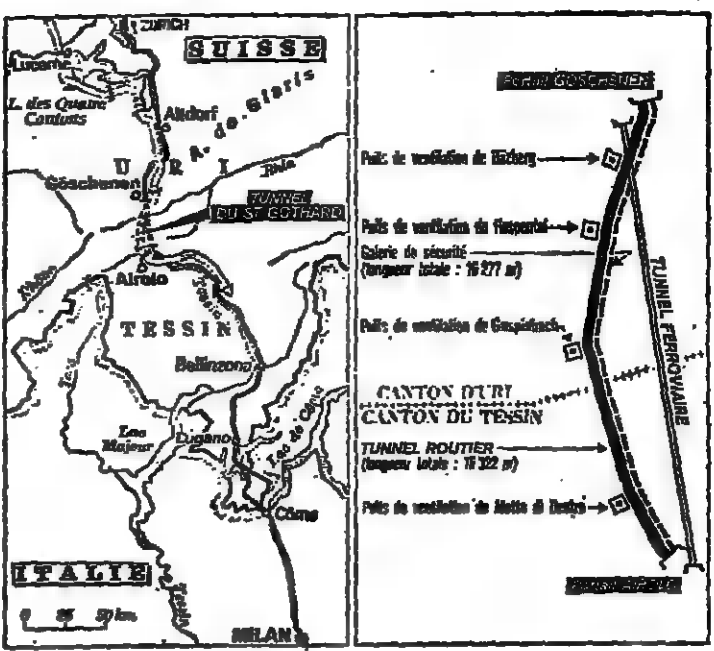
de la voie routière du Gothard s'est quelque peu tempérée, et les avantages qu'elle apporte ne suffisent plus à masquer les inconvénients. Les automobilistes ne peuvent d'ailleurs pas ignorer les réticences qui, jour après jour, s'opposent à son ouverture. Se voulant rassurant, M. Riklin a notamment déclaré à ce propos : « Le tunnel n'est pas un couloir pour poids lourds. Cette route creusée dans la montagne ne sera pas conçue pour le transport des marchandises. La contrainte, la politique des transports d'aujourd'hui et de demain ont conduit à cette idée de voir (L.). Depuis toujours, nos voies de communication ont tenu au séjour, au repos, à la détente et à la contemplation. »

Les habitants des villages situés en aval d'Airolo ne cachent pas leur inquiétude de voir l'accroissement du trafic que ne peut entraîner l'ouverture du tunnel. En outre, l'autoroute — ne sera pas terminée avant 1987, et, en attendant, le trafic devra s'écouler à travers sept tunnels. L'ajout de poids des camions est limité à 28 tonnes, et les autorités tchèque exami-

nent la possibilité d'interdire le passage des poids lourds à certaines heures.

Au contraire, dans le canton d'Uri, les habitants des villages situés sur la route du col s'alarment d'une probable diminution de la circulation automobile et, par conséquent, des hôtes de passage. L'ouverture du Gothard résume en quelque sorte le double visage du progrès avec ses avantages mais aussi ses contradictions.

JEAN-CLAUDE SUHRER.



URBANISME

LA CONSTRUCTION DE L'INSTITUT DU MONDE ARABE

La Ville de Paris attaque l'Etat en justice

Mardi perpétué dans l'affaire de la construction de l'Institut du monde arabe, que le Quai d'Orsay attendait voir conclure sur le terrain de sports situé en l'arrière du boulevard de la Fédération dans le quinzième arrondissement. La Ville de Paris vient, en effet, d'engager une action en justice contre l'Etat.

Cette décision fait suite à une visite, le jeudi 4 septembre, de M. Jacques Chirac et des élus des quinzième et septième arrondissements sur le terrain où sont situés les bâtiments de l'Institut. Après avoir enfoncé la porte, le vendredi 29 août, des bulldozers pour effectuer, selon M. Philippe Ardant, co-responsable de l'Institut, la

arabe, les sondages nécessaires pour permettre à l'architecte de connaître la nature du terrain sous-jacent. Or, selon le maire de Paris, « il ne s'agit pas de travaux de sondage, mais de travaux de terrassement ». A l'issue d'une réunion à l'Hôtel de Ville, entre M. Chirac et les élus, un communiqué a été publié : « Il a été décidé de poursuivre l'Etat en raison des circonstances de la reprise de possession de ce terrain (qui appartient à l'Etat, mais qui est utilisé par la Ville). Un procès-verbal a été dressé et transmis au parquet pour arrêt des travaux de terrassement et poursuite de cette infraction. »

de l'Institut du monde arabe. Les élus des quinzième et septième arrondissements déplorent de leur côté que ce terrain ait été rendu inutilisable sans même l'obtention des permis de construire. Enfin, M. Chirac précise qu'il a pris officiellement de cette affaire le Conseil de Paris lors de sa prochaine séance, le samedi 11 septembre. [Le terrain objet de la polémique entre la Ville de Paris et le ministère des Affaires étrangères appartient, en fait, à l'Etat. Il a été mis, le 27 novembre 1976, à titre précaire et révocable, à la disposition de la Ville de Paris. Celle-ci l'a alors aménagé en aire de jeux et de sports. Pour réaliser l'Institut du monde arabe, l'Etat a récupéré son terrain en 1978 et a décidé de le construire. L'Etat a promis de construire un terrain d'une superficie de 75 millions de francs.]

L'ANGEOTRE DE 1707

Que de chemin parcouru depuis qu'un troisième siècle les montagnards d'Uri avaient réussi à assurer le passage en construisant sur la gorge escarpée des Schindens, jusqu'aux introuvables, le fameux pont de Diable ! En 1935, cette passerelle de bois suspendue à des chaînes le long d'une paroi rocheuse était remplacée par un pont de pierre en deux étages. Vingt ans plus tard, la voie était ouverte au premier service de courrier pédestre entre Zurich et Morgins en passant par le Gothard. En 1967, le « trou d'Uri » était percé à travers la roche, devenant ainsi le premier tunnel alpin.

Au début du dix-neuvième siècle, le vieux chemin muletier est transformé en route carrossable sur toute sa longueur. En 1842 voit la mise sur pied d'un service quotidien de diligences à dix places et attelage de cinq chevaux.

Un nouveau chapitre s'ouvre trente ans plus tard avec le début de la construction du tunnel ferroviaire, achevé en 1882. Cent cinquante-dix-sept ouvriers payèrent de leur vie cette réalisation. La route allait cependant connaître un nouvel essor avec l'ouverture en 1980 du Saint-Gothard au trafic automobile.

Pas seulement pour les poids lourds

Pièce maîtresse de l'autoroute Bâle - Châssac, le tunnel du Gothard assure une meilleure fluidité du trafic. Grâce à l'absence de péage, la Suisse pourrait également regagner une partie du terrain perdu dans le

ADAMS Chemises, cravates et accessoires.	ALAIN MANOUKIAN Tapis.	AVE Location de voitures.	BABY CHARLES Vêtements d'enfants 0 à 6 ans.
LE BAR DE LA MACHINE Salon de thé, restauration, crêperie, pâtisseries.	REYLERIAN Rôtis à porter hommes et accessoires.	LA BOTTEGA Cadeaux, décoration, objets d'art.	CAREL Chaussures, maroquinerie.
LA CARTERIE Cartes de vœux, cadeaux, papeterie.	LA CAVE D'HEDIARD Vins, spiritueux, produits de la région.	DESTRAY OPTICIENS Optiques, lunettes, accessoires.	DUNE Les plaisirs du futur.
HERVE MONSIGNY Chemiserie.	KATE'S Bijoux, bijoux, bijoux, bijoux.	LEONARD CADEAUX Parfums, accessoires.	LUCIE SAINT-CLAIR Colifards, bijoux, bijoux, bijoux.
MINELLI Chaussures, maroquinerie.	NEUHAUS CATALIN Chocolats, confiseries, produits fins.	ONER Rôtis à porter hommes.	LA ROUE Poteries de Vallauris.
SAINT LAURENT RIVE GAUCHE Vêtements, accessoires.	SYLVIANE'S Linge, bijoux, accessoires.	TOBACCO'S Tabac, tabaceries, cadeaux de luxe, Doull.	VALENTUOMO La mode italienne au masculin.
VERA FINBERT			

TOUT LE MONDE N'EST PAS ADMIS À L'ÉLYSÉES.

L'Élysées, comprendre l'Élysées Rond-Point, la nouvelle galerie du Rond-Point des Champs Élysées. Tout le monde n'y est pas admis. Ici, la sélection a porté sur les boutiques. Seules des griffes renommées, les meilleures boutiques de luxe sont donc rendez-vous à l'Élysées Rond-Point. C'est évident, remarquez. Un tel emplacement ne pouvait souffrir la médiocrité. Les boutiques ouvrent jusqu'à 22 h, un régal pour les gens pressés ou impulsifs comme vous et moi.



Galerie Elysées Rond-Point
12-14 Rond-Point des Champs Élysées Paris.

UN ENTRETIEN AVEC M. JACQUES HAMELIN

Des.

(1) N.D.L.R. — Réunion annuelle organisée par la ville de Châteauroux et qui a traité, lors de sa dernière session, des problèmes de la chasse face à l'agriculture moderne.

(NOUVELLE ÉDITION)



albums loisirs



denoël

Collection "Internationale"

FLAMMARION

**La ch
Paul**

FLANNAGAN

Tauromachie

A DAX

Des cornes à faire peur

La veille, c'était l'émotion : tandis qu'on emportait à l'infirmerie le jeune Espartaco, triomphateur à la machoire fendue d'un cornu, Curro Romero, artiste en proie à la panique, échappait de peu au lynchage d'une foule enragée. Ce lundi, c'est un roman à épisodes, le plus effarant coup de sonde dans le mariage du « mundo » (petit monde) de la tauromachie. Pascale, cornu, défilé, coupe tournée, charriage et point d'honneur mêlés, et pour finir, une surprenante revanche de la tauromachie sur le cirque.

Le ciel pèse sur la ville plus pesamment que sur la tête de nos sacrés Gascos. Le ciel, et pas mal d'autres choses. La corrida de ce jour dure depuis des mois — depuis ce jour de l'an dernier, où Alvaro Domecq, l'un des deux ou trois plus grands éleveurs espagnols, a été accusé d'avoir envoyé aux arènes d'Aldas des bêtes aux cornes « arrangées ». La honte. Mais par les organisateurs dacquois, il a décidé pour restaurer son prestige écorné, de frapper un grand coup et de leur fournir un lot de taureaux d'exception, comme on n'en voit qu'à Madrid et à Séville.

Le 18 août, les choses se compliquent encore. La télévision régionale a décidé — fait sans précédent — de retransmettre cette corrida à Séville. Cette fois, Paquirri refuse tout net. « Une corrida avec des taureaux ? Si on la montre aux téléspéctateurs français, ils s'imagineront que c'est là la taille normale de nos taureaux », en exigent toujours aussi d'angoissés. Vous n'y pensez pas !

Mais nous ne diffuserons que les passages que vous catégorisez, que ceux où vous êtes bons. Je suis toujours bon, hom-bra !

« Ça va-t-il s'écouler votre corrida ? »

« Tu me demandes pour qui, Señor ? »

Alors, parce que tout était trop simple, parce que le roman à épisodes risquait de courir trop vite à sa conclusion, on a décidé de les gâter, les gâter, les gâter, des banderilles, les trois maîtres face tour à tour, bravement, aux grandes têtes noires et à l'orange.

Ches Paquirri, le « panderon » du maître l'a emporté sur les arènes de la vedette. Tous ris-

ques enfin acceptés, il honore loyalement son contrat, les pleurs vissés dans le sol visqueux. Mais, après une heure, l'arène ressemble aux bords de boue qui ont fait la fortune de la ville. Est-il encore admissible de poursuivre le combat, dans cet aquarium incertain où les gestes se noient en un flou périlleux ?

L'averse s'apaise. Mais l'arène n'est plus qu'une mare. Pourquoi ne pas substituer au moins l'une des richesses de Landas à l'autre, la suture de bois à la boue ? Non, fait Paquirri. Non, ça n'est pas ça. Paquirri, encore, arguties, survenchères. Et l'arène se dore et s'assèche d'une suture qui la fait ressembler à un loup, comme une Séville. Et, rendu à sa verve naturelle, Paquirri, en qui le jovial gambadeur de naguère s'est désormais fait place à un maître impérieux — Figaro du Barbier mué en maître du monde — Domecq, comme Ruiz Miguel de son gigantesque Lira (avec tant de valeur que le public s'indignera d'une présidence soudain saisie d'une étrange avarice), comme Nimeño qui ne plante, en sa main, que des banderilles, au taureau.

Paquirri. Enregistré, diffusé sur nos écrans, une telle corrida est imposée, en effet, à la pratique de la tauromachie dans ce pays des normes rarement accessibles. Tâchons, pour notre part, de servir bien ce qui est le moins possible de voir s'affronter, en vérité, des taureaux et des hommes et que ce rêve, nous l'avons vécu en cette belle journée dacquoise, où se vérifie à l'extrême le propos de Benjamin Franchini : « C'est qui est le meilleur dans la tauromachie c'est qui elle est parfaitement humaine. »

JEAN LACOUTURE

A NIMES

Deux « épées » françaises

Qui l'aurait cru il y a encore un an : remplir pratiquement les arènes de Nîmes avec à l'affiche deux toreros français. Christian Monteau, quel dit Nimeño II et Patrick Varin ? Ces deux « épées » étaient accompagnées il est vrai du fin et distingué Espagnol Angel Terruel sanglé dans son traditionnel costume blanc.

C'est l'absence du Nimeño II, blessé, qui a conduit Simon Casas, le nouveau directeur des arènes, à présenter une telle affiche pour cette corrida de fin d'été dans la cité des Antonins. Les aficionados n'ont pas perdu au change. Car les deux matadors, face à un lot de taureaux, parfois difficiles, ont tenu à merveille. Le Baron Sanchez et Arroz, sicut mieu, ont rempli leur contrat. Ils justifient l'art de tuer les taureaux avec vaillance et élégance. Ainsi donc, les deux toreros français les plus en vue actuellement, Nimeño II et Patrick Varin, ont foulé pour la première fois ensemble, le sol des arènes. Nimeño II, après une excellente saison hivernale en Amérique du Sud, a retrouvé un

dynamisme, une joie de torréer et une sûreté dans le geste qui avaient fait de lui, il y a quelques années, un des meilleurs novilleros (débutants) de sa génération. Il est aujourd'hui à son meilleur niveau.

La prestation de Patrick Varin fut plus âpre, plus heurtée, face aux bêtes les plus difficiles, de l'après-midi. S'il n'a pas encore le métier de Nimeño II, il a, par contre, le courage à revendre, et un certain sens de la course qui lui ont permis de notamment à la cape.

Si l'on veut comparer le style de ces deux toreros, on évoquera l'élégance de l'Andalou Nimeño II, la froideur du Beacaron de Salamanque, El Viti, pour distinguer Patrick Varin. Mais l'un comme l'autre ont montré le niveau de ces « géants » de l'arène.

Il y a toujours eu, en tauromachie, des « parejas » célèbres où deux matadors se disputent la première place dans les arènes. En public, ce fut, il y a quelques années, Aparicio-Lizaso et Dominguito-Ordóñez. Plus récemment, les « novillos » purent assister aux débuts vindi-catifs de Manzanera-Gallés. Aujourd'hui, l'Espagne n'en possède plus. Avec le duel Nimeño II-Patrick Varin, la France prend le relais, pour prouver la vitalité de la tauromachie dans l'Hexagone. Dans ce genre de combats, toute la question est de savoir jusqu'où il ne faut pas aller trop loin pour dompter son adversaire.

JEAN PERRIN

Solidarité

L'arène ne fait pas oublier la misère. A l'issue de la corrida de dimanche 24 août, les deux matadors français Nimeño II et Patrick Varin ont apporté leur soutien aux mineurs en grève du bassin minier des Cévennes. L'un a offert une somme de 500 francs qui sera versée aux enfants de la région. L'autre a offert une somme de 500 francs qui sera versée aux enfants de la région.

Ferle à Nîmes. — La direction des arènes vient d'annoncer qu'elle organiserait les vendredis 28, samedi 27 et dimanche 28 septembre, une Feria la deuxième de l'année après celle traditionnelle de Penelope. Au programme les matadors Paquirri, Ruiz Miguel, Espartaco et Nimeño II.

Tout le Portugal

(Suite de la page 16.)

Mais son tapage inspire aux passants une rigoureuse défiance. On affirme qu'il promet ainsi, jour et nuit, le développement nouveau de la langue aimée, morte au sud de l'Atlantique à l'instar du portugais.

Avec les premières fraîcheurs du crépuscule, Lisbonne change de peau. Car cette ville qui pète tout le jour est faite pour la nuit. Le rêve de l'insomnie y prend forme.

On raconte qu'à l'aube du 25 avril 1974 — jour J pour le Portugal démocratique — les militaires insurgés organisèrent la chute de la dernière dictature d'Europe depuis le Brésil. Ce soir, sur cette grande et belle place ovale dont la fontaine rend des long vers pile, les partisans de l'alliance démocratique préparent les élections d'octobre prochain en brandissant une multitude de drapeaux et de banderoles. La coalition du premier ministre s'efforce de plus

en plus de la gauche et de ses idées. Sa clientèle est donc plutôt d'apparence bourgeoise. Elle vient en famille saluer son représentant favori, le parti communiste. Ensuite, les discussions se tiennent jusqu'à plus tard sur des sujets banaux pendant que se joue l'ancien.

Le fado, le fado, le fado. « O fado » (le petit histoire) n'a qu'une minuscule salle décorée tel un bordel de la Belle Époque. L'opulente Natalia, poète et député, en avait fait le rendez-vous des nouveaux politiciens installés au pouvoir. La y a le fado, le fado et sur des airs populaires des autres vigoureux dont certains ont gagné la postérité. Vite, vite, le fado des poètes est fini. Cependant, la maîtresse de maison continue par un pianiste souffreteux et par le dernier carré de ses admirateurs persiste à haranguer de sa voix tonitruante un monde

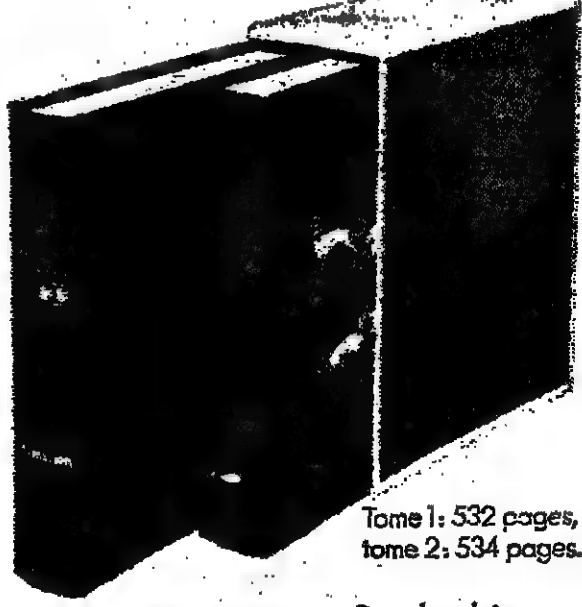
ingrat dont elle serait le vrai centre.

Le fado, lui, ne s'est pas. Ces mélodies de destin perpétuellement et complaisamment tragiques. A tel point que les pelées de cuir y développent des douleurs délectables. On les entend moins dans la rue que dans les cabarets. D'ailleurs chaque catégorie sociale a son propre fado. Le fado intellectuel, où l'on fibre avec le second degré et l'ironie dans le fado populaire, moins ambitieux, moins brillant, moins talentueux peut-être, n'est pas pour autant moins émouvant. Dans la lumière rougeâtre du bouge — une longue pièce carrelée — le chanteur myope et un peu ivre tend le cou en avant pour conter les mésaventures des bateaux du Tage. Les chanteuses, marquées par les ans dans sa longue robe noire, en racontent aux histoires d'amour infernal. Ses yeux un peu navrés expriment ce que la voix ne peut plus exprimer. Une plaque de marbre rend hommage à la vedette oubliée, et le public, en sourdine, accompagne les refrains.

L'espérance s'achève, penché en compagnie de Carlos, le jovial chanteur de taxi. Il se transforme volontiers en guide attentif pour noctambules en goguette et ne manque pas de prétextes pour arrêter son compteur et venir boire le verre de l'amitié. En tout cas, à Lisbonne, la solitude n'est pas à craindre. Les portes sont grandes ouvertes et trois mots d'anglais, deux d'espagnol, quelques gestes et un sourire suffisent pour se comprendre. En outre, tout le monde y connaît tout le monde. De belle sorte que, lorsque deux Portugais se rencontrent, ils commencent par définir les limites de leurs relations communes à grande voix d'anecdotes. Quant à l'étranger — mais qui peut se sentir vraiment étranger ? — il trouve naturellement sa place dans cette ronde.

STÉPHANE BUGAT.

La chasse par Paul Vialar.



La chasse vécue avec passion. Dans les plaines, les bois, les montagnes de France mais aussi dans les savanes et les jungles d'Afrique et d'Asie, dans le Grand Nord, etc... Tout ce que Paul Vialar a appris dans le grand livre de la nature. Deux tomes très richement illustrés dans un coffret.

FLAMMARION

mettez
La griffe du vêtement de
chasse
LODENS - SPORTSWEAR
ÉQUITATION
POUR LUI — POUR ELLE
18, rue de Valenciennes
PARIS — Tél. : 265-33-76

pour les marcheurs seulement... même débutants



LE SAHARA avec terres d'aventure

DU HOGGAR AU TASSILI JUSQU'AUX CONFINS DU TÉNÉRÉ, LE SAHARA À PIED PLUTÔT QU'EN LAND-ROVER...

- TREKKING DANS LE HOGGAR — 12 jours de marche de Tamanrasset à l'Asssekrem par l'oued Tadjet, l'Atakor et le massif de Tassili. Départs d'octobre à avril. 4.950 F — 15 jours.
- MÉHARÉE DANS LE TASSILI DES AJERS — à pied et à dos de chameau à Djanet à l'Asssekrem par l'arg d'Admer. Vign de Jabbar. Départs de mai à pâques. 5.800 F — 14 jours.
- L'EXPERIENCE SAHARIENNE — route de Tamanrasset au Hoggar puis au Niger, la plus belle formule de découverte de l'univers saharien, sans chameau ni chameau. Une expérience d'isolement inoubliable, véritable exploration à pied à partir de camps de base pourvus du ravitaillement nécessaire, pour mieux sentir l'espace, la beauté, le silence du plus beau désert du monde.
- TAGRERA. 6.500 F. 15 jours
- EL GHESSOUR. 4.950 F. 10 jours
- TAGRERA + EL GHESSOUR. 6.850 F. 19 jours

terres d'aventure
3-5, rue Saint-Victor, 75005 Paris Tél. : 329.94.50

BON POUR UNE DOCUMENTATION GRATUITE
Je désire recevoir, sans aucun engagement, votre documentation complète :

Nom : _____
Code Postal : _____

Photo

Des 24x36 à visée reflex

Dans un proche avenir, d'autres constructeurs adopteront cette nouvelle technique, y compris pour des appareils grand public à vision unique. On peut même imaginer que ce type d'appareil, sans vision interchangeable, gagnerait peu à faire appel au nouveau système photométrique. En fait, l'amélioration sera tout de même sensible lors des prises de vues particulières (ongles, focales, photographie rapprochée, photographie à vue fixe, etc.), aucun fabricant ne voudra-t-il se priver de ces avantages.

ROGER BILLONE.

**Le Monde des
PHILATÉLISTES**
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

Le numéro de septembre est paru
(76 pages)

•

**VARIÉTÉS DE PHOSPHORE
DES BÉQUET**

•

**CONSEILS PRATIQUES
POUR COLLECTIONNER
LES PLUS POILAIRES**

En vente dans les kiosques
dès le 25 du mois :
■ France

Numéro spécimen sur demande :
11 bis, bd Beaumarchais, 75006 Paris

TRIMES - 111 bis 75-06

TOURISME
HOTELS RECOMMANDÉS

Côte d'Azur


06230 VILLEFRANCHE-SUR-MER
Hôtel Voltaire. 110 places
N° 1007. Cuisine excellente.
Demi-pension. 100 francs saison.
Tél. 1 (35) 11-11

Stations thermales

06100 LE BOULOU (Pyr.-O.)
Le station d'altitude de la Vallée
d'Audoubert, station d'altitude. 110
places. 110 places. Cuisine excellente.
N° 1008. Cuisine excellente.
Hôtel du Lac. 110 places. N° 1009.
Hôtel du Lac. 110 places. N° 1010.

Suisse

ASCONA (Lago) Vertica
Maison recommandée. Cuisine excellente.
Tennis. Tél. 1111-1111

 LEXBYN (Lago) Vertica
Altitude 1.350 m. 110 places.
N° 1011. Cuisine excellente.
Maison recommandée. Cuisine excellente.
Tennis. Tél. 1111-1111

11 Place des 80 P.F. Ombre
Café. Par Office Tourisme.
CE-1054 LEXBYN
Tél. 1941/73-24-25-46
HOTEL MONT-BLANC
N° 1012. Cuisine excellente.
Personnel. Cuisine excellente.
Tennis. Pens. compl. s.e. d.
100 à 150 s.f.
Tél. 1941/73-34-15-35

HOTEL DE LA PAIX N° 1013. Cuisine
montagnarde séduisante. Cuisine et
service de patrons. Prix réduits en mai
juin et septembre. Tél. 1941/25-34/34

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

[illegible]

Jeux

échecs N° 111

LE JOUR LE PLUS LONG

(Championnat du monde 1980)
Blancs : TCHERNEV
Noirs : YOUSOV
Match du 11 septembre 1980

1. e4 e5 2. f3 f6 3. f4 f5 4. f5 f6 5. f6 f7 6. f7 f8 7. f8 f9 8. f9 f10 9. f10 f11 10. f11 f12 11. f12 f13 12. f13 f14 13. f14 f15 14. f15 f16 15. f16 f17 16. f17 f18 17. f18 f19 18. f19 f20 19. f20 f21 20. f21 f22 21. f22 f23 22. f23 f24 23. f24 f25 24. f25 f26 25. f26 f27 26. f27 f28 27. f28 f29 28. f29 f30 29. f30 f31 30. f31 f32 31. f32 f33 32. f33 f34 33. f34 f35 34. f35 f36 35. f36 f37 36. f37 f38 37. f38 f39 38. f39 f40 39. f40 f41 40. f41 f42 41. f42 f43 42. f43 f44 43. f44 f45 44. f45 f46 45. f46 f47 46. f47 f48 47. f48 f49 48. f49 f50 49. f50 f51 50. f51 f52 51. f52 f53 52. f53 f54 53. f54 f55 54. f55 f56 55. f56 f57 56. f57 f58 57. f58 f59 58. f59 f60 59. f60 f61 60. f61 f62 61. f62 f63 62. f63 f64 63. f64 f65 64. f65 f66 65. f66 f67 66. f67 f68 67. f68 f69 68. f69 f70 69. f70 f71 70. f71 f72 71. f72 f73 72. f73 f74 73. f74 f75 74. f75 f76 75. f76 f77 76. f77 f78 77. f78 f79 78. f79 f80 79. f80 f81 80. f81 f82 81. f82 f83 82. f83 f84 83. f84 f85 84. f85 f86 85. f86 f87 86. f87 f88 87. f88 f89 88. f89 f90 89. f90 f91 90. f91 f92 91. f92 f93 92. f93 f94 93. f94 f95 94. f95 f96 95. f96 f97 96. f97 f98 97. f98 f99 98. f99 f100 99. f100 f101 100. f101 f102 101. f102 f103 102. f103 f104 103. f104 f105 104. f105 f106 105. f106 f107 106. f107 f108 107. f108 f109 108. f109 f110 109. f110 f111 110. f111 f112 111. f112 f113 112. f113 f114 113. f114 f115 114. f115 f116 115. f116 f117 116. f117 f118 117. f118 f119 118. f119 f120 119. f120 f121 120. f121 f122 121. f122 f123 122. f123 f124 123. f124 f125 124. f125 f126 125. f126 f127 126. f127 f128 127. f128 f129 128. f129 f130 129. f130 f131 130. f131 f132 131. f132 f133 132. f133 f134 133. f134 f135 134. f135 f136 135. f136 f137 136. f137 f138 137. f138 f139 138. f139 f140 139. f140 f141 140. f141 f142 141. f142 f143 142. f143 f144 143. f144 f145 144. f145 f146 145. f146 f147 146. f147 f148 147. f148 f149 148. f149 f150 149. f150 f151 150. f151 f152 151. f152 f153 152. f153 f154 153. f154 f155 154. f155 f156 155. f156 f157 156. f157 f158 157. f158 f159 158. f159 f160 159. f160 f161 160. f161 f162 161. f162 f163 162. f163 f164 163. f164 f165 164. f165 f166 165. f166 f167 166. f167 f168 167. f168 f169 168. f169 f170 169. f170 f171 170. f171 f172 171. f172 f173 172. f173 f174 173. f174 f175 174. f175 f176 175. f176 f177 176. f177 f178 177. f178 f179 178. f179 f180 179. f180 f181 180. f181 f182 181. f182 f183 182. f183 f184 183. f184 f185 184. f185 f186 185. f186 f187 186. f187 f188 187. f188 f189 188. f189 f190 189. f190 f191 190. f191 f192 191. f192 f193 192. f193 f194 193. f194 f195 194. f195 f196 195. f196 f197 196. f197 f198 197. f198 f199 198. f199 f200 199. f200 f201 200. f201 f202 201. f202 f203 202. f203 f204 203. f204 f205 204. f205 f206 205. f206 f207 206. f207 f208 207. f208 f209 208. f209 f210 209. f210 f211 210. f211 f212 211. f212 f213 212. f213 f214 213. f214 f215 214. f215 f216 215. f216 f217 216. f217 f218 217. f218 f219 218. f219 f220 219. f220 f221 220. f221 f222 221. f222 f223 222. f223 f224 223. f224 f225 224. f225 f226 225. f226 f227 226. f227 f228 227. f228 f229 228. f229 f230 229. f230 f231 230. f231 f232 231. f232 f233 232. f233 f234 233. f234 f235 234. f235 f236 235. f236 f237 236. f237 f238 237. f238 f239 238. f239 f240 239. f240 f241 240. f241 f242 241. f242 f243 242. f243 f244 243. f244 f245 244. f245 f246 245. f246 f247 246. f247 f248 247. f248 f249 248. f249 f250 249. f250 f251 250. f251 f252 251. f252 f253 252. f253 f254 253. f254 f255 254. f255 f256 255. f256 f257 256. f257 f258 257. f258 f259 258. f259 f260 259. f260 f261 260. f261 f262 261. f262 f263 262. f263 f264 263. f264 f265 264. f265 f266 265. f266 f267 266. f267 f268 267. f268 f269 268. f269 f270 269. f270 f271 270. f271 f272 271. f272 f273 272. f273 f274 273. f274 f275 274. f275 f276 275. f276 f277 276. f277 f278 277. f278 f279 278. f279 f280 279. f280 f281 280. f281 f282 281. f282 f283 282. f283 f284 283. f284 f285 284. f285 f286 285. f286 f287 286. f287 f288 287. f288 f289 288. f289 f290 289. f290 f291 290. f291 f292 291. f292 f293 292. f293 f294 293. f294 f295 294. f295 f296 295. f296 f297 296. f297 f298 297. f298 f299 298. f299 f300 299. f300 f301 300. f301 f302 301. f302 f303 302. f303 f304 303. f304 f305 304. f305 f306 305. f306 f307 306. f307 f308 307. f308 f309 308. f309 f310 309. f310 f311 310. f311 f312 311. f312 f313 312. f313 f314 313. f314 f315 314. f315 f316 315. f316 f317 316. f317 f318 317. f318 f319 318. f319 f320 319. f320 f321 320. f321 f322 321. f322 f323 322. f323 f324 323. f324 f325 324. f325 f326 325. f326 f327 326. f327 f328 327. f328 f329 328. f329 f330 329. f330 f331 330. f331 f332 331. f332 f333 332. f333 f334 333. f334 f335 334. f335 f336 335. f336 f337 336. f337 f338 337. f338 f339 338. f339 f340 339. f340 f341 340. f341 f342 341. f342 f343 342. f343 f344 343. f344 f345 344. f345 f346 345. f346 f347 346. f347 f348 347. f348 f349 348. f349 f350 349. f350 f351 350. f351 f352 351. f352 f353 352. f353 f354 353. f354 f355 354. f355 f356 355. f356 f357 356. f357 f358 357. f358 f359 358. f359 f360 359. f360 f361 360. f361 f362 361. f362 f363 362. f363 f364 363. f364 f365 364. f365 f366 365. f366 f367 366. f367 f368 367. f368 f369 368. f369 f370 369. f370 f371 370. f371 f372 371. f372 f373 372. f373 f374 373. f374 f375 374. f375 f376 375. f376 f377 376. f377 f378 377. f378 f379 378. f379 f380 379. f380 f381 380. f381 f382 381. f382 f383 382. f383 f384 383. f384 f385 384. f385 f386 385. f386 f387 386. f387 f388 387. f388 f389 388. f389 f390 389. f390 f391 390. f391 f392 391. f392 f393 392. f393 f394 393. f394 f395 394. f395 f396 395. f396 f397 396. f397 f398 397. f398 f399 398. f399 f400 399. f400 f401 400. f401 f402 401. f402 f403 402. f403 f404 403. f404 f405 404. f405 f406 405. f406 f407 406. f407 f408 407. f408 f409 408. f409 f410 409. f410 f411 410. f411 f412 411. f412 f413 412. f413 f414 413. f414 f415 414. f415 f416 415. f416 f417 416. f417 f418 417. f418 f419 418. f419 f420 419. f420 f421 420. f421 f422 421. f422 f423 422. f423 f424 423. f424 f425 424. f425 f426 425. f426 f427 426. f427 f428 427. f428 f429 428. f429 f430 429. f430 f431 430. f431 f432 431. f432 f433 432. f433 f434 433. f434 f435 434. f435 f436 435. f436 f437 436. f437 f438 437. f438 f439 438. f439 f440 439. f440 f441 440. f441 f442 441. f442 f443 442. f443 f444 443. f444 f445 444. f445 f446 445. f446 f447 446. f447 f448 447. f448 f449 448. f449 f450 449. f450 f451 450. f451 f452 451. f452 f453 452. f453 f454 453. f454 f455 454. f455 f456 455. f456 f457 456. f457 f458 457. f458 f459 458. f459 f460 459. f460 f461 460. f461 f462 461. f462 f463 462. f463 f464 463. f464 f465 464. f465 f466 465. f466 f467 466. f467 f468 467. f468 f469 468. f469 f470 469. f470 f471 470. f471 f472 471. f472 f473 472. f473 f474 473. f474 f475 474. f475 f476 475. f476 f477 476. f477 f478 477. f478 f479 478. f479 f480 479. f480 f481 480. f481 f482 481. f482 f483 482. f483 f484 483. f484 f485 484. f485 f486 485. f486 f487 486. f487 f488 487. f488 f489 488. f489 f490 489. f490 f491 490. f491 f492 491. f492 f493 492. f493 f494 493. f494 f495 494. f495 f496 495. f496 f497 496. f497 f498 497. f498 f499 498. f499 f500 499. f500 f501 500. f501 f502 501. f502 f503 502. f503 f504 503. f504 f505 504. f505 f506 505. f506 f507 506. f507 f508 507. f508 f509 508. f509 f510 509. f510 f511 510. f511 f512 511. f512 f513 512. f513 f514 513. f514 f515 514. f515 f516 515. f516 f517 516. f517 f518 517. f518 f519 518. f519 f520 519. f520 f521 520. f521 f522 521. f522 f523 522. f523 f524 523. f524 f525 524. f525 f526 525. f526 f527 526. f527 f528 527. f528 f529 528. f529 f530 529. f530 f531 530. f531 f532 531. f532 f533 532. f533 f534 533. f534 f535 534. f535 f536 535. f536 f537 536. f537 f538 537. f538 f539 538. f539 f540 539. f540 f541 540. f541 f542 541. f542 f543 542. f543 f544 543. f544 f545 544. f545 f546 545. f546 f547 546. f547 f548 547. f548 f549 548. f549 f550 549. f550 f551 550. f551 f552 551. f552 f553 552. f553 f554 553. f554 f555 554. f555 f556 555. f556 f557 556. f557 f558 557. f558 f559 558. f559 f560 559. f560 f561 560. f561 f562 561. f562 f563 562. f563 f564 563. f564 f565 564. f565 f566 565. f566 f567 566. f567 f568 567. f568 f569 568. f569 f570 569. f570 f571 570. f571 f572 571. f572 f573 572. f573 f574 573. f574 f575 574. f575 f576 575. f576 f577 576. f577 f578 577. f578 f579 578. f579 f580 579. f580 f581 580. f581 f582 581. f582 f583 582. f583 f584 583. f584 f585 584. f585 f586 585. f586 f587 586. f587 f588 587. f588 f589 588. f589 f590 589. f590 f591 590. f591 f592 591. f592 f593 592. f593 f594 593. f594 f595 594. f595 f596 595. f596 f597 596. f597 f598 597. f598 f599 598. f599 f600 599. f600 f601 600. f601 f602 601. f602 f603 602. f603 f604 603. f604 f605 604. f605 f606 605. f606 f607 606. f607 f608 607. f608 f609 608. f609 f610 609. f610 f611 610. f611 f612 611. f612 f613 612. f613 f614 613. f614 f615 614. f615 f616 615. f616 f617 616. f617 f618 617. f618 f619 618. f619 f620 619. f620 f621 620. f621 f622 621. f622 f623 622. f623 f624 623. f624 f625 624. f625 f626 625. f626 f627 626. f627 f628 627. f628 f629 628. f629 f630 629. f630 f631 630. f631 f632 631. f632 f633 632. f633 f634 633. f634 f635 634. f635 f636 635. f636 f637 636. f637 f638 637. f638 f639 638. f639 f640 639. f640 f641 640. f641 f642 641. f642 f643 642. f643 f644 643. f644 f645 644. f645 f646 645. f646 f647 646. f647 f648 647. f648 f649 648. f649 f650 649. f650 f651 650. f651 f652 651. f652 f653 652. f653 f654 653. f654 f655 654. f655 f656 655. f656 f657 656. f657 f658 657. f658 f659 658. f659 f660 659. f660 f661 660. f661 f662 661. f662 f663 662. f663 f664 663. f664 f665 664. f665 f666 665. f666 f667 666. f667 f668 667. f668 f669 668. f669 f670 669. f670 f671 670. f671 f672 671. f672 f673 672. f673 f674 673. f674 f675 674. f675 f676 675. f676 f677 676. f677 f678 677. f678 f679 678. f679 f680 679. f680 f681 680. f681 f682 681. f682 f683 682. f683 f684 683. f684 f685 684. f685 f686 685. f686 f687 686. f687 f688 687. f688 f689 688. f689 f690 689. f690 f691 690. f691 f692 691. f692 f693 692. f693 f694 693. f694 f695 694. f695 f696 695. f696 f697 696. f697 f698 697. f698 f699 698. f699 f700 699. f700 f701 700. f701 f702 701. f702 f703 702. f703 f704 703. f704 f705 704. f705 f706 705. f706 f707 706. f707 f708 707. f708 f709 708. f709 f710 709. f710 f711 710. f711 f712 711. f712 f713 712. f713 f714 713. f714 f715 714. f715 f716 715. f716 f717 716. f717 f718 717. f718 f719 718. f719 f720 719. f720 f721 720. f721 f722 721. f722 f723 722. f723 f724 723. f724 f725 724. f725 f726 725. f726 f727 726. f727 f728 727. f728 f729 728. f729 f730 729. f730 f731 730. f731 f732 731. f732 f733 732. f733 f734 733. f734 f735 734. f735 f736 735. f736 f737 736. f737 f738 737. f738 f739 738. f739 f740 739. f740 f741 740. f741 f742 741. f742 f743 742. f743 f744 743. f744 f745 744. f745 f746 745. f746 f747 746. f747 f748 747. f748 f749 748. f749 f750 749. f750 f751 750. f751 f752 751. f752 f753 752. f753 f754 753. f754 f755 754. f755 f756 755. f756 f757 756. f757 f758 757. f758 f759 758. f759 f760 759. f760 f761 760. f761 f762 761. f762 f763 762. f763 f764 763. f764 f765 764. f765 f766 765. f766 f767 766. f767 f768 767. f768 f769 768. f769 f770 769. f770 f771 770. f771 f772 771. f772 f773 772. f773 f774 773. f774 f775 774. f775 f776 775. f776 f777 776. f777 f778 777. f778 f779 778. f779 f780 779. f780 f781 780. f781 f782 781. f782 f783 782. f783 f784 783. f784 f785 784. f785 f786 785. f786 f787 786. f787 f788 787. f788 f789 788. f789 f790 789. f790 f791 790. f791 f792 791. f792 f793 792. f793 f794 793. f794 f795 794. f795 f796 795. f796 f797 796. f797 f798 797. f798 f799 798. f799 f800 799. f800 f801 800. f801 f802 801. f802 f803 802. f803 f804 803. f804 f805 804. f805 f806 805. f806 f807 806. f807 f808 807. f808 f809 808. f809 f810 809. f810 f811 810. f811 f812 811. f812 f813 812. f813 f814 813. f814 f815 814. f815 f816 815. f816 f817 816. f817 f818 817. f818 f819 818. f819 f820 819. f820 f821 820. f821 f822 821. f822 f823 822. f823 f824 823. f824 f825 824. f825 f826 825. f826 f827 826. f827 f828 827. f828 f829 828. f829 f830 829. f830 f831 830. f831 f832 831. f832 f833 832. f833 f834 833. f834 f835 834. f835 f836 835. f836 f837 836. f837 f838 837. f838 f839 838. f839 f840 839. f840 f841 840. f841 f842 841. f842 f843 842. f843 f844 843. f844 f845 844. f845 f846 845. f846 f847 846. f847 f848 847. f848 f849 848. f849 f850 849. f850 f851 850. f851 f852 851. f852 f853 852. f853 f854 853. f854 f855 854. f855 f856 855. f856 f857 856. f857 f858 857. f858 f859 858. f859 f860 859. f860 f861 860. f861 f862 861. f862 f863 862. f863 f864 863. f864 f865 864. f865 f866 865. f866 f867 866. f867 f868 867. f868 f869 868. f869 f870 869. f870 f871 870. f871 f872 871. f872 f873 872. f873 f874 873. f874 f875 874. f875 f876 875. f876 f877 876. f877 f878 877. f878 f879 878. f879 f880 879. f880 f881 880. f881 f882 881. f882 f883 882. f883 f884 883. f884 f885 884. f885 f886 885. f886 f887 886. f887 f888 887. f888 f889 888. f889 f890 889. f890 f891 890. f891 f892 891. f892 f893 892. f893 f894 893. f894 f895 894. f895 f896 895. f896 f897 896. f897 f898 897. f898 f899 898. f899 f900 899. f900 f901 900. f901 f902 901. f902 f903 902. f903 f904 903. f904 f905 904. f905 f906 905. f906 f907 906. f907 f908 907. f908 f909 908. f909 f910 909. f910 f911 910. f911 f912 911. f912 f913 912. f913 f914 913. f914 f915 914. f915 f916 915. f916 f917 916. f917 f918 917. f918 f919 918. f919 f920 919. f920 f921 920. f921 f922 921. f922 f923 922. f923 f924 923. f924 f925 924. f925 f926 925. f926 f927 926. f927 f928 927. f928 f929 928. f929 f930 929. f930 f931 930. f931 f932 931. f932 f933 932. f933 f934 933. f934 f935 934. f935 f936 935. f936 f937 936. f937 f938 937. f938 f939 938. f939 f940 939. f940 f941 940. f941 f942 941. f942 f943 942. f943 f944 943. f944 f945 944. f945 f946 945. f946 f947 946. f947 f948 947. f948 f949 948. f949 f950 949. f950 f951 950. f951 f9

AFFAIRES

La décision de Peugeot de réexaminer son projet de création d'une usine à Beuvillers provoque de vifs remous en Lorraine

De notre correspondant

Epinal. — L'information publiée jeudi par le Républiqueain lorrain selon laquelle Peugeot S.A. aurait décidé d'abandonner son projet de création d'une usine à Beuvillers (deux mille emplois), bien que partiellement démentie par le groupe automobile, a provoqué de vifs remous en Lorraine (voir page 25).

La décision de Peugeot, prise jeudi à la préfecture de la région Lorraine, a été accueillie avec une certaine surprise par la population. « Je ne m'attendais pas à ce que Peugeot décide d'abandonner son projet », a déclaré M. Bréas, président du conseil régional. « C'est une décision qui n'est pas technique, elle est politique », a-t-il ajouté. M. Bréas a souligné que la décision de Peugeot était une question de confiance. « Si Peugeot ne croit pas en la région, pourquoi créer une usine ? », a-t-il demandé. M. Bréas a également souligné que la décision de Peugeot était une question de confiance. « Si Peugeot ne croit pas en la région, pourquoi créer une usine ? », a-t-il demandé.

M. Bréas a souligné que la décision de Peugeot était une question de confiance. « Si Peugeot ne croit pas en la région, pourquoi créer une usine ? », a-t-il demandé. M. Bréas a également souligné que la décision de Peugeot était une question de confiance. « Si Peugeot ne croit pas en la région, pourquoi créer une usine ? », a-t-il demandé.

La décision de Peugeot a également provoqué de vifs remous en Lorraine. « C'est une décision qui n'est pas technique, elle est politique », a-t-il ajouté. M. Bréas a souligné que la décision de Peugeot était une question de confiance. « Si Peugeot ne croit pas en la région, pourquoi créer une usine ? », a-t-il demandé.

M. Bréas a souligné que la décision de Peugeot était une question de confiance. « Si Peugeot ne croit pas en la région, pourquoi créer une usine ? », a-t-il demandé. M. Bréas a également souligné que la décision de Peugeot était une question de confiance. « Si Peugeot ne croit pas en la région, pourquoi créer une usine ? », a-t-il demandé.

Les Vosges seraient peu touchées par les suppressions d'emplois d'Agache-Willot

Un accord est intervenu entre le groupe Agache-Willot et les créanciers de la chaîne américaine Korvette. Le groupe français a versé, mercredi 3 septembre, 10 millions de dollars. Il effectuera deux autres paiements de 10 millions de dollars chacun les 15 octobre et 15 novembre, le solde de la dette (10 millions de dollars) étant versé le 2 janvier 1981.

La chaîne américaine de grande distribution Korvette a été rachetée par le groupe Agache-Willot. Le groupe français a versé, mercredi 3 septembre, 10 millions de dollars. Il effectuera deux autres paiements de 10 millions de dollars chacun les 15 octobre et 15 novembre, le solde de la dette (10 millions de dollars) étant versé le 2 janvier 1981.

De notre correspondant

Epinal. — Les Vosges seraient peu touchées par les suppressions d'emplois d'Agache-Willot. M. Bréas, président du conseil régional, a souligné que la décision de Peugeot était une question de confiance. « Si Peugeot ne croit pas en la région, pourquoi créer une usine ? », a-t-il demandé.

Quatrième constructeur américain de camions

WHITE MOTOR DEMANDE A BÉNÉFICIER D'UN CONCORDAT

White Motor Corp., quatrième constructeur américain de camions, a demandé à bénéficier d'un concordat. L'Agence France Presse a bénéficié de la loi sur les faillites, qui équivaut à une demande de concordat. Aux termes de la loi, la White Motor Corp. doit déposer un plan de redressement.

White Motor Corp. a demandé à bénéficier d'un concordat. L'Agence France Presse a bénéficié de la loi sur les faillites, qui équivaut à une demande de concordat. Aux termes de la loi, la White Motor Corp. doit déposer un plan de redressement.

White Motor Corp. a demandé à bénéficier d'un concordat. L'Agence France Presse a bénéficié de la loi sur les faillites, qui équivaut à une demande de concordat. Aux termes de la loi, la White Motor Corp. doit déposer un plan de redressement.

Manufrance : M. Sanguedolce demande une entrevue avec le président de la République

Un demi-millier de travailleurs de Manufrance ont manifesté jeudi 5 septembre à Paris. Pendant la manifestation, M. Sanguedolce a déclaré : « La C.G.T. est persuadée que vous pouvez l'emporter [...] Tant que l'État gouvernera, nous n'est pas résolu. Il est urgent de palier la perte de vue sur le sort de Manufrance. En raison de cette urgence nous avons adressé un télégramme au premier ministre. »

Ce même jour une délégation syndicale a été reçue au ministère de l'Industrie. À l'issue de deux heures d'entretien, M. Paul Marchetti, secrétaire général de la Fédération C.G.O. de la métallurgie, a déclaré : « Nous sortons avec les mains vides, qu'en entrant. »

Le deuxième combat de M. Mestries

Quatre jours, M. René Mestries a tenté de convaincre les membres de la nouvelle Manufrance, mais il n'a pas réussi. L'un des administrateurs, après en avoir été un autre, a déclaré : « La perspective d'un grand succès est en train de se perdre. »

Situation délicate, celle-ci est le résultat d'un conseil d'administration réduit à sept membres. M. Mestries a déclaré : « On ne peut pas continuer ainsi. »

Un ingénieur-conseil, M. Mestries a déclaré : « On ne peut pas continuer ainsi. »

ÉNERGIE

L'A.I.E. souhaite un quintuplement de la production d'énergie nucléaire d'ici à l'an 2000

Londres (A.F.P.) — Un quintuplement de la puissance nucléaire dans les pays occidentaux est indispensable d'ici à l'an 2000 pour réduire le recours au pétrole dans la balance énergétique, a déclaré le mercredi 3 septembre, le directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.).

L'A.I.E. prévoit que les États-Unis quadrupleront d'ici à l'an 2000 leur capacité de production d'électricité nucléaire de 50 gigawatts en 1979 à 2000.

Bruxelles s'efforce de persuader les sidérurgistes italiens de réduire leur production

La Commission de la C.E.E. s'efforce de persuader les sidérurgistes italiens de réduire leur production, après avoir par la voix de M. Davignon, commissaire chargé de l'industrie, recommandé une diminution de 13 % de la production d'acier communautaire pour le quatrième trimestre de 1980. Cette diminution s'inscrit dans le cadre du programme de réduction volontaire, élaboré le 26 juillet dernier par la Commission et l'organisation patronale des sidérurgistes européens, qui prévoyait une contraction de la production volontaire de 10 % pour le quatrième trimestre de 1980.

La plus grande sévérité de ce programme pour les trois derniers mois de l'année en cours est due à la diminution de la consommation d'acier dans l'Europe des Vingt et, surtout, à une chute des exportations, qui pourrait atteindre 30 % au dernier trimestre en raison des incertitudes affectant le marché américain.

Dans ces conditions, la Commission a décidé de fixer comme objectif la production, pour ce quatrième trimestre, de 31 millions de tonnes d'acier au lieu des 35,7 millions de tonnes au cours de la période correspondante de 1979. Les sidérurgistes italiens, ramenés ainsi de 6,39 millions de tonnes à 5,55 millions de tonnes, se refusent, jusqu'à présent, à accepter cette réduction. A Rome, les dirigeants d'Italsteel, le principal producteur de la péninsule, ont déclaré jeudi à l'A.F.P. que les propositions de la Commission « ne correspondent pas aux réalités de la production italienne » : en effet, les coûts de production sont les plus élevés par la Commission, le dernier trimestre 1979), affectés par des grèves qui avaient ralenti la production.

Le climat social régnant en Italie, et surtout, par ailleurs, dans les autres pays de la zone, ne propice à une telle opération. Au siège de l'Industrie, maison mère d'Italsteel, on souligne que la Commission n'a fait que des « propositions » pour le quatrième trimestre 1979), affectés par des grèves qui avaient ralenti la production.

LE GROUPE JAPONAIS FUJITSU VA CONSTRUIRE UNE USINE EN IRLANDE

L'industrie électronique japonaise multiplie ses investissements en Grande-Bretagne et en Irlande pour profiter des avantages du marché européen.

HAUSSE DE L'OR

Reprise du dollar

L'événement du jour, le 5 septembre, a été la hausse soudaine de l'or, qui est passé subitement de 325 dollars à 328 dollars.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ ou -	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$ E.-U.	4,1440	+ 18 + 40	+ 5 + 25	+ 12 + 40
£ S.T.	2,5620	+ 28 + 28	+ 5 + 110	+ 140 + 140
Yen (100)	238	+ 20	+ 10	+ 1
DM	2,2240	+ 32 + 32	+ 100 + 100	+ 200 + 210
Florin	2,1250	+ 5 + 5	+ 20 + 20	+ 100 + 100
F.S. (100)	14,4350	+ 110 + 110	+ 245 + 45	+ 580 + 220
F.S. (100)	2,5320	+ 110 + 140	+ 245 + 250	+ 580 + 110
£ (100)	4,8220	+ 400	+ 370	+ 300
£ (100)	10,6720	+ 400	+ 370	+ 300

TAUX DES EURO-MONNAIES

	8/1/76	9/1/76	8/7/76	9/7/76	8/1/76	9/1/76	8/7/76	9/7/76
\$ E.-U.	10	10 1/8	10 3/4	10 7/8	11 1/4	11 3/8	11 3/4	11 7/8
£ S.T.	10	10 1/8	10 3/4	10 7/8	11 1/4	11 3/8	11 3/4	11 7/8
F.S. (100)	9	10 1/8	10 3/4	10 7/8	11 1/4	11 3/8	11 3/4	11 7/8
F.S. (100)	3	3 1/2	3 3/4	3 7/8	4 1/4	4 3/8	4 3/4	4 7/8
£ (100)	11	11 1/8	11 3/4	11 7/8	12 1/4	12 3/8	12 3/4	12 7/8
F.S. (100)	11	11 1/8	11 3/4	11 7/8	12 1/4	12 3/8	12 3/4	12 7/8

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

le reveil

مكتبة الأمل

AFFAIRES

Le réveil des mammoths

(Suite de la première page.)

Assiste-t-on aujourd'hui à un phénomène de même nature ? Non. L'investissement économique a profondément changé. L'ère de la croissance ininterrompue est terminée et, semble-t-il, pour longtemps. Les dirigeants des grands groupes se sont trouvés, parfois, radicalement modifiés.

Un quel quelconque au bureau ? De racheter, de fusionner : bref, de grossir. « Mieux vaut attendre que passer », telle est la devise de cette époque, telle est ce qui se pro-

duit se passer, en somme, rappelle un banquier. Un peu vite dit, mais globalement vrai. Qui ne se souvient du mépris qu'affichaient à l'époque les dirigeants français pour leurs collègues étrangers, qualifiés d'épiciers ? On sait ce qu'il en est advenu.

Aujourd'hui, il n'est plus question de produire que de vendre. On coupe les branches mortes ou malades, d'occuper un créneau rentable ou d'attendre la taille critique pour faire bonne figure sur un marché qui s'est mondialisé comme la concurrence.

Révolution culturelle

« Il ne faut pas vous y tromper, il y a une véritable révolution culturelle qui est en train de se faire », déclare l'un des deux hommes les plus conditionnés, peut-être, la prise de conscience, ce fut l'année 1975, année terrible qui vit les profits s'effondrer quand ils ne se transformèrent pas en gigantesques pertes : 875 millions de francs pour Rhône-Poulenc, dont les exercices n'avaient jamais été déficitaires !

Il y eut de l'incertitude, mais aussi, il y eut d'un coup que la situation financière des entreprises était précaire, leurs liquidités propres insuffisantes, leur endettement excessif, leurs profits réduits. L'analyse des causes n'était guère plus réjouissante. Les entreprises, structurellement déficitaires, encadraient parfois insuffisamment la prospérité avait masqué toutes ces réalités. Tant il est vrai que l'on compensait généralement les pertes de certains secteurs par les gains d'autres départements.

« Cette situation a provoqué, dans un premier temps, un effet de stupeur et de paralysie », dit le patron d'un grand groupe. Paralysie aggravée par la proximité des élections législatives du printemps 1978. Pourtant, il fallait bien faire le ménage et s'interroger sur les conséquences de ce changement brutal.

C'est donc dans ce temps difficiles que l'on commence à élaborer des stratégies que l'on peut schématiquement classer en deux catégories : restructuration ou redéploiement interne ; expansion ou redéploiement externe.

● La démarche adoptée par M. Jean Gandoa, l'actuel P.-D.G.

de Rhône-Poulenc, illustre parfaitement la première catégorie. Lorsqu'il entre dans le groupe, Jean Gandoa trouve un ensemble disparate où coexistent des sociétés de pointe promises à un rapide développement (pharmacie, chimie fine, l'aviation, etc.) et des sociétés plus traditionnelles, voire même déficientes. C'est le cas de certaines filières synthétiques. Il faut trancher. Dès la fin 1979, il présente un plan de relance des activités textiles étalé sur cinq ans, et trois ans plus tard, il cède à Elf-Aquitaine sa chimie de base. Opération doublement profitable puisqu'elle lui permet de se débarrasser d'une activité dont la rentabilité est faible, et de récupérer l'argent qu'il pourra consacrer au développement des secteurs les plus prometteurs.

Cette stratégie de redéploiement interne est également mise en œuvre par Jean-François Dubouat, le P.-D.G. de Saint-Gobain. Depuis lorsqu'il lui connaît, en septembre 1979, sa décision de vendre au groupe britannique Pilkington tous les actifs européens de sa branche verre plat. Là encore, il s'agit de céder dans de bonnes conditions financières un secteur exigeant de lourds investissements et de rentabilité médiocre, pour se « recentrer » sur un secteur prometteur, celui de l'alimentation, développé par la suite à coups d'achats de firmes, dont les sociétés alimentaires de la Générale Occidentale de M. Jimmy Goldsmith, soucieux, lui, de se débarrasser d'une activité devenue marginale pour axer sa croissance sur son point fort : la distribution.

Trésors de guerre

● Cette stratégie de redéploiement interne ne pouvait cependant être mise en œuvre que par les groupes qui étaient déjà présents dans des secteurs porteurs. Les autres devaient-ils se limiter à une stratégie défensive consistant en fait à gérer au mieux des activités en croissance moyenne, sinon en déclin ? Non, bien sûr. Qu'ils soient convaincus de l'importance des échanges, ou qu'ils s'y résignent, les nouveaux managers et jeunes haute fonctionnaires formés aux mêmes écoles pensent alors que le salut passerait par un redéploiement externe, sectoriel et géographique.

Le plan général fixé, encore fallait-il que les opérations politiques, et surtout financières, soient à la hauteur de la tâche. Les élections législatives de mars 1978 ont été décisives.

La gauche s'enlise, l'argent réapparaît et l'on va en profiter. Les augmentations de capital se multiplient.

La C.G.E. ouvre le bal au début de l'été 1979 : 200 millions de francs levés dans une opération. Elle sera suivie par la C.F.P. (350 millions), Saint-Gobain-Pont-A-Mousson (600 millions), Lafarge (200 millions), L'Oréal (400 millions), Parafin (200 millions), Thomson-CSF (200 millions), la Lyonnaise des Eaux (100 millions). Le 1.6 milliard de francs en 1979 et 2.7 milliards en 1977, le volume des émissions d'actions par appel public à l'épargne atteint 5.3 milliards en 1979 (en six mois) et 4.8 milliards en 1978. En dix-huit mois, ce sont 10 milliards de francs qui entrent ainsi dans les caisses des quinze principaux groupes français.

La reprise du marché financier qui anticipe sur les « retombées » bénéfiques pour les entreprises de la libération des prix offre un autre avantage : elle permet de payer des acquisitions des sociétés avec des titres. La société Matra, dont le cours de l'action est multiplié par sept en quelques mois ne se fera pas faute d'utiliser ce moyen pour acquérir bon nombre d'entreprises sans bourse décer.

Se constituent ainsi des trésors de guerre que l'on va compléter par « l'éclatement des petites bourses », pour reprendre l'expression d'un industriel. Saint-Gobain-Pont-A-Mousson vend la Pharmacie Phénix, Davy, et ses activités dans les réfractaires ; Lafarge vend son département emballage ; Saint-Gobain vend sa C.I.O. et son département électrique au groupe F.A.S.-Arcofin. La liste n'est pas exhaustive.

Disposant de munitions, on peut passer à l'offensive. C'est ce que fait vite, le redéploiement interne la plus souvent par le rachat d'entreprises qui, lorsqu'elles sont étrangères, permettent de faire d'une pierre deux coups. Saint-Gobain-Pont-A-Mousson va spectaculairement acheter avec des actions.

Le groupe présidé depuis juin dernier par M. Roger Fournier, les possède, pour reprendre une expression qu'il aime utiliser, « une belle réserve de munitions ». Il lance un appel de souscription à ce sera l'électronique. Après avoir lancé dans la distribution de composants avec les Américains, le groupe, coup sur coup, entre en force dans le capital de C.I.L.-Honeywell-Bull, aux lieu et place de la C.I.E. et acquiert 20 % du capital de « Bull » lui-même en le bureau Olivetti. Bull notable, les banques, surtout de leur réserve, sans attendre la fin de l'opération. Pour Saint-Gobain-Pont-A-Mousson, c'est un coup dans l'inconnu qui attire, un trésor d'un autre type.

Le cas de Matra est quelque peu différent. Le groupe possède déjà quelques chevaux de course. Il ne s'agit pour lui que de renforcer son point fort, la fibre optique, mais d'autres créneaux, en multipliant les achats — Jaeger, Solex, De Paep, etc. — afin de renforcer la présence du groupe sur les marchés prometteurs de l'électronique, la télématique.

Passe un moment de repos, le C.G.E. à son tour va entrer dans la danse. En premier

lieu, elle achète Rhône-Poulenc à Brice, ce qui lui permet de constituer dans les travaux publics un ensemble de taille considérable. Elle se tourne vers la téléphonie, les télécommunications, le secteur contrôlé par M. Armand Brice va, lui aussi, d'acheter la bureaucratie en rachetant la firme Saurin-Roma, et, enfin, avec une grande prudence, l'acquisition d'un tiers de campagne aux États-Unis. Il est vrai que dans ces secteurs, la « main d'œuvre » outre-Atlantique est à 200 millions de dollars pour acquérir une entreprise ayant pignon sur rue.

Le redéploiement géographique vers les États-Unis, l'élément le plus spectaculaire de la stratégie de M. Brice, dans la mesure du poids lourd, se trouve dans l'automobile. Pour la Régie, l'élément clé est : l'acquisition d'un tiers de la présence aux États-Unis dans l'automobile par l'acquisition d'un tiers de la distribution qui sera acquise par le groupe. Pour ce dernier, l'acquisition de quelque peu d'activités du groupe Chrysler pour, lui aussi, renforcer la taille critique sur le marché américain.

Elf-Aquitaine n'aura pas le même aspect. Après avoir renforcé son département pharmacie et chimie de base, le groupe d'État se verra, en effet, interdire par le gouvernement ce qui était son « cœur de l'année » : le rachat, pour 15 milliards de francs, de Kerr-McGee.

S'en remettre aux géants

Un autre aspect, et non le moindre, de ce redéploiement géographique, c'est le développement ou l'importation d'implantations industrielles à l'étranger. Ce n'est pas pour rien que les coûts de main-d'œuvre ne pour être en mesure de constituer une part significative du marché local. Là encore, les exemples abondent. Lafarge au Brésil, Michelin aux États-Unis, Elf-Aquitaine au Brésil et en Corée du Sud, Thomson-Randall à Singapour, etc., etc.

Les plans de cette politique de redistribution des richesses à l'étranger, on peut faire un bilan : les moyens et les objectifs ont changé. Par la mesure on mesure l'impact inconnu. On est en fait en fait la psychologie de la profession de chef d'entreprise. Aujourd'hui, c'est le cash flow qui compte, et non la stratégie à long terme. La stratégie financière n'est plus la stratégie financière. Les entreprises ne sont plus des entreprises à long terme, elles sont des entreprises à court terme. Les entreprises technologiques dans le choix des nouveaux modèles ont été plus rapides que les autres. Les dirigeants des grands groupes français sont, avec quelque retard, aux commandes de la course aux nouvelles technologies américaines, et surtout japonaises : la fibre électronique, l'énergie, la bio-industrie et l'agro-alimentaire sont les secteurs porteurs des vingt années à venir.

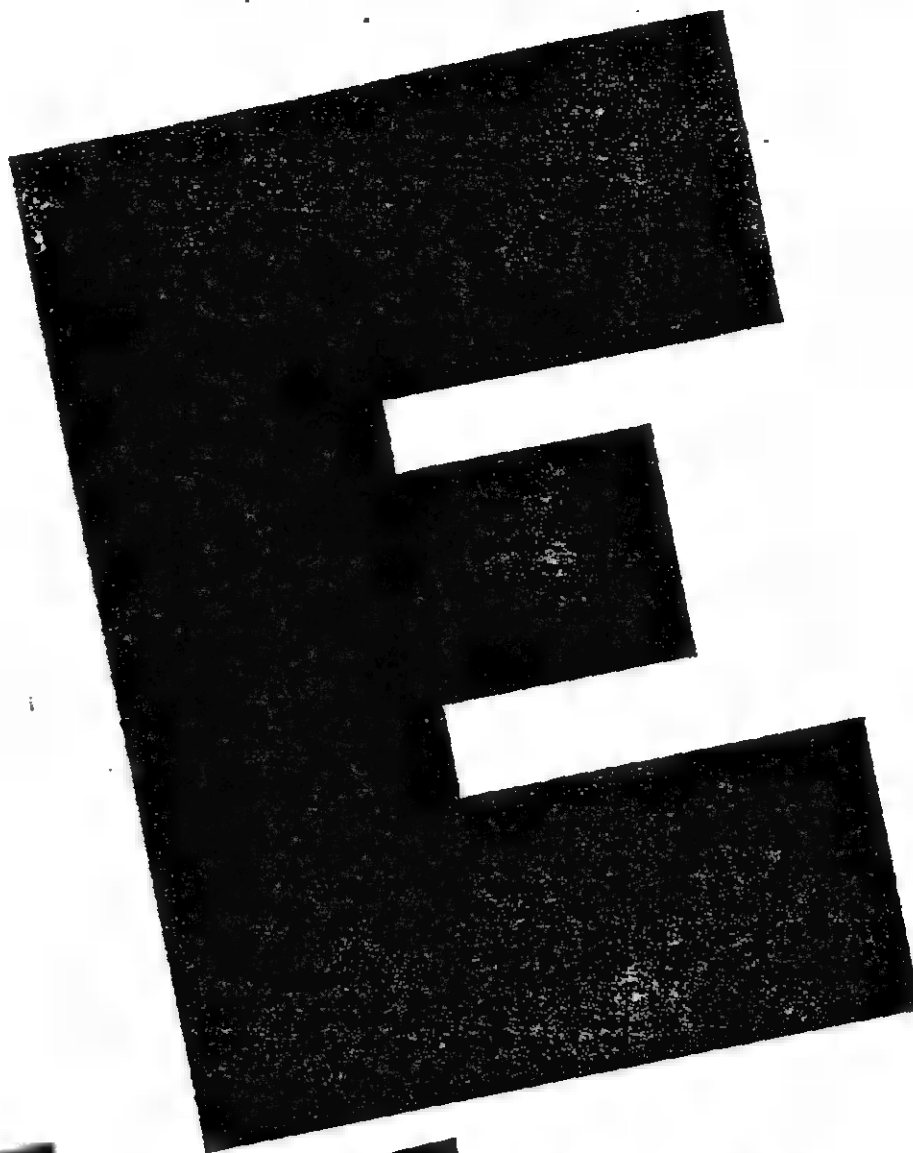
Comment les groupes digèrent-ils ce profond bouleversement ? Transmettent-ils les hommes à même de les gérer ?

Il faut adapter la structure d'organisation. On peut d'ailleurs plus d'interroger : quelques-uns de ces grands groupes ont innové de nouvelles méthodes. L'innovation est grande et la machine technologique indispensable. Les entreprises éprouvées par le groupe Thomson pour digérer ses acquisitions « technologiques » prouvent, en effet, besoin, qu'il ne s'agit pas d'un aspect négligeable.

Doit-on pour autant regarder dans le passé ? Non sans doute. Financièrement, industriellement, la plupart des grands groupes français apparaissent mieux armés qu'au lendemain du choc pétrolier de 1973. C'est une bonne chose. Reste que ces groupes industriels obéissent à leur logique et que la France n'est pas les Pays-Bas. Elle ne peut pas confier totalement toute sa stratégie industrielle à des géants multinationaux, et les critères ne correspondent pas nécessairement aux impératifs de la communauté nationale. Disposer de grands groupes performants est une condition nécessaire pour tenir la tête dans la guerre économique. Elle n'est pas suffisante.

PHILIPPE LALAIDE
JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

A partir du 5 septembre 80 commence chez Citroën LA GRANDE ANNÉE "E"



E comme Economie

L'Economie, tout le monde en parle... chez Citroën, on agit...

Oui, cette année à partir du 5 septembre 80 chez Citroën, tous les nouveaux modèles ont été étudiés pour économiser le carburant : modification des boîtes de vitesses (Visa II - GSA Spécial - CX 2400) nouveau réglage des carburateurs moteurs plus sobres amélioration de l'aérodynamisme, etc.

E comme Economètre

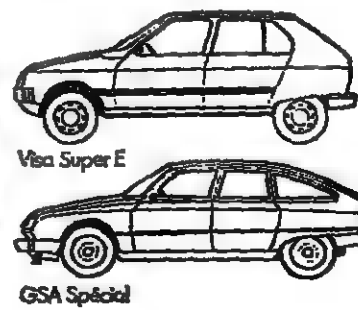
Mieux encore, certains modèles de la gamme 81 sont équipés d'un économètre, nouvel indicateur lumineux qui permet de mieux choisir son régime, donc de conduire à l'économie.

E comme Ecoplan

Écoplan, c'est le célèbre plan de location longue durée Citroën qui vous permet de partir au volant d'une Citroën neuve en utilisant l'une des nombreuses formules proposées, et même de partir sans payer.*

E comme Essai

A partir du 5 septembre 80, rendez-vous chez tous les Concessionnaires Citroën. Les modèles 81 vous attendent : 2 CV 6, Dyane, LNA, Visa, nouvelle Visa Super E, GSA, nouvelle GSA Spécial, CX essence et Diesel. Vous pouvez les essayer, elles sont là pour ça.



CITROËN

CITROËN et TOTAL

CITROËN

M. Edmond Maire a été très applaudi, sur lors des passages sur les femmes, les jeunes et la Pologne. Certes, les vieux militants, aux prises sur le terrain des idées de la C.G.T., acceptent sans broncher, avec un brin de déception, le réquisitoire de leur dirigeant. Mais les jeunes, désorientés avant tout à l'égard du mouvement ouvrier, ont eu l'impression de comprendre cette déclaration de guerre syndicale. Comment vont-ils, demain, engager la lutte ? Comment anticiper-ils, à travers les événements réels, mais toujours trileux de la base ?

A la crise économique, à la crise de la gauche, s'ajoute désormais la crise des idées, des relations entre les deux grands centres.

distingue [] Pierre-
de Serbie, []
« [] sur le plein
[] pétrolier », le patronat.
ces conditions, [] contingen-
concorne, détierré,
ment, [] qui le
la prise en position, le
cogétista »

[] res et la rationalisation du travail
manuel, l'organisation patronale indi-
que que « en grande mesure », s'est-
pour elle, l'emploi des jeunes, les
cadres.

[] variants peut cependant
autonise : une autono-
re spécifiques dans le placement
des salariés. La C.G.C. de M. Menu,
qui n'a plus grand-chose à commun-
quer avec M. de Charpentier, ne
menace-t-elle pas présenter une
accidenter élections présiden-
tielles, [] de plain-pied
dans la politique politoiennne ?
[] son attitude, la C.F.D.T.

Une lettre de la [redacted] a mis fin, jeudi 8 septembre, dans la soirée, à la courte [redacted] du siège des Communistes à Paris par les mineurs C.G.T. L'évacuation a eu lieu dans un climat relativement calme.

Une centaine de [redacted] de [redacted]

... du bois d'œuvre, dans le
Gard, en avril de l'année
prochaine, jeudi matin, au
parc des Charbonnages de France
à Paris, sous la présidence de
M. L. Buisson, président, on a
ouvert la séance à l'honneur de
l'œuvre. Les délégués de la fédération
C.G.T. du sous-sol ont été
reçus, le matin, M. Nègre, directeur
général des mines, a prononcé
à l'occasion de la séance
« l'allocution que nous vous
adressons ». L'objectif est clair, attirer
l'attention générale, et en même
temps, les mineurs du sous-sol
qui travaillent les colonnes des
locomotives. La conférence de
presse donnée par M. Dufrenoy,
secrétaire général de la Fédération
du sous-sol C.G.T., a été l'oc-
casion sur laquelle on a pu jeter
un peu de lumière sur la situa-
tion dans le sous-sol. Le conféren-
cier a bien dit bien préciser.

Voilà dans la première confé-
rence du gouvernement qui est en
cause, celle qui consiste à réduire la
production de 25 à 32 millions de tonnes
en 1937 et à 32 millions de tonnes
en 1938. On a vu que les importations de
charbon par la France sont de 10 millions
chaque par rapport à 12 millions de
France par exemple. M. Dufrenoy a dit
que la consommation gouvernementale
était : pourquoi importer 20 millions
de tonnes de charbon ? On a vu que
le charbon allemand coûte 100 francs
plus que le charbon français, et que
l'Allemagne paie 10 francs de plus
par tonne de charbon que la France.
M. Dufrenoy a dit que les nations
étrangères ne paient pas de taxes
sur le fait payer le prix aux contri-
buables.

● **M. Jacques Ragot** sera élu nommé prochainement président des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais. — M. Ragot, directeur général des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, a été, depuis le 1^{er} janvier 1917, vice-président désigné par le conseil d'administration des Charbonnages de France pour représenter les Houillères du Nord et du Pas-de-Calais. M. Delmon, qui avait conservé celle-ci à titre provisoire depuis l'armistice, en l'année 1918, a été nommé comme président des Charbonnages de France. Agré de cinquante-neuf ans, M. Ragot est supérieur élève de l'Ecole nationale des mines de Paris. D'abord à toute sa carrière aux Houillères du Nord et du Pas-de-Calais.

**« LA VIOLENTE ATTAQUE » DE M. EDMOND MAH
« CONFINE AU DÉLIRE »
estime la centrale de M. Ségué**

« Le C.G.T. a toujours considéré le débat d'idées, elle n'est pas a priori la polémique. Elle a toujours eu une attitude constructive. Mais nous provoquons comme un piège antisyndical dans lequel nous ne tombons pas, alors que nous sommes le parti principal du C.G.T. publié très rapidement, jeudi 4 septembre, après le discours de M. Maire. »

« Dans ce discours, qu'il est de nature à encourager, M. Maire a malicieusement désigné le principal adversaire du C.G.T. : le P.S.U. »

« On peut légitimement se poser la question : jusqu'où peut aller la violence verbale ? »

PRÉFECTURE DE LA SAYOIE

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Aménagement de Super BISSORTE

[illegible]

**LA CAISSE AUTONOME
NATIONALE DE LA SÉCURITÉ
SOCIALE DANS LES MINES**

recrute par concours (clôture des inscriptions: 75.10.1980)

**un attaché
d'administration
analyste**

— âge : 35 ans ou plus
— diplômes : licence, DUT ou équivalence
— traitement de début : ■■■ ■■■■
— primes ■■■ 000F environ — avantages sociaux
— horaire hebdomadaire : ■■ heures ■■ cinq jours.

Pour ■■■ renseignements, s'adresser à la C.A.N.S.S.M.
Service du Personnel - 77, ■■■ de Ségur
75730 ■■■ CEDEX 15 - Tél. : 567.55.92 poste 737.

SUPER EQUIPÉE



- Radio.
- Moquette.
- Sièges inclinables.
- Bandes latérales exclusives.
- 5 CV - Essence ordinaire.
- Traction avant.
- Suspension confort.

SANS SUPPLÉMENT
27.300^F
Série limitée.

Légendaire robustesse et sécurité.



FORD FIESTA FESTIVAL

Ford Fiesta 5, 6, 7 CV modèles 81, à partir de 25.950 F* *Prix clés en main ou 1-8-80.



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
5 SEPTEMBRE

Repli

Après quatre séances consécutives de hausse, les valeurs françaises se sont repliées vendredi. L'indicateur de tendance terminait à -0,80 %.

Le marché de Paris, proche de son plus haut niveau de l'année, a éprouvé le besoin de souffler un peu. Ce qui explique en partie les replis prisés de détente constatés cette veille de week-end.

La baisse brutale de Wall Street a, par ailleurs, rappelé les investisseurs la situation économique mondiale, toujours plus incertaine et que les marchés financiers américains restaient sous la menace.

Aux études, on note le tassement des cotations (-0,59 %) sur laquelle les échanges ont particulièrement étoffés. Esso, en renouveau, gagne du terrain (+1 %).

La Générale de Fonderie (+3,59 %) continue d'être très recherchée. Parmi les hausses importantes, on note aussi U.I.S. (+3,71 %), Kléber (+2,80 %), Prieur (+2,48 %), Lafarge (+1,78 %), Sika (+1,75 %). Radiotechnique et Racom cessent leur plus haut de l'année.

Au chapitre baisses, on relève Somme-Allibert (-1,40 %), Prénatal (-1,60 %), les automobiles Peugeot-Citroën (-2,54 %), Michelin (-1,50 %).

Aux étrangères, Norsk-Hydro, dont les bénéfices ont quadruplé, progresse +1,66 %.

Sur un marché de l'or plus actif (10 millions de francs cédés), l'or gagne 1 940 francs (36 940 francs). Quant au dollar, il perd 0,50 franc (777 francs).

INDICES QUOTIDIENS
(COTER, base 100 : 29 déc. 1979)

Valeur française	111,1
Valeur étrangère	113,9
Indice des Agences de Change	113,9
Indice général	111,3

LONDRES

HAUSSE DES FOND D'ÉTAT

Stimulée par la fermeté du sterling, les fonds d'Etat pourvoyant tous les compartiments, à l'exception des valeurs industrielles, sont en hausse. Les pétroles russes disposent après l'annonce par le P.C.U. de nouvelles réserves de pétrole. Nouvelle progression des mines d'or.

VALEURS	CLOTURE	4/9	5/9
British Petroleum	149	150	
Esso	348	354	
Shell	12	13	
British Gas	352	354	
British Telecom	488	493	
British Airways	126	128	
British Airways	126	128	
British Airways	126	128	
British Airways	126	128	

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

ROBERTSON. Pour le premier semestre 1980, le chiffre d'affaires de Robertson a progressé de 10,5 %. Quant au bénéfice avant impôts, il est en hausse de plus de 15 %. Le groupe a également réalisé un bon résultat d'exploitation de 10,5 %.

Le volume des ventes n'a pas progressé au premier semestre 1980 de 3 %.

ROBERTSON. Le conseil d'administration a décidé une augmentation de capital de 10 %.

Le conseil d'administration a également décidé une augmentation de capital de 10 %.

NEW-YORK

Repli

Après un début de séance très soutenu, le marché s'est replié. Les valeurs industrielles ont été particulièrement touchées. Les pétroles russes ont progressé. Les mines d'or ont progressé.

Le volume des ventes n'a pas progressé au premier semestre 1980 de 3 %.

ROBERTSON. Le conseil d'administration a décidé une augmentation de capital de 10 %.

Le conseil d'administration a également décidé une augmentation de capital de 10 %.

VALEURS	COURS	4/9	5/9
Alcoa	88 3/8	88 1/2	
Amstar	56 1/2	56 1/2	
Boeing	44 1/2	44 1/2	
Chrysler	44 1/2	44 1/2	
Eastman Kodak	72 1/2	71 3/4	
Exxon	88 1/2	88 1/2	
General Electric	117 1/2	117 1/2	
General Motors	54 1/2	54 1/2	
IBM	184 1/2	184 1/2	
Johnson & Johnson	81 1/2	81 1/2	
McDonald's	31 1/2	31 1/2	
Merck & Co.	28 1/2	28 1/2	
Motorola	14 1/2	14 1/2	
Procter & Gamble	48 1/2	48 1/2	
Rockwell International	117 1/2	117 1/2	
Schlumberger	18 1/2	18 1/2	
Spacelabs	31 1/2	31 1/2	
Texas Instruments	48 1/2	48 1/2	
United Technologies	48 1/2	48 1/2	
Westinghouse	31 1/2	31 1/2	
Xerox	81 1/2	81 1/2	

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar = 217,00

BOURSE DE PARIS - 5 SEPTEMBRE - COMPTANT

VALEURS	% de la cote	VALEURS	% de la cote	VALEURS	% de la cote	VALEURS	% de la cote
Alcoa	28,40	Alcoa	28,40	Alcoa	28,40	Alcoa	28,40
Amstar	44,10	Amstar	44,10	Amstar	44,10	Amstar	44,10
Boeing	44,10	Boeing	44,10	Boeing	44,10	Boeing	44,10
Chrysler	44,10	Chrysler	44,10	Chrysler	44,10	Chrysler	44,10
Eastman Kodak	72,10	Eastman Kodak	72,10	Eastman Kodak	72,10	Eastman Kodak	72,10
Exxon	88,10	Exxon	88,10	Exxon	88,10	Exxon	88,10
General Electric	117,10	General Electric	117,10	General Electric	117,10	General Electric	117,10
General Motors	54,10	General Motors	54,10	General Motors	54,10	General Motors	54,10
IBM	184,10	IBM	184,10	IBM	184,10	IBM	184,10
Johnson & Johnson	81,10	Johnson & Johnson	81,10	Johnson & Johnson	81,10	Johnson & Johnson	81,10
McDonald's	31,10	McDonald's	31,10	McDonald's	31,10	McDonald's	31,10
Merck & Co.	28,10	Merck & Co.	28,10	Merck & Co.	28,10	Merck & Co.	28,10
Motorola	14,10	Motorola	14,10	Motorola	14,10	Motorola	14,10
Procter & Gamble	48,10	Procter & Gamble	48,10	Procter & Gamble	48,10	Procter & Gamble	48,10
Rockwell International	117,10	Rockwell International	117,10	Rockwell International	117,10	Rockwell International	117,10
Schlumberger	18,10	Schlumberger	18,10	Schlumberger	18,10	Schlumberger	18,10
Spacelabs	31,10	Spacelabs	31,10	Spacelabs	31,10	Spacelabs	31,10
Texas Instruments	48,10	Texas Instruments	48,10	Texas Instruments	48,10	Texas Instruments	48,10
United Technologies	48,10	United Technologies	48,10	United Technologies	48,10	United Technologies	48,10
Westinghouse	31,10	Westinghouse	31,10	Westinghouse	31,10	Westinghouse	31,10
Xerox	81,10	Xerox	81,10	Xerox	81,10	Xerox	81,10

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la baisse de Wall Street, le marché à terme a été touché.

Le volume des ventes n'a pas progressé au premier semestre 1980 de 3 %.

ROBERTSON. Le conseil d'administration a décidé une augmentation de capital de 10 %.

Le conseil d'administration a également décidé une augmentation de capital de 10 %.

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Alcoa	88 3/8	88 1/2	-1/8	Alcoa	88 3/8	88 1/2	-1/8
Amstar	56 1/2	56 1/2	0	Amstar	56 1/2	56 1/2	0
Boeing	44 1/2	44 1/2	0	Boeing	44 1/2	44 1/2	0
Chrysler	44 1/2	44 1/2	0	Chrysler	44 1/2	44 1/2	0
Eastman Kodak	72 1/2	71 3/4	+1/4	Eastman Kodak	72 1/2	71 3/4	+1/4
Exxon	88 1/2	88 1/2	0	Exxon	88 1/2	88 1/2	0
General Electric	117 1/2	117 1/2	0	General Electric	117 1/2	117 1/2	0
General Motors	54 1/2	54 1/2	0	General Motors	54 1/2	54 1/2	0
IBM	184 1/2	184 1/2	0	IBM	184 1/2	184 1/2	0
Johnson & Johnson	81 1/2	81 1/2	0	Johnson & Johnson	81 1/2	81 1/2	0
McDonald's	31 1/2	31 1/2	0	McDonald's	31 1/2	31 1/2	0
Merck & Co.	28 1/2	28 1/2	0	Merck & Co.	28 1/2	28 1/2	0
Motorola	14 1/2	14 1/2	0	Motorola	14 1/2	14 1/2	0
Procter & Gamble	48 1/2	48 1/2	0	Procter & Gamble	48 1/2	48 1/2	0
Rockwell International	117 1/2	117 1/2	0	Rockwell International	117 1/2	117 1/2	0
Schlumberger	18 1/2	18 1/2	0	Schlumberger	18 1/2	18 1/2	0
Spacelabs	31 1/2	31 1/2	0	Spacelabs	31 1/2	31 1/2	0
Texas Instruments	48 1/2	48 1/2	0	Texas Instruments	48 1/2	48 1/2	0
United Technologies	48 1/2	48 1/2	0	United Technologies	48 1/2	48 1/2	0
Westinghouse	31 1/2	31 1/2	0	Westinghouse	31 1/2	31 1/2	0
Xerox	81 1/2	81 1/2	0	Xerox	81 1/2	81 1/2	0

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Compte tenu de la baisse de Wall Street, le marché libre de l'or a été touché.

Le volume des ventes n'a pas progressé au premier semestre 1980 de 3 %.

ROBERTSON. Le conseil d'administration a décidé une augmentation de capital de 10 %.

Le conseil d'administration a également décidé une augmentation de capital de 10 %.



Y. JEANMOUGIN/VIVA

VIES

Une médecine à petits pas

« Jeanne », généraliste, pratique une médecine « lente ». Peu de malades, mais du temps pour chacun. Au risque d'être soupçonnée de paresse par son percepteur.

DANIEL SCHNEIDER

PARLER de moi ? Cela n'intéressera personne. Mais j'ai fait connaître le souffrage du médecin généraliste. Méprisé par les grands professeurs pressurés par la fiscalité, grignoté par la Sécurité sociale !

Au moins, les choses sont claires : les premiers points d'indignation. On vient rencontrer une douce adepte des médecines lentes, et on assiste à un feu d'artifice de coupures d'articles, de notes au vitriol, d'accusations au canon. Appelons-la Jeanne, docteur Jeanne. Ses confrères « ils en sont réduits — pas toujours contre leur gré — à fêter les Supermédos dans des cabinets luxueux, jonglant avec les rendez-vous, expédiant les malades à la chaîne ! J'en ai connu, de vraies épouses à chaque ans ! » Vlan ! pour les confrères. La tante à qui ? « A la Sécurité sociale, bien sûr, qui nous envoie des circulaires recommandant de ne pas garder les malades plus de dix minutes. » Vlan ! pour la Sécurité.

Rien d'une « épave », le docteur Jeanne, et pourtant elle a doublé déjà le cap du demi-siècle. Un cabinet clair, dont la moquette simple et de bon ton assourdit à la fois le grondement du quartier de l'Opéra et les échos fantômes de ses débuts : « Dans ma chambre, je les ai reçus, mes premiers patients. » Pourtant, dès les premières consultations, sa réputation — en or — court la campagne. Alors ?

Alors écoutez l'histoire d'un médecin lent. « Comment prétendre soigner un mal de ventre, si je ne suis pas tout de la personne, de ses habitudes de vie, de ses troubles antérieurs. Cela prend des heures, des semaines. Voilà ce que la Sécurité sociale ne comprend pas. » Bras au plafond : « Un corps, c'est un tout. Je ne soigne ni des pieds ni des ventres, mais des humains. »

« Cette profession de loi, dont résonnent chaque octobre les amphithéâtres de la première année

de médecine. La différence, c'est qu'elle les a payés, ses idées. Au prix fort : des mois à végéter, entre les piles de traités et les malades qui profitent de sa timidité pour couler de la région. Dame, quand on lit, on se consacre jour et nuit à un cas. Mais qu'on se rassure : après le traitement, on ne se sent pas fatigué. Après le traitement, on se sent fatigué. Il est difficile de se mouvoir tout de suite en Directoire.

Lente par vocation : quatre

consultations par jour, en moyenne. « Je ne suis pas un médecin à la chaîne, je suis un médecin à la chaîne. Chacun fois que je reçois un patient, je reçois intégralement mes notes sur lui. Autant de temps que j'ai besoin, même si, à long terme, ce sont eux qui gagnent. »

D'accord, mais n'est-ce pas un forfait de l'ordonnance. Mais là à la chaîne de paresseuse, comme récemment un percepteur ! « Ils ne peuvent pas comprendre qu'on ait besoin de réfléchir. Et qu'il m'arrive de

réduire le prix de mes consultations pour les gens dans le besoin ! » Obligée de se déconventioneer (« ce fut un drame, mais les tarifs médicaux n'ont pas été revus depuis la médecine à la chaîne »), elle n'acceptera jamais que l'argent barre son patient la porte de son cabinet.

général. La condamnation se porte aujourd'hui sur son charme.

Ce jour, elle jette aux orties les cahiers de la doctrine officielle. Elle se précipite la grande foule, musardier sur le chemin de l'homéopathie, la radiesthésie, l'acupuncture, guidée par l'inspiration du moment : « Autant qu'en la science, je crois de plus en plus à l'intuition. » Et toujours l'accent est porté sur la démonstration : « Un jour, je suis appelée chez un infarctus. Je prescrite des anticoagulants, il n'y a aucune contre-indication. Rentrée chez moi, je suis subitement prise d'incompréhension. Je me remorde. Je tambourine en pleine nuit à la porte de mon infarctus. « Ne prenez pas les anticoagulants. » Le lendemain, hémorragie violente. S'il les avait pris, il ne s'en remettrait pas. »

Da diagnostic est d'art. Le conseil de l'ordre chargé régulièrement contre la « médecine postique ». Je ne crois pas au génie, mais je crois que, une fois acquises les connaissances, on peut se fier à son intuition. « Résultats à l'appui ! » Je me trompe parfois, mais je ne me trompe jamais. « Je n'ai jamais de guérir avec un médicament. Les patients qui avaient fait, en vain, le tour des spécialistes. Rien ne sert de faire donner l'artillerie lourde. Il faut aller juste. »

Apprivoiser le calendrier. Ne pas se sentir enrôlée dans la prescrire contre un refroidissement du cœur, ni lui au téléphone un malade pour affiner un diagnostic. Et surtout, se garder du cynisme : « Je me souviens, étudiante, avoir eu mes profs, grand patron, sauter les jardins de l'hôpital après les premières guérisons de méningite à pénicilline. Qui, aujourd'hui, sauverait un malade ? »

Une vie monastique


Aujourd'hui, sa relative liberté ne lui permet pas l'illusion. « En 1979, j'ai gagné 80 millions de francs. Loyer d'un appartement, et la maison, les meubles, les vêtements, les plus chers — il me reste de quoi mener une vie monastique. Surtout, en plus, ce que coûtent les congrès ! »

Et elle n'a pas, loin de là, la manie du colloque ou du symposium. Elle lit, elle lit, elle lit. « Quand j'ai commencé ce métier, j'ai été choquée par la fermeture d'esprit de la conservation des grands professeurs. Un jour, on m'a dit : « Vous êtes scolarisée en plaques. La faculté lui faisait un mal de sur-vie. J'ai travaillé sur ce mal avec le chercheur de l'Institut Pasteur. L'époque était la plus belle.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérant : Jacques Favre, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie du Monde, 5, rue de la Harpe, PARIS-13.
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire n° 57437.

PORTO DIEZ



Mis en bouteille au Portugal.

GROVETTO CARMONA SA 229 rue St Honoré-75001 PARIS

Il y a une très grande leçon à tirer de cette plume : les innombrables bêtes mortes. La mort est la mort. Il en faut, mais pas dans les spécialités. On fabrique des robots pour soigner des robots. Moi, je verrais bien un stage d'entraînement à l'usage duquel seraient déterminées les aptitudes morales du candidat. Et surtout, le secourisme. »

Petits génies

Les spécialistes ? « Il y en a de très bons. Mais quand qu'ils se croient obligés de justifier leurs honoraires en contradisant systématiquement les diagnostics. Les hôpitaux : « Brutaux. Ils ont fait les choses indispensables, mais ils sont superflus, ils sont vains, ils sont vains. Et, simplissime. La Sécurité sociale : « Compte tenu des économies qu'on lui fait faire en sauvant des malades qui auraient eu pour elle une hospitalisation, ne pourrait-elle rembourser les consultations à un prix décent ? »

Elle aurait à dire, jusque sur le paillason du départ : « Préciser bien que je ne suis pas seule. J'ai des confrères qui, étouffés, ont dû fuir à pratiquer des médecines différentes ! » Mais comment se regrouper, donner la voix ensemble, avec quinze heures de travail par jour ? Elle demande pas grand-chose. Le docteur Jeanne : « Qu'on laisse vivre. Je ne dit que je ne croyais pas aux grands génies. Mais je me souviens de petits génies. »

MUSÉE RODIN
77, rue de Varenne, Paris (7^e)

FENOSA

T.J.J. (mardi) 10-12 h et 14-18 h
11 juin - 29 septembre

cibles privilégiées de la « trappe »
adverse.

« Il n'est donc aucunement question actuellement, expliquent encore MM. Bannaud et Marcellin, ni de déconcentrer les grands centres urbains, ni d'engager la France, à l'instar d'autres pays, dans un vaste programme de construction d'édifices, notamment à l'occasion de l'Exposition de 1937, ni de créer de nouveaux centres ou de développer les anciens, ni même d'aménagement ni de parcs immobiliers existant, à l'exception, bien entendu, des réalisations destinées à soustraire à tous les effets d'une agression atomique les centres militaires. »

Et après ?

Voudrait-on ne pas se contenter d'protéger les dirigeants et d'offrir en otage le reste de la population qu'il faut trouver une politique d'immobiliser pénalisant le coût des ouvrages, selon les entrepreneurs, d'un supplément de 25 % minimum et, sans doute, de 7 % le prix actuel de la

Pour le moment, l'administration française se contente donc d'inventorier les lieux qui pourraient présenter des risques de contamination radioactive sous certaines conditions. Après sept années de réflexion pour mettre au point une procédure automatique de recensement de ces abris, sept départements — Le Drôme, l'Indre-et-Loire, l'Yveline, le Morbihan, le Haut-Rhin, le Rhône et la Savoie — ont déjà, à la fin de 1979, été ainsi dépouillés et il est prévu, pour 1980, une centaine d'autres départements.

Comparé à celui d'autres pays, ce bilan est dérisoire. Car il ne fait même pas à d'autres nations le plaisir de leur absence, en France, a pour conséquence de rendre impuissant tout effort des particuliers pour commencer, après avoir échappé aux pièges d'un certain mercantilisme, à se mettre, corps et biens, à l'abri du catatisme nocturne.

Les Français
sauraient, par
exemple, diriger aujourd'hui
des sirènes ou
l'apocalypse nu-
cléaire. Ils sa-
raient pour diffu-
ser l'alerte? Le
quart de la popu-
lation.
Ils seraient en mi-
lieu d'un
nuage noir et
draient aucune
probabilité,
puisque de nom-
breuses
plages de quatre
mille habitants ou bien plus
encore dépourvues, d'autant que
la vétusté des sirènes déjà instal-
lées amoindrit leur qualité.

Et, à supposer que la masse des Français, enfin informée, ait eu le temps de se protéger, des jours durant, votre plusieurs semaines d'affilée, de la radio-activité ambiante dans des abris où elle n'a jamais appris à survivre à huis-clos, quels secours seraient organisés, et par qui, dans un pays dont toute l'activité aurait été suspendue faute d'exercice préparatoire dès le temps de paix, faute d'une assis-

tance médicale entraînée et institutionnalisée avant la crise et faute de prévoyance par les pouvoirs publics de l'approvisionnement en énergie, en denrées et en matières premières ?

Il y a un véritable encadrement : une population, avant l'orage nucléaire, qu'incite la **droite** à se promouvoir la violence ultime. Avec tous les risques ou les exos, liés à une organisation quasi militaire de la **droite** dans qu'une seule personne peut impliquer et personne n'y prend garde. Il est vrai que certains programmes — déjà très avancés — de défense civile à l'étranger, dans des pays de démocratie libérale comme la Suisse, se révèlent compatibles avec le respect des règles élémentaires de la vie collective, mais, d'autre part, ils peuvent contribuer à renforcer des formes

~~travail~~ de la ~~main-d'œuvre~~ sociale sur l'individu.

Une telle offre sans l'exclusion d'initiatives privées serait inutile. Mais la concentration économique d'initiatives particulières, laissée à la diligence d'initiatives commerciales, serait inutile ou discriminatoire sans une défense efficace.

impasse qu'il faut prendre dans la politique de défense civile, les gouvernements de la France et du Royaume-Uni ne doivent pas se laisser prendre par la panacée contre les armes chimiques. Les États et les industries peuvent mieux réserver leurs efforts à des surprises. Ne parle-t-on pas déjà, entre spécialistes, de ces projets d'armes dites à effet de sol, capables, en se fichant dans la terre ou le béton, de faire sauter tout ce qui se trouve au-dessous et d'ébranler tout ce qui y aura été enfoncé ?



CLAUDE MARSHALL

A L'ÉTRANGER

Voici où en sont, dans un certain nombre de pays, les mesures de protection de la population selon des renseignements recueillis par le Sénat et le secrétariat général de la défense nationale, qui ~~ont~~

● **Population** — Les gens de la dernière guerre ont été conservés, les places actuellement disponibles pour une population de quatre-vingts millions d'habitants. Pour des raisons, une loi rendant obligatoire n'a pas été appliquée. Il est prévu pour éloigner les populations. Un projet pour que apportent une des

■ Pays-Bas. — Un nombre d'abris ont recensés. la construction de dans des plans d'évacuation. sur popula-

En Belgique — Pour les pro-
grammes, il faut ni les plans
d'investissement.

● **Royaume-Uni.** — Le gouvernement britannique s'attend à l'évacuation qu'en cas d'attaque aérienne on devra évacuer les enfants et les personnes âgées des grandes agglomérations. Il n'est pas de mesure obligatoire de construction d'abris pour l'ensemble de la population, mais les ministères ont précédents ordonné que les abris soient conservés.

■ **Etats-Unis.** — Un programme de 880 millions de dollars, adopté l'an dernier par le Congrès, vise à protéger la santé en vaccin contre les populations les plus exposées. Des campagnes de vaccination dans des zones à forte densité de population ont permis de sauver 60 millions de personnes.

l'origine, la politique de pro-
tection des populations
contre l'évacuation des
villes, des progrès in-
finiment en faveur du progrès
d'abris, qui
permettrait d'offrir
des plans pour la moi-
tié de la population.

Le Bateau - Les rivières privées sont obligatoires dans les communes de plus de 100 000 habitants. Des aires publiques, parfois très vastes pour des communes efficaces, sont implantées dans les grandes villes. Des rivières sont créées collectivement, comme

ne parking, ou des nœuds, ne sont pas des lieux où des plans prévoient la possibilité d'y adjoindre des infrastructures publiques. Avec les 150 millions d'habitants, la Suisse dispose de 120 millions de places de parking répondant aux normes de l'Association suisse des 1,8 million de résidents dans des zones de circulation protégées. Il n'y a pas de plan d'extension. La Suisse helvétique dispose de 120 millions de places de parking, ce qui prévient les problèmes de la période de crise.

■ Depuis 1945, la construction collective privée, à usage d'habitation, industrielle ou commerciale, ne comprend pas un abri. La politique de l'État est d'offrir à tous les Français un abri de secours sous leur responsabilité. Actuel-

ment, la moitié de la population peut être protégée. Des plans d'évacuation, dont l'efficacité est contrôlée par des exercices réguliers, ont été conçus pour quatre millions de Juifs.

Union soviétique. — Si l'on
tient les abris pour la sauve-
garde des structures du com-
mandement, il est prévu la
protection sur place d'une par-
tie de la population (environ
deux millions d'habitants) et
le desserrement du reste dans
des secteurs moins exposés.
Les exercices d'évacuation ont
lieu régulièrement. Selon les
conditions atmosphériques, un
à quatre jours seraient néces-
saires pour réaliser, par des
transports collectifs, le retrait
des habitants des grandes villes.

la République populaire de Chine. — Des abris urbains existent à proximité des lieux de travail. Dans les zones rurales, 80 % de la population vit et qui sont des secteurs exposés à un fort séisme, la règle est que chaque commune populaire assure sa propre protection.

BOLES

La seconde vie des « groupies »

Le fan-club est la seconde vie de Muriel. Comme pour quelques milliers d'autres « groupies ». Johnny, Sheila, Claude François... Ils feront tout pour être plus près de leur idole.

PASCAL PRIESTLEY

UNNE pièce enfumée dans un désordre impressionnant, quelques photos sur les murs, deux buvards et un téléphone : voilà pour le décor. Dans un coin, une fille reproduit avec application la signature de Johnny sur les affiches du prochain gala : « Ça n'est pas parfait, s'exclame-t-elle, mais quand il signe lui-même c'est encore pire... »

10 rue Vignon, à Paris, au siège de John Johnny Hallyday. Trente mille exemplaires revendiqués : un chiffre qui pourrait être gonflé par les ventes partielles politiques. Les ventes peuvent même se poursuivre par prévoie des ventes d'occasion. Les fans d'elles, du reste, ont un fan-club : celui d'une vingtaine, probablement, à la plupart des nos chanteurs travaillant au club, explique-t-on à Barclay. Cela signifie-t-il que le représentant du groupe se représente un peu partout en France. Pour le courrier, les fans peuvent aussi se réunir en disques : transmissions.

Alors, à quoi servent-elles, qui sont-elles ? Plus le pays se déserte, plus généralement une cinquantaine de francs, couvrent à peine les dépenses de fonctionnaires. Réciproquement, les avantages concrets offerts à ces fonctionnaires sont très limités : le droit de commander des photos de sa chère idole ou des briquets sur son effigie, parfois un Journal ou un programme de tournées. Plus rarement, des rassemblements qui permettent de commémorer le culte d'une idole, simplement, sans autre but que de réunir entre amateurs d'un genre musical particulier. Car, dans l'étiquette « fan », se cachent des attitudes très variables. Rien de commun, apparemment, entre les collégiennes qui attendent chaque jour devant la sortie de leur collège de la rue de Valenciennes les membres du club Marie-Paule, et les gens qui se rencontrent tous les ans pour un rallye. Rien, non plus, entre un membre, et un fan. C'est la première et la plus importante différence. La prestation offerte par les fans n'est pas une carte de visite, elle est une sorte de cordon rouge, une sorte de médaille à leur idole.

Bénévoles...

A vingt-cinq ans, Sophie, étudiante, n'est plus tout à fait la petite fille de François. Elle n'a pas oublié le jour où, dans quinzaine d'années plus tôt, elle a écrit sur la carte de laquelle était inscrit « Sophie est une amie », suivi de la signature de Sheila. Le jour est venu pour lui faire un cadeau de son côté. Elle se sentait près de Johnny, explique « Lulu », l'une des filles permanentes du club Johnny. Durant les tournées, Lulu et Sheila se chantent.

En 1920, on m'a payé du
 tout, dit-il, j'osais le dire à
 quelques années s'écouler-elle
 bénévolement et à plein
 club. C'est François
 qui, au Cardinal, a fait
 pendant quinze ans. D'abord
 elle aussi, et elle
 changea les vêtements de
 puis, puis, puis, puis, puis
 l'Odium, se consacra aujour-
 d'hui à la tâche - ardue - de
 perpétuer sa pensée. Elle affirme
 que depuis dix ans de ses
 économies en cherche maintenant
 un travail à mi-temps qui lui
 permettra de continuer à s'oc-
 cuper de club. Elle a
 plus de 100 ans, plus grand que
 n'importe...

Pour tous les clubs pour les
faits, le club est la dernière
que les valeurs de la France
Francois c'est une grande famille
partout depuis que l'association
parti Avec le club, nous nous
sentons unis et la pensée, a
les deux mille membres,
l'association, regne par la loi
1901, survivrait difficilement si
Francois ne fournissait gracieu-
sement les locaux. Les membres
reçoivent le journal vaguement
hagiographique et participent
temps à une messe
commémorative ou à un dîma-
che à la tombe, à Dannes-
cru.

l'Esone. Véritable lieu de
 pèlerinage où se rassemblent
 chaque jour des milliers de
 fidèles, celle-ci a été l'objet d'une
 recherche - un acte de marbre
 vient d'être érigé en l'honneur
 de la sainte du chanteur. Colla-
 de l'opération : 100 000 F.
 Le pape a payé les derniers
 personnels, grâce aux droits d'au-
 teur de son livre (Quinze
 ans Claude François, par
 Martin). On aurait bien voulu
 transformer le musée.
 Charles de Gaulle.
 Il a l'air d'un enfant n'a
 pas peur, a ajouté-t-elle.

[illegible]

Une manière de vivre

L'appartenance à un **les-chés**
 toujours à un **certain**
 investissement ! C'est devenu
 un **les-chés** à explorer.
 Chantal, qui vit dans le **sillage**
 de Johnny Hallyday, il a **manière**
 de **manière**. Moi, **Moi**,
 fans, je **sont** **sont**, aurait un
 jour affirmé le chanteur. On
 raconte même qu'à **étudiant**
 en pharmacie qui de **gala**
 gala, **travail** les **basques**,
 interprète du *Fémur* aurait
 connu le **retour** à la
 chère études. De fait, **petit**
 monde qui gravite autour **lui**
 ressemble plus à **un** groupe de
 passionnés de sa musique qu'à
 des adorateurs en quête **sou-**
 vent. Ici, les hystériques sont
 et l'on rit **un** **groupe**
 quotidiennement, **un**
 Johnny pour **confier** ses
 secrets les plus intimes : « On
 ne lui répond plus ; ça devenait
 carrément obscène. »

Répondre ■■ courrier est, ■■
effet, l'une des activités princi-
pales des fans-clubes. Au ■■ ■■
la vedette, bien entendu. ■■ Ce
n'est pas ■■ vrai mensonge,
explique un responsable, puisque
ça leur fait plaisir. Moi, j'aurais
été content ■■ recevoir une
lettre. ■■ Il ■■ vrai qu'on voit
■ ■ Johnny Hallyday répondre
personnellement ■■ ■■
de lettres qui lui parviennent
chaque

Si tous les [] ne font
d'idolâtrie, la plupart d'entre-
tiennent [] leur
vedette [] pulsant
qu'attentionnel. On n'adhère
[] un fan-club [] simple goût
musical aîné, pour Chantal,
Johnny est [] On ne
peut [] séparer la personne
de [] musique. Il rayonne, tout
en restant d'une parfaite sim-
plicité. Quana je l'ai approché,
je l'ai troué [] plus sin-
cère [] je ne croyais. Il m'a
reconforté [] la personne
humaine.

Approcher l'idole, les fan-
clubs servent aussi à ça. Réci-
proquement, ils ont pour
vedette un artiste et s'assurer
d'un nouveau succès dans son
public grâce à un fan personnel,
même s'il est un thermomètre,
aussi faible qu'il est argenteux.
A l'occasion, la formation une
série d'œuvres ou onéreuses pour
coller des affiches lors d'une
tourné, voir organiser un
concert ou contrepartie, les
fans reçoivent parfois des
entrées gratuites ou spéciales,
mais ce le sentiment d'appar-
tenir à un groupe ou part.
une privé

Parfois, la chance [] m'a aidé.
Ainsi, Chantal, [] son
emploi [] secrétaire, a accom-
pagné, [] l'année dernière,
Johnny Hallyday dans [] tour-
née d'esté, parée, pour s'occuper
[] travaux divers : « En fin de
compte, je dépense [] fortunes
dans [] tournées, mais je []
regrette pas après [] d'autres
travailleurs. C'est une activité
très intéressante. Je suis très
née. » Ilusion? Chantal []
sans doute : « C'est une vie d'étu-
diant plus passionnante par-
ce que nous occupons le res-
te de l'année [] emplois qui []
ennuient. Alors, [] idéologies
peut-être, mais [] plaisir
[] nous réjouissions plus []
[] qui se contentent de
rêver... »



Alain Letort a déjà illustré une dizaine de livres d'enfants parmi lesquels *Très adorable bestiaire fantastique*, chez Yvon Gay (Monfleur); *Zoo*, de Jacques-Alain Léger, chez Delarge; *Dictionnaire des sorcières*, chez Robert Morel; *Corabi*, chez Carabe; *Carabe*, chez Eclair.



A cette œuvre massive, découverte, assure-t-il, par Alain Letort, dans un ancien catalogue d'une manufacture française, ne manque qu'un titre. L'« inventeur », pour

le socle vide, propose plusieurs épigraphes : la sagesse conduisant la raison ; la morale guidant l'Occident ; la conjoncture actuelle regardant l'avenir ; la vertu gou-

vernante le vice ; saint Christophe et l'enfant Jésus ; l'esprit terrassant la chair ; la rentrée des classes, etc. A chacun de choisir. Ou d'imaginer.

San Balthazar



Surprise

DE LA
DE PROVINCE

A partir du lundi 3 septembre
FR 3, 18 h 50

Les magazines régionaux
(ceux de la région) fabriquent
pour ne pas nous dé-
cevoir, nous ne sommes pas
loin de la réputation. De
tous les jours, nous sommes
touristiques, trop de la vitri-
ole, les ruines, on a même fini
à habiller le milieu. C'est
dérangeant, ni personne. En
fin, la campagne sénato-
riale, que nous sommes
de septembre, nous rempla-
ce du 8 au 15 septembre par
la production de l'en-
semble FR 3. Une vérité
devenu un problème, ce qui
se voir, première surprise, s'ap-
procher pas mauvais. Il y

semaine, [] pour [] première
[] (de [] Bur
et François Bonateux, production
Strasbourg), un reportage
l'Atelier Chorégraphie, Théâtre
Expression de Strasbourg, qui
en quelques images, avec []
peu de commentaires, []
un goût irrépressible
l'envie d'en faire, et
[] précisément
[] école-à), [] à
[] du lendemain, []
[] région de Bor-
dont [] (production
tue [] ampoulée
Le
Concert [] (production
Paris - Ile-de-France), une bonne
enquête [] ama-
[] qui ont [] un []
un peu « punch » !
[] Musique, aussi, pourrait trop
du []
[] soixante-dix-huit
cavalier qui [] d'espace
(production [] Marseille) n'arrive
[] le haut []
[] sur [] l'attention

Le Transfuge

SERIE :
LE COMMISSAIRE MOULIN
Mercredi 10
TF 1, 8 h 30

Reprise de la série « aventures du jeune commissaire Moulin dans les épisodes inédits, Yves Incarne avec verve le humour des policiers « à visage humain ». Il tente au péril de sa vie au détriment de sa santé de résoudre les cas des « une affaire qui l'introduit le dissidents de l'Est : Kouprine, le transjuge, sollicite l'aide politique auprès des autorités françaises, Est-ce pour lui bien le SADC le rôle évoque celui du K.G.B., qui l'envoie pour démanteler le politique des habitudes qui se sont habituellement un petit de Paris la se promettant

au [redacted] [redacted] (assassinat
[redacted] électrocuté) conduit Moulin,
l'unique témoin, [redacted]
[redacted] de [redacted] assez
caricaturaux [redacted] [redacted] sphères
dangereuses des services d'es-
pionnage [redacted] [redacted] contre-espion-
politiques.

Une enquête au []
laquelle [] prend au jeu
[] et [] tire, qui
conjugue habilement images
et thèmes : [] : la
[] Beaubourg et [] animation
(symbole, semble-t-il, de
liberté d'expression), où
[] règlements
compte, la liquidation d'un agent
terroriste finalement conquis
par la démocratie libérale... Un
parole moqueur, []
[] complaisant et []
rant, de la police française à
[] un [] ses jeunes et
sympathiques représentants qui
ne cesse de donner [] démis-

Images de la misère

LE NOUVEAU VENDREDI
L'AFRIQUE - LA CORNE
DE LA MISERE
Vendredi 11 septembre
FR 3 - 19 h 30

Il y a ceux qui, miliciens, se retrouvent parqués dans le trop grand trop pays (Djibouti, ou quinze réfugiés). L'éthiopie, la famine, malgré les efforts des organisations de secours, ne connaît la famine, la maladie, la come l'Afrique, par combat comme un points de dénuement outré, l'imaginable.

Ne pas juger, écouter

DOCUMENT : ■■
PERMISSIONNAIRES
Dimanche ■ septembre
À 22 heures.

Depuis l'adoption par le Sénat des députés du projet Sécurité intérieure, la fin de la législature parlementaire est prévue pour le printemps, les permissions sont accordées, les tractions importantes. Georges Arnaud et Roger ont travaillé la journée de quelques

■■■■ en permission ■■■■
 mise en vigueur de ■■■■
 nouvelle loi. Pour décrire ■■■■ misère
 de ■■■■ hommes ■■■■ femmes du-
 rant ■■■■ journée ■■■■
 ■■■■ soudain si courte, ■■■■ dérisoire,
 ils ont ■■■■ pas juger,
 ■■■■ ne ■■■■ dissuader, de ■■■■
 ■■■■ comprendre mais d'écou-
 ter ■■■■ Ils nous livrent ■■■■ matériau
 brut, ■■■■ instantanés ■■■■ vie
 ■■■■ commentaires, convaincus que
 ■■■■ le meilleur ■■■■ de
 ■■■■ public à un drame
 ■■■■ souvent occulté.

Vendredi 12 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 ■ Réponses à tout.
13 ■ 30 Midi première.
14 ■ Journal.
15 ■ 35 Émissions régionales.
17 ■ 30 Sport : Tennis.
Championnat de France à Bayonne.
17 h Croque-vélociste.
17 h 30 Informations : 17 h 25, Encyclopédie (et
17 h 45) ; 17 h 30, L'addio le lapin ;
17 h 30, Infos-magazine ; 17 h 40, Variétés ;
17 h 45, Dictionnaire et Glossaire.
18 h TF 4.
18 h 35 L'été aux enfants.
19 h 05 Les Inconnus.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Les amorceuses de la rentrée.
19 h 30 Émissions régionales.
20 h 45 Série : « Frédéric ».
20 h 45 ■ ■ ■
20 h 30 Théâtre : « Les Angéliques ».
De B. Pielen, mise en scène G. Wilson,
réalisation, R. S. D. F. A. Aras J. Durbain,
G. Wilson, R. D. B. C. D.
Derns vieillesse dans une pers. Albin.
Joni semblent de votre, d'après, pour-être
de la détection-commission, un
qui sont désagréablement, est été causé par
l'irruption d'un nouveau, crises aux comédiens,
la pièce, dans un grand succès.
22 h 30 ■ ■ ■ Pierre faux.
De J. Arcur.
22 h 35 ■ ■ ■

DEUXIÈME CHAÎNE : 2

- 13 h 30 **A.N.T.I.O.P.E.**
- 14 h 45 **Journal.**
- 14 h 45 **Série : Une affaire pour Mandell.**
- 15 h **Aujourd'hui, madame.**
- Souvenirs d'accordéon.**
- 15 h **Feuilletons : Police story.**
- Le chef.**
- 15 h 55 **Quatre saisons.**
- Avez-vous vu Paris ses mots ?**
- 17 h **Sports : Tennis.**
- Championnats de France à Bayonne.**
- 17 h 30 **Récor à 200.**
- 18 h 30 **Sports : Cyclisme.**
- Tour de l'Avenir.**
- 18 h 30 **Des chiffres et des lettres.**
- 19 h 30 **Emissions régionales.**
- 19 h 45 **Variété : Trente-six bouts de chandelle.**
- 20 h **Journal.**
- 20 h 30 **"Fortunats et Jachats".**
- 21 h 30 **Magazine littéraire : Apostrophe.**
- De R. Pivot. La guerre des dictionnaires.**
- Mme M. V. Bruger (Dictionnaire encyclopédico-mathématique). C. Dubois (Faut-il Larousse illustré). J. Grégoire (Dictionnaire français vivant). J.-M. Pruvost-Bessière (Dictionnaire de la langue française) (Le Petit Robert - Dictionnaire du conventionnel).**
- 22 h **Journal.**
- 23 h 5 **Ciné-club (cycle cinématographique) : Les années de la...**
- DATE A.**
- Film américain de R. Quiza (1955), avec...**

J. Lelaj, B. Garrett, J. Lemmon, R. Posen, K. Kassner, R. York, L. Marlow, T. Balle (v.o. sous-titrée).

Deux sœurs jeunes et jolies venues de «Polio» entreprennent de «réussir» à New-York. L'une écrit une nouvelle et procède un malentendu avec son éditeur. L'autre, qui rêve de devenir actrice, doit choisir entre deux soupçons. A ne pas manquer.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Comtes du folklore japonais : la magie.
18 h 55 Scènes de la vie de province : Un
cavalier qui s'habille d'espèce.
Une émission de C. Pacini.
19 h 10 Journal.
19 h 25 Émissions régionales.
19 h 55 Desain animé.
L'ours Faddington.
20 h Jeux.
20 h 35 V3 - Le nouveau vendredi : L'Afrique, la
culture de la misère.
Une émission de M.-M. Cavada et M. Thoul-
louze ; Reportage : M. Roonria.
Libre notation.
21 h 30 Document.
Jadis, Aujourd'hui, ■■■■■ : la civilisation
de l'olivier.
Documentaire de la famille ■■■■■, sur
leçon d'histoire. L'histoire d'un arbre en
cette d'une civilisation. ■■■■■ ■■■■■
présentée par le CIRCA les Chemises
de Villeneuve-les-Avignon.
22 h 25 Journal.
22 h 45 Magazine : Thalèse.

Samedi 13 septembre

PREMIERE CHAINE : TF 1

[illegible]

22 h 30 Télé-foot 1.
23 h 00 Internet

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

■ 15 h La vérité est au fond de la merlette.
D'un tas de papiers de porce.

12 h 45 Samedi et demi.

■ 15 h 55 Document : La France vue du ciel.
Pays du Nord.

14 h 1 Les jeux du stade.

■ 15 h 30 Moi aussi, je parle français.
L'accord.

15 h 00 Jeu : Des chiffres et des lettres.

■ 15 h 20 Émissions régionales.

■ 15 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelle.

20 h

■ 15 h 55 Feuillants : « Fortunats et Jacinats ».
Dupré B. Perce-Guide, réal. M. Camron.

21 h 40 Variétés : Show d'art de Montreux.
« Dream Weaver », un
glace, dont la vedette est Toulou

22 h 40 Document : Les carnets de l'aventure.
L'Alpe ouest-alpine.
Un monde de gouffres, de cascades grondantes et de cavernes ornées de concrétions diverses.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
La Pêche noire; A vos [redacted]; [redacted]
sur des roulettes.
19 h 70 [redacted].
19 h 20 Evénements régionaux.
19 h 35 Dessin animé.
L'ours Paddington.
20 h Les Jeux.
20 h 30 Téléfilm : « la Fraternité ou la mort »
De D. Karp et P. Wendkos.
Une prière de la société secrète La Fraternité ou la mort tra de dévotion et
d'épouvte pour avoir fait à la loi [redacted] secrets
22 h 5 Journal.
22 h 25 Cinéma-regard : René Allio.
Par A. Andreu, réal. : G. Lamont.

Dimanche 14 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF

- Sports : Moto.
- 15 Sol d'or.
- 15 Sources de vie.
- 10 h Présence protestante.
- 10 h 30 Le jour du Saigneur.
- 11 h Messe.
- Célébrée en l'abbaye de Limon
Président : P. SAN ROUGIER. (Reçu)
- 12 h La séquence du spectateur.
- 12 h 30 TF 1-TF 1.
- 13 h Journal.
- 13 h 20 C'est pas sérieux.
- 14 h Variétés : Les nouveaux rendez-vous.
De E. Ruglietti et R. Grumbach.
- 15 h 20 Un si long été.
- O. Héroïne de la Coupe Améric.
- 16 h 15 Les animaux du monde.
- 20 h Journal.
- 20 h Cinéma : « l'Évadé ».
- Film américain de T. Grice (1975), avec
C. Bronson, E. Duval, J. Ireland, J. Huston,
R. Quaid, S. North, A. Rey.
Un grand voyage d'exploration en avion et en hélicoptère, à faire sentir dans une atmosphère un homme dans une atmosphère
tion et son père.
- Portail : Bernard Lefort.
- 22 h l'amateur d'indiscretions.
- 23 h Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

12 h 45 Journal.

13 h 20 **Série :** « **Stéril, fais-moi peur** ».
Une bonne œuvre.

14 h 15 **Jeu :** Les descendants.

15 h **Variétés :** Soleil à 15 h.

16 h 55 **Feuilleton :** « **Cœur d'Épave** ».
R. L. Bata, mise en scène R. Lacroix.
Avec A. Farjat, M. Trestres, D. Jemma.
S. Moreau... (rediffusion).

17 h 10 **Dessin animé :** « **Shazzam** ».

17 h 30 **Les Muppets.**

18 h **La course autour du monde.**

19 h 55 **Shade 2.**

20 h **Journal.**

20 h 45 **Jeux sans frontières.**
A. Namar en France.

22 h **Documentaire :** Le **Feuilleton**.
De G. S. et M. Kabane.
(Lire sans sélection.)

23 h **Journal.**

TROISIÈME CHAÎNE : FR ■

15 h 45 : ~~Arrivée du~~ français.
cité boulevard périphérique 2,
J.-P. Dekies.
16 h Jeu : Tous contre trois.
Avignon.

17 a Prélude à l'Après-midi
 17 b Le violoncelle... Violoncelles interprètes
 « Plein vent », de Turlotte et « Trésor d'un
 Suite pour violoncelle », ■ J.-S. Bach.
 17 c 15 Théâtre de tousjours : a Le Malade
 « gniaire ».
 Comédie de Molière, avec M. Bonquet ; réal.
 G. Carlier (Sélect).
 Distribution de premier ordre et réinterpré-
 tation Sainclair. Quantité assurée
 19 a 40 Spécial BOSS-TOM.
 b 40 Spécial BOSS-STRAT.
 Diffusé dans le monde entier excepté en
 Europe continentale la série commerciale favo-
 rite des Britanniques a été traduite en
 français. L'heureux succès.
 20 b 30 Série : Téléfilms.
 De J. Fraipont, Ch. Villers et M. Hailfond.
 Trois épisodes pour des couples de Télé-
 film : « Frères en silence » et « Le sé-
 natusqu岸 » et « question de mariage ».
 21 b 25 Journal.
 21 c 40 L'antidote FR3 ■ R. Condans.
 Par J.-M. Royer ; réal. : R. Mugnerot.
 Les portraits de... « cette page »
 pour l'écrivain imaginaire
 « L'antidote » et « L'or-
 » avec des enregistrements d'époque.
 22 b 30 Cinéma de minuit (cycle J. Gabin)
 « Chacun sa chance ».
 Film français de H. Steinbohl et R. Pél-
 lissier avec H. Belin, A. Vézian, G. Gey-
 G. Basset, J. Gabin, R. Cury (R. Radif).
 Un remède de mérites de conjugal
 pour hommes prend, pour une seule, l'élég-
 et la personnalité. Très bonne page.



Roland August, **Marie-France**
 baum ont **bandes** du **détachant**
 l'image. Ils **découvrent** la **précises** d'une
 expression **d'une vie** **popu-**
- **Italie,** **pou-**
s'y attendre, **formule** **asséptées**
 de l'esthétique **Des**
 comme **Term** **de Vis-**
 conti, **Credo,** **d'Antonioni,**
 Accatone, **ont forgé**
langue **- oléma sous**
qui rend hommage
particulièrement régionaux et

Weisz. Adaptation :
Weisz ; réalisation :

DU LUNDI AU VENDREDI

LE WEEK-END
SAMEDI
FRANCE INTER (Informations tous les heures) : 5

C. Chabrier; ■ h. ■ ■ ■ ■
parade, avec J. Meledo; 15 h
P Sniak : ■ h. ■ ■ Lo ■ ■
parade; ■ h. ■ ■ Musique clas
■ ■ L. Row: 22 h
Musiques - avec ■ ■

FRANCE - CULTURE

FRANCE - MUSIQUE
7 h. 3. Réveil-matin : œuvres de Frescobaldi.
8 h. 30. Sammartini. Regor : 11 35.

FRANCE - MUSIQUE

[illegible]**FRANCE - CULTURE**

- h 2, Mâtinale : A. Durrand-Tallon et les radicaux :
- h 3, L'art de la connaissance : la chasse et l'érotisme (la fille-rouge) : à 8 h 22 les puritains : le puritanisme, mode de vie :
- h 4, Tout est dans le titre :
- h 5, La matrice des autres :
- h 6, 48, Un quart d'heure avec... Marcel-Pol Wrochet : à la recherche des herbes :
- h 7, 49, L'art de la connaissance : pour le son :
- h 8, 50, Tous deux : Jacques, bruchon :
- h 9, 51, Panorama :
- h 10, 52, Libre : parcours varié :
- h 11, 53, Sans : métronomique :
- h 12, 54, Un livre, des voix : à la Page d'origine : d'E. du Perrou :
- h 13, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 82

FRANCE - MUSIQUE[illegible]**FRANCE - CULTURE**

7 h. 2. Matinales = [redacted] rurale en
Languedoc et en Roussillon, avec C. Lhuiss-
et.

FRANCE - MUSIQUE

- 19 h. 30. Révél-musiq. : œuvres de Chostakovitch, Tchaïkovski et Stravinski, par l'Orchestre national de France, dir. L. Mautal, avec H. Cristiani, piano (concerto aux Champs-Élysées) ; 15 h. 8, Jazx.
- 20 h. Le Nord et ses Œuvres nationales : œuvres de Milken, Grieg, Sibelius, Haydn, Debussy, Tchaïkovski, et les musiques traditionnelles de la Norvège et du Danemark.
- 21 h. 30. 36^e Festival international de musique, œuvres de Jarzabek, Rossini, Balak., Lutoski, Mendelssohn, par l'Orchestre philharmonique de Varsovie, dirigé par K. Penderecki, avec J. Kotowanska, flûte (concerts du 26 mai 1980) ; 19 h. 8. Jazx-solo.
- 22 h. 30. Concert : XXXIII^e Festival international de musique de Beaupont, « Requiem » de Massenet, « Les Noces » de Messiaen, les Chœurs et l'Orchestre de la Philharmonie nationale de Varsovie, dir. K. Kord (concerts du 8 au 10 juin à Paris aux Palais des Beaux-Arts de Beaupont).
- 23 h. Les suites d'été : « Vienne », œuvres de E. Lehar, Szjani, Moszk, Beethoven, Lortzing, Wagner, Strauss, Faurer, Haydn, Brahms, Verdi, Mozart.

FRANCE - CULTURE[illegible]**FRANCE - MUSIQUE**[illegible]

FRANCE - CULTURE

[illegible]**FRANCE - MUSIQUE**

Wagner, Mendelssohn et Ravel; 8 h. 35
Kloske-matin; 9 h. ■■ œuvres de Jahn-
quin, Debussy, ■■ Lully ■■ Couperin:

11 h. Musique traditionnelle d'Amérique du Sud.
12 h. 20. Concert de Festival d'Aix-en-Provence
de la Société de Mozart Schubert, Milhaud et
Stravinsky, par la Mouvla Orchestre phil-
harmonique, dir. G. Aymy, avec N. Burrows,
Violoncelle; J. L. Bouchard, Violon; J. L. Ma-
jaz; St. Black, piano solo (concert du
15 janvier 1980 au Théâtre du Châtelet).

14 h. 2. Médiations de Tristan Murail : œuvres
de Murail, Barrios, Parmesanian, Kanakida,
Bartmann, Delucay, Liza, Francis, Várzea,
García, Paganini, Schumann, Stravinsky,
et « Mosaïcs » de Stravinsky et un extrait de
« Les Femmes de More ». Orchestre symphonique
de la « Mosaïcs de More », dirigé par Robert
Orchestra philharmonique et les Chœurs
du Grand Théâtre de Bordeaux, sous la direction
du 27 avril ; 19 h. 3. Kioque-son.

20 h. Concerts : Festival de Berlin 1980
à Abdrach (Musica), Symphonie pour
un orchestre à vent, Opéra de l'Opéra,
petit orchestre (M. Schönberg, alto) et
« Musique pour les soupes du roi Roi »
(Zemlin). Orchestre symphonique
nigro, dir. Hans Zender.

22 h. 15. Les nuits érotiques : œuvres de Charles
Chausson et Berlioz ; 22 h. 3. Vieilles dres-
ses Tchad Moussa et Fati Moussa
(Moussa, Bruch).

FRANCE - CULTURE

9. h. 2. Les chœurs de la communauté regardent par la fenêtre.
9. h. 30. Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : les sonnettes (2 parties).
9. h. 45. La messe de Noël.
10. h. 45. Démarches avec... J.-W. Ptaszek.
11. h. 2. La musique prend la parole : les concertos pour piano de Beethoven et Tchaikovsky.
11. h. 5. Le Fond-des-Arches.
11. h. 5. Sans autre musique.
11. h. 5. Festival de Bayreuth : « Le Festival d'Opéra de K. Wagner, par l'orchestre et M. Chénier du Festival ; état des chœurs ».
11. h. 5. Musique : « M. Stoltz (acte 3) ».
11. h. 25. Livres d'or.
11. h. 30. La matinee des auteurs : corps et cœur en tête : travers la monde.
11. h. 30. Musée Canada présente : Lettres de Québec.
11. h. 30. Musique.
12. h. 8. Dramatique : Notre-Dame de l'Esprit de confiance de J.-M. Varoujeux avec M. Raye N. Tabaglio, M.-M. Corbucci.
12. h. 8. Musique.
12. h. 15. Ad lib. avec M. de Brudenel.
12. h. 8. La fague du samedi.

FRANCE - MUSIQUE

9 h. 30, Réveil-matin; 8 h. 30, Musique-matin
 9 h. 30, L'Espresso musiciens.
 11 h. 30, Concert : Festival de Saint-Jean, œuvre
 de Georges Bizet, sous la direction de Paul
 de Marval, Orchestre Philharmonique,
 dir. A. Myrat, avec S. Ghoupharak, claviers,
 A. Mennier, violoncelle, F. Pature, basse.
 12 h. 30, L'Espresso Musique, concert de 15 jans-
 suaires 1876 à l'abbaye aux Dames; 13 h.
 Jazz : concert du 18 janvier 1944 au
 Grand Opéra, New-York (Armstrong,
 Bird, Pettie, Eden, Holliday); 14 h.
 30, L'Espresso Musique.
 17 h. 30, Musique traditionnelle : la Strada,
 sous la direction de Georges Bizet.
 18 h. 30, L'Espresso Musique, concert de 15
 jansuaires; 19 h. 30, Musique-matin.
 20 h. 30, XXIII Festival International de mu-
 sique de Bassano : « Stabat Mater » (Pa-
 rastin), « Motets » (Bruckner), « Missa
 solenne » (Grieg), par les Chœurs de
 philharmonie nationale de Vézuvio, di-
 rigés par S. Wojnarowski.
 22 h. 30, Les nuits d'été.

FRANCE - CULTURE

- 7 a. 2. Les *Incantes* *ovettes*.
- 8 a. 13. *Orison*, magazine, religieux.
- 9 a. 7. *Chansons de son* : variétés françaises.
- 10 a. 8. *Orthodoxie et christianisme oriental*.
- 11 a. 30. *Protestantisme*.
- 12 a. 15. *Scouts* *Israël*.
- 13 a. 40. *Divers aspects de la pensée contemporaine* : la libre pensée française.
- 14 a. 1. *Messe au Carmel de Saint-Germain-en-laye*.
- 15 a. 2. *Regarde sur le mystique*.
- 16 a. 5. *Allegro*.
- 17 a. 4. *Incanté du diable*.
- 18 a. 5. *Scouts* *métaphysiques* *Occidentaux*.
- 19 a. 6. *Conte* *déclamé* *de St. Stoppard* *Traduit et adapté par J. Walter et J. Viora* *Avec* : J. Toppard, A. Bedouet, J. Merges *P. Roussier, etc.*
- 20 a. 12. *Musiques enregistrées*.
- 21 a. 5. *Musiques actuelles* : Nice - C6 d'Aur 1980.
- 22 a. 20. *Ma non troppo*.
- 23 a. 15. *Chansons des châteaux*.
- 24 a. 30. *Festival de Barzanti* *et Festival de B. Wagner* *(actes II et III)*.

FRANCE - MUSIQUE[illegible]

But:

INFORMATIQUE

Bataille pour les banques de données juridiques

Avec « Sydoni », les notaires ont créé les premiers leur banque de données. Les autres professions juridiques s'en mêlent.

ERIC RONDE

DANS son étude, aux allures secondaires, tout ce qui possède quelque chose veut confier ses affaires ou se confier à ce notaire parent de la personnalité du bien. Avec son langage d'homme de loi, ses archives qui remontent parfois jusqu'à l'Ancien Régime, le notaire offre l'image d'une immuabilité rassurante. Cliché ? Pas forcément puisqu'il est aujourd'hui jauni.

Même si la plupart des notaires ignorent encore la comptabilité double, 1 000 études (sur 5 124) s'y sont converties et font établir leurs livres sur ordinateur par le Centre national d'automatisation (C.N.A.). Depuis octobre 1978, cet organisme propose aussi un nouveau service, la « chèque administratif ». Pour chaque acte, le notaire abonne peut-être élaborer par ordinateur les différents documents qu'il a obligation de faire parvenir à l'administration. Extraits d'actes pour le fisc, bordereaux d'inscriptions destinés aux bureaux des hypothèques, attestations diverses, etc.

Des logiciels de traitement de texte sont aussi en préparation. Annonce pour la fin de l'année, ils devraient permettre au notaire d'unir d'une même main un même document, les paragraphes ou fragments de texte les plus souvent employés et de les faire éditer automatiquement sur une imprimante.

Ces systèmes sont, certes, mais ne constituent pas une révolution au sein d'une étude. Ils allègent le travail, notamment celui qui se fait. La grande nouveauté s'appelle Sydoni, c'est-à-dire système de documentation informatisée. Cette fois, c'est plus sérieux. Il s'agit du savoir.

Sydoni est une banque de données. Depuis le mois d'avril, six études en province sont équipées, à titre expérimental, d'un terminal relié au serveur par le réseau téléphonique. Mais, déjà, parmi les abonnés aux traitements informatiques du C.N.A., huit cents sont équipés d'un terminal de saisie qui est connectable au système. Quelques problèmes techniques dus à ce mode de transmission subsistent encore mais seront levés, pense-t-on, à l'automne. Rien ne s'opposerait plus alors à une large diffusion du savoir ou lise auprès des notaires.

Pourquoi et comment cette profession, qui est encore en partie régie par une loi de ventrisme au XI^e est-elle en passe de devenir la plus informatisée en France, dans l'immédiat du moins ? Les raisons sont multiples. L'informatique se développe souvent là où existe un fort goulet d'étranglement. Les notaires sont-ils débordés ?

Des millions d'actes

En 1978, 3,7 millions d'actes se sont conclus en France. En 1979, 4,4 millions. Soit plus 17 %. Si le nombre d'actes est simultané, en régression, les effectifs de notaires et de clercs ont crû de 21 %. Là n'est donc pas la raison.

Pour l'un des notaires qui étendent Sydoni à domicile, M^{re} André Lapeyre à Avignon, c'est le travail en lui-même qui est devenu plus complexe. « Les choses ont beaucoup changé. Un acte aussi simple que la vente d'un immeuble est devenu une affaire très lourde. Alors qu'autrefois cela se faisait en quatre jours, quatre mois sont maintenant nécessaires pour purger tous les droits de préemption. Pour vendre un terrain dans certaines zones sensibles comme en bord de mer, il faut parfois en observer cinq successivement ».

Chaque année toutes les sources du droit fournissent leur lot de mesures ou décisions nouvelles. Environ 1 300 lois et 5 000 arrêtés ou règlements administratifs, 16 000 réponses ministérielles, deux articles de doctrine, plus les ouvrages, auxquels il faut

ajouter les 50 000 arrêtés des cours d'appel et des juridictions supérieures qui constituent la jurisprudence. Chacun de ces éléments est bien sûr d'une importance. Il n'empêche que tous ces textes tiennent un échec de plus en plus serré, que les notaires, débordés avec peine et où ils discernent toujours plus difficilement ce qui concerne l'acte de tel ou tel client.

Certains textes récents ont profondément modifié les dispositions en vigueur. Telle l'instauration de la T.V.A. sur les biens immobiliers, la « loi Guille » en matière d'urbanisme, celle sur les plus-values ou encore celle sur la protection des consommateurs qui est applicable depuis le 1^{er} juillet.

Les grosses études ne s'en tirent pas trop mal, elles ont les moyens de s'équiper en personnel. Mais 40 % d'entre elles sont situées dans une commune de moins de 3 000 habitants et ne font pas plus de 300 à 400 actes par an, alors que la moyenne nationale est de 800 par an. Les problèmes qu'affrontent ces derniers n'en sont pas moins complexes pour autant.

L'image de ce

connaissait sa loi, ou juste ce qu'il en fallait, comme la pratique de son boulot est bel et bien évoluée.

L'usage de Sydoni sera relié au serveur en « conversationnel ». L'interrogation se fait en langage courant. Au gré de ses recherches, il pourra donc affiner ou, au contraire, élargir ses questions jusqu'à l'obtention du ou des documents qui correspondent à un problème, parmi les 55 000 que recense Sydoni. Un texte, ou « page-écran », se présente sous la forme d'un résumé en style télégraphique suivi d'une analyse et comporte aussi des références — au total 100 000 — qui renvoient à des publications spécialisées.

Telle est donc la vocation de cette banque de données : aider les notaires dans l'élaboration des actes, et particulièrement les plus démunis, dans la jungle des textes. Du moins sa vocation originelle, lorsque Sydoni ne signifiait encore que : Système notarial de documentation informatisée. Créé entre 1968 et 1970 il est opérationnel sous sa forme actuelle depuis 1978. Mais il n'était jusqu'à présent utilisé que par les cinq centres de docu-

mentation et de consultation (Gridon) mis sur pied par les conseils régionaux de notaires.

En avril 1980 le mot national remplace notarial dans le sigle Sydoni. Changement anodin en apparence mais qui a déclenché d'importantes remises dans le monde juridique qui ne sont pas encore apaisées. Que s'est-il passé ?

Une banque de données vaut par la qualité des documents qui sont emmagasinés mais aussi par leur quantité. La collecte des informations, leur tri, éventuellement leur réduction, et la saisie représentent de tels efforts que 18 millions auraient été dépensés depuis 1968, selon les auteurs de Sydoni, pour sa constitution et sa mise au point. Mais les cinquante-cinq mille textes enregistrés sont encore très en deçà du seuil satisfaisant. Pour rendre le système performant, il lui faudrait en contenir au moins quatre fois plus. La dynamique d'une banque de données est de tendre vers l'exhaustivité dans son domaine pour offrir un service le plus fiable possible à l'utilisateur et client. Les Gridon et le conseil supérieur du notariat ont donc soumis l'an dernier un projet de développement au ministère de l'Industrie dans l'espoir d'obtenir une subvention. Celle-ci fut accordée sous la forme d'un « contrat de croissance » de 9,5 millions de francs assorti de plusieurs conditions.

Le marché juridique est par ailleurs limité et à peine en éveil. Les utilisateurs potentiels ne sont pas encore du tout familiarisés avec les systèmes d'automatisation informatique. Les possibilités de croissance sont donc limitées. Mais, pour préparer — c'est-à-dire d'abord à perte — à une demande qui ne manquera pas d'éclater résisteront. Dès lors que les pouvoirs publics ont signé un contrat de croissance avec Sydoni, ils ont aussi accepté d'investir dans la banque de données. Un contrat exclusif.

L'obtention de la subvention a permis de commencer à développer le Centre d'informatique juridique (C.I.J.), créé par le Conseil d'Etat et la Cour de cassation. Riche de deux millions de francs, le C.I.J. ne compte que quelques salariés mais pas des moindres. Parmi les deux cours qui en sont à l'origine, les

Élargissement

Les bénéficiaires ont d'abord dû s'engager à investir une somme égale en cinq ans. Mais surtout, à cette échéance, c'est-à-dire en 1985, Sydoni devra être rentable, commercialement parlant. Sur le plan financier, un rapprochement a été négocié avec le G.C.A.M., une société de service et de conseil en informatique, filiale de la Caisse de dépôts et de consignations. Un G.C.E. (Groupeement d'intérêt économique) a été créé, où cette

dernière a pris une participation de 40 %, soit 8 millions de francs. Le Conseil supérieur des notaires a aussi pris une participation de 40 %, soit 8 millions de francs. La banque de données Sydoni a donc pour objectif de développer, en même temps que son fonds documentaire, sa clientèle aux autres professions juridiques que les

notaires. Les experts-comptables, les avocats, les juristes d'entreprise, aux administrateurs de biens et aux avocats. Les banques de données juridiques sont, en effet, en voie de constitution. Toutes ont besoin de cadres pour assurer de leur survie. Et pour ne développer, il leur faut vendre leur savoir. Mais vendre, il faut être en mesure d'offrir un système le plus complet possible. Cela suppose un investissement très lourd, puisqu'il faut compter au moins 100 F par document saisi.

Le marché juridique est par ailleurs limité et à peine en éveil. Les utilisateurs potentiels ne sont pas encore du tout familiarisés avec les systèmes d'automatisation informatique. Les possibilités de croissance sont donc limitées. Mais, pour préparer — c'est-à-dire d'abord à perte — à une demande qui ne manquera pas d'éclater résisteront. Dès lors que les pouvoirs publics ont signé un contrat de croissance avec Sydoni, ils ont aussi accepté d'investir dans la banque de données. Un contrat exclusif.

L'obtention de la subvention a permis de commencer à développer le Centre d'informatique juridique (C.I.J.), créé par le Conseil d'Etat et la Cour de cassation. Riche de deux millions de francs, le C.I.J. ne compte que quelques salariés mais pas des moindres. Parmi les deux cours qui en sont à l'origine, les

ministères de la Justice et du Travail et de la Participation, le Conseil supérieur des notaires, l'Association nationale des Impôts, la Cour des Comptes, Lucien Mehl, son directeur, s'étonne : « Est-ce que les Assemblées nationales, qui sont chargées de contrôler les notaires, ont la constitution d'une banque qui correspond à leurs besoins ? » Le C.I.J. aurait souhaité 25 millions de francs pour atteindre l'objectif d'un million de documents qu'il s'est fixé, mais se serait vu refuser le financement. « Malheureusement, je ne pouvais à peine promettre que l'équilibre financier serait atteint dans six ans, certainement pas la rentabilité. » Avec les 6 millions de francs que lui verse chaque année le ministère de la Justice, le C.I.J. peut juste assurer les mises à jour de son fonds actuel.

La manne publique

Les éditeurs juridiques, qui ont de longue date les premiers traités d'informations auprès des professions concernées, prétendent également à la manne des pouvoirs publics. Tous ont essuyé un refus. L'Association nationale des éditeurs juridiques, dont le président est M^{re} Bernard Desché, l'ancien directeur du centre, nos publications juridiques semblent souffrir à nos abonnés. Nos centres ne sont pas interrogés plus de trois à quatre fois par jour. Derrière les rivalités apparentes se dissimulent aussi des divergences liées aux contenus mêmes des banques de données. Les avocats, par exemple, ne veulent pas entendre parler de Sydoni. La constitution d'un fonds documentaire est en soi le reflet des intérêts et préoccupations de la profession. Parmi les notaires, dix-neuf mille ont rendu annuellement le cours d'appel, seuls 30 % enrichissent leur jurisprudence et attendent les travaux, remarque M^{re} du Granul, du barreau de Paris. Comme on ne peut pas tout prendre il faut sélectionner. Est-ce aux notaires, dont les préoccupations sont très différentes, de choisir pour les avocats ? Nous ne le pensons pas. Nous d'ont à peine le peuvent, puisqu'ils assistent la jurisprudence des revues et n'apparaissent que 5 % des arrêts.

On a donc vu que la banque de l'industrie d'avoir rangé les considérations de la banque de l'industrie. Le déterminant est l'aptitude estimée des professionnels à entrer sur pied un système commercialement viable (1).

Cette loi de sélection s'applique à la banque de données et au mode de transmission. En mode de connexion, la banque de données Sydoni, qui coûte 800 F avec la banque du C.I.J. et 600 F sans Sydoni, est en vigueur chez les éditeurs ; la réponse à une question est donnée en 10 à 15 secondes, 190 F, et coûte 200 F au C.I.J.



POUR LUI, SOUSCRIVEZ A L'ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'INSTITUT PASTEUR.

L'an 2000, c'est dans 20 ans. 20 ans pendant lesquels des millions de personnes vont naître, mourir, souffrir ; 20 ans pendant lesquels il faudra mieux comprendre la vie et découvrir les moyens de guérir. Des centaines de chercheurs à l'Institut Pasteur étudient déjà depuis plusieurs années les réactions du corps aux agressions virales ou microbiennes. Mais quelle sera la résistance de l'organisme humain à l'environnement de demain ? Les recherches de l'Institut Pasteur portent aujourd'hui non seulement sur les vaccins spécifiques contre telle ou telle maladie mais aussi sur la stimulation et la mobilisation de l'ensemble de nos défenses immunitaires. Pour nous aider à vaincre les virus, les bactéries, les parasites. Mais aussi les pires ennemis de notre organisme : les cellules cancéreuses. Devant l'ampleur des recherches à entreprendre dans les

grands domaines de la biologie, et dans celui des applications biomédicales, l'A.D.I.P. - Association pour le Développement de l'Institut Pasteur - a déjà rassemblé 50.000 personnes. Rejoignez-les pour l'avenir de millions de vies humaines. Demain, c'est l'an 2000.

A.D.I.P.

Si vous vous sentez concerné, renvoyez la demande d'adhésion ci-dessous, à l'Association pour le Développement de l'Institut Pasteur - Institut Pasteur - 28, rue du Docteur Raux - 75015 PARIS.

Je souhaite aider l'Institut Pasteur au titre de :

Membre adhérent ☐ (120 F)
Membre associé ☐ (500 F et plus)
Membre actif ☐ (1000 F et plus)
Membre participant ☐ (5000 F et plus)
Membre donateur ☐ (10.000 F et plus)

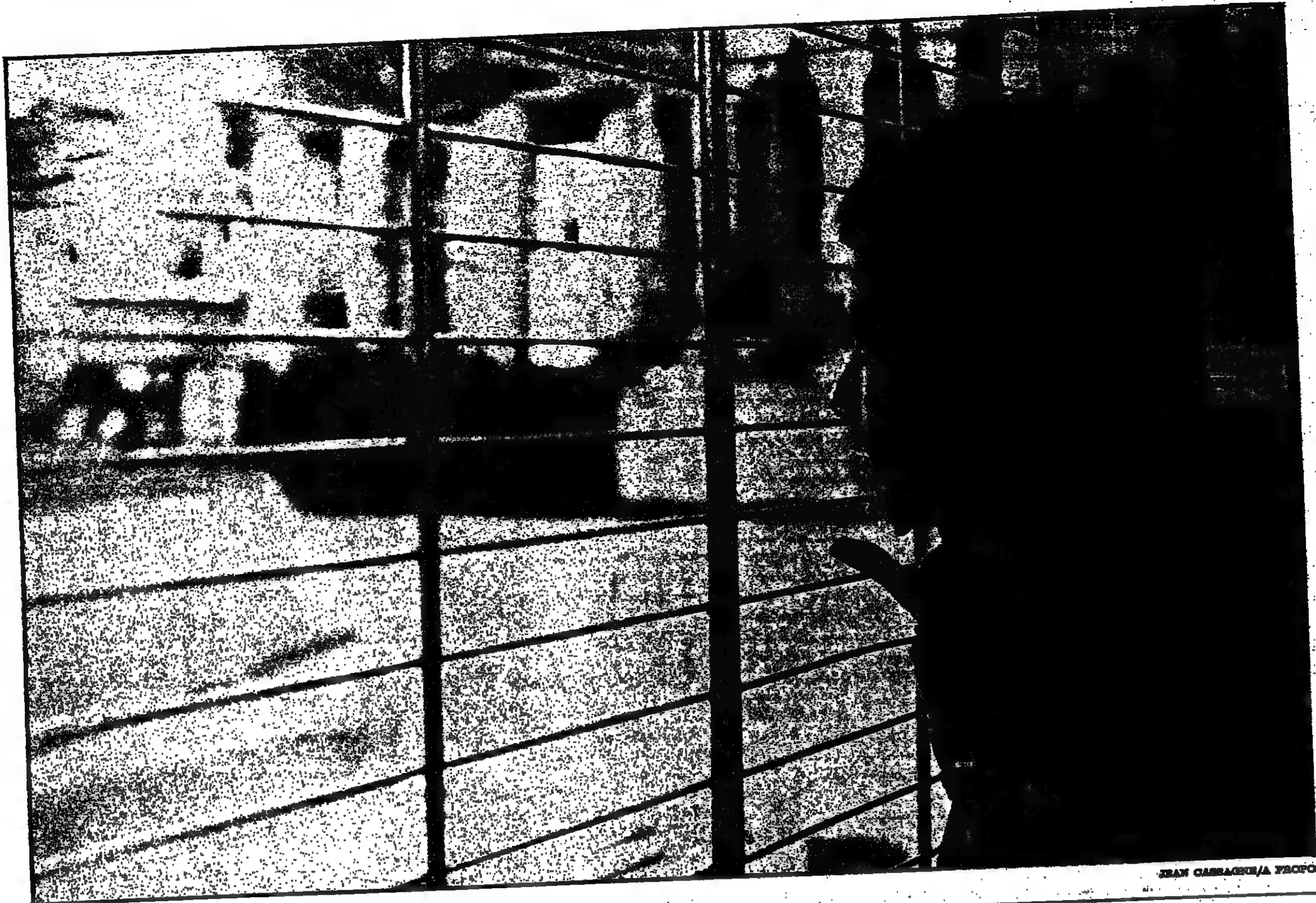
Ci-joint un chèque de F. _____ à l'ordre de l'Institut Pasteur

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____ Numéro distributeur _____
Profession _____ Tél. _____
Heure d'appel _____

REPÈRES

Charbon gazéifié

L'usine de gazéification du charbon est plus importante que celle de l'acier en activité à Vaislingen, en Sarre. Cette unité, filiale du S.A. Salzgitter, transformera 11 tonnes de charbon par heure en 11 millions de mètres cubes de gaz. Le ministère fédéral de la Reconstruction a subventionné 75 % du coût de construction qui atteint 10 millions de marks. La participation, au coût de fonctionnement qui s'élève à 10 millions de marks, sera de 10 millions de marks. Source : Energies, rue Cadet, 75009 Paris.



JEAN CARRACQUA / A. YPOCIS

ROMANTISME

L'autocritique d'un terroriste allemand

Horst Mahler, avocat berlinois, un des fondateurs et théoriciens de la « bande à Baader », vient d'être libéré de prison où il a passé neuf ans. Il explique ici pourquoi, après avoir prôné le terrorisme, il estime que « l'heure est venue de sortir des tranchées ».

PHILIPPE GANIER-RAYMOND

HORST MAHLER, avocat berlinois, un des fondateurs du mouvement étudiant S.D.S. conduit, dans les années 60, Ruddy Dutschke. Mahler a été un « bande à Baader ». Condamné en 1972 à douze ans de prison pour « grave », « attaque à armes », « association de criminels », il était déjà en liberté semi-surveillée, son entretien, publié par le magazine *Der Spiegel*, avec le ministre de l'Intérieur Gehrhart Baum fit sensation, en Allemagne. Il explique ici les motivations profondes de son revirement et les composantes de cette société à la fois transparente et mystérieuse : l'Allemagne.

« Je voudrais, d'un côté, de jeu, vous demander si, comme je le crois, une des motivations des terroristes allemands est la haine de soi. Un besoin irrésistible de lutter contre l'Allemand qui est en soi. Cette question est tout à fait surprenante de la part d'un Français. Après ce que vous avez

subi entre 1940 et 1945, un tel sentiment ne devrait pas être naturel. » — Surprenant. Mais, je ne parlerai pas de haine de soi. Il s'agit plutôt de honte. — Mais enfin, vous et la totalité des membres de la Fraction armée rouge n'étiez pas majeurs en 1945. Pourquoi colporter ce fardeau d'une responsabilité qui n'est pas la vôtre ? — Bien, en effet, qu'individu, en tant que moi-même, je ne suis pas responsable. Seulement, l'histoire est un événement, effroyable qui ont été provoqués. Or, je dirai emportés par l'appartenance à ce peuple. Par conséquent, je ne puis demeurer indifférent.

« Pour revenir à votre première question, je crois effectivement que tous les membres de la FAR ont ressenti, ressentent cette honte. Elle constitue un élément décisif dans leur engagement. Mais, vous le savez bien, les raisons d'un engagement sont multiples. Au-delà de la honte, il existe une certaine façon de traiter et de ne pas traiter le monde — c'est-à-dire une sensibilité propre, une certaine façon personnelle de voir la politique. Et, enfin, notre engagement : l'Etat, en tant qu'Etat, a commis les pires crimes en commettant tous les jours, et seulement au sein de son peuple, mais chez les autres peuples, quelque chose de difficile à supporter.

— Vos parents étaient-ils nazis ? — Oui. Mais je n'éprouve aucune haine à leur égard. Encore une fois, mon sentiment est la honte. Et de cette honte est née, c'est vrai, chez beaucoup, la haine des autres et la haine de soi. Pour ce qui me concerne, il m'est impossible de commenter le passé dans le langage, avec les mots de l'historien classique, comme cela se fait beaucoup, ici, de nos jours. Sans doute parce que l'extrémisme avec mes parents n'est pas rapporté positivement à la suite de l'homme bon. J'ai beaucoup réfléchi. Je me suis dit : « Il était aveuglé. » Mais c'est beaucoup plus compliqué que cela. Il s'est passé, dans ma famille, des choses que je ne parviens toujours pas à expliquer. Ainsi, mon oncle, le frère de ma mère, était fûrter S.A. En 1934, dans le prolongement de la nuit des longs couteaux, il a été assassiné par les S.S., comme Röhm. Eh bien ! malgré ce tragique événement, ni mon père ni moi-même, qui étions, je le répète, des gens pétris d'humanité, n'ont eu le moindre regard critique pour le nazisme. Pourquoi ? C'est inexplicable. Pour des raisons, et pour bien d'autres encore, il m'est impossible de voir la période nazie en noir et blanc. Les bons d'un côté, les mauvais de l'autre. Non.

— Franchement, il y a quelque chose de très choquant dans l'histoire de la FAR. Vous le confirmez : ses membres sont habités par le poids du génocide, qui est à la fois en eux et dans l'histoire de leur pays. C'est pathétique. Seulement, plus de trente ans après leurs parents, ces jeunes gens tuent des juifs à leur tour, parés, vous l'avez dit, par le souvenir du premier massacre. En ralliant aux Palestiniens. Comment expliquez-vous cela ? — Nous avons pris fait et cause pour le peuple palestinien, entre autres parce que jamais les juifs ne les auraient expulsés, ne leur auraient pris leurs terres, si nous n'avions, nous, traité les juifs de la manière que vous savez.

— L'idée sioniste ne date pas du III^e Reich.

— Les persécutions du III^e Reich, l'aboutissement de longues années politiques contre les juifs. Or les juifs faisaient partie de notre peuple. Au-delà de l'intégration, de la pleine et entière citoyenneté, ils avaient su maintenir l'identité d'un peuple. Le peuple allemand devait absolument les dédommager, mais pas en facilitant la création d'un Etat voué par définition à une politique violente. Il fallait créer des conditions politiques, sociales et culturelles telles que le martyre des Palestiniens. En effet, que la terre de Palestine soit placée sous contrôle israélien ne pouvait nous laisser indifférent, en raison même de notre passé.

Le doute

— Mais, comment vous, Allemand de quarante-cinq ans, ravagé — à tort ou à raison — par la culpabilité, pouvez-vous décider de manière aussi péremptoire d'une telle situation ?

— Je vois très bien votre argument. Vous l'avez dit : enfants, nous n'étions pas responsables de ce qui se passait. Mais nous étions identifiés aux auteurs du grand massacre. Cela a créé une exigence morale. Si nous voyons une injustice, ou quelque chose que nous considérons comme une injustice, nous n'avons pas le droit de nous taire.

— Prenons le problème par un autre bout. Quelle fut votre réaction, à vous, Horst Mahler, au massacre des Jeux olympiques de Munich ?

— A l'époque, j'ai justifié cette action devant le tribunal. J'étais accusé d'attaque à main armée. En public, j'ai dit que Munich avait une signification particulière. Je m'en rends compte aujourd'hui : on mettait en cause notre identité, dans ce procès, on mettait en cause notre Selbstverständnis. Pour la première fois, il y avait une action politique globale. On ne pouvait enlever dans le procès sans prendre position. Au fond de moi-même je critiquais beaucoup cette action. Mais il y avait le procès. Ma réaction ne pouvait être qu'unilatérale.

— Et vous n'étiez pas ému par ce qui venait de se passer à Munich ?

— Mais si, justement ! C'était bien cela le problème ! Mais je répète que notre identité était menacée. Et nous réagissions en justifiant l'affaire de Munich. Ce fut l'origine de problèmes énormes. Cela déboucha sur le doute. Aujourd'hui, quand je vois leurs réactions dans la clandestinité, quand je vois leurs vidéos, j'aperçois les doutes qui sont derrière. Le fait qu'ils propagent toujours cette idée de la lutte armée, qu'ils ignorent le point les conséquences politiques de leur action, encore et toujours, ce n'est rien d'autre que l'expression de leur doute.

— Prenons un autre exemple : l'enlèvement et la mort de Schleyer.

— L'affaire Schleyer est évidemment liée à l'affaire de Mogadiscio. Des vacanciers pris en otage, d'une part. D'autre part, un homme que l'on torture pendant six semaines, avant de le tuer. Que se passait-il dans nos têtes ? Comment pouvions-nous expliquer des choses pareilles avec les mots du vocabulaire politique ? On n'a pas encore trouvé de réponse. Mais, soudain, ceci est devenu pour moi une évidence : une certaine morale politique peut se retourner comme un gant. On peut très vite adopter un comportement rigoureusement calqué sur celui des gens que nous combattons. On en arrive à faire soi-même une politique meurtrière, répressive, fondée sur le mépris de l'homme. Que disait la FAR ? C'est : aucun individu ne peut être tenu pour responsable d'un processus historique. Il était faux, par conséquent, de dire que Schleyer était responsable de l'Etat capitaliste. Il était otage de la terreur pour responsable d'un certain ordre

politique, d'un certain régime. On en oublie qu'il appartenait à l'espèce humaine.

— C'est à cette époque, dans que vous avez commencé à revenir sur vos positions, sur vos convictions.

— Non. Un processus de révision ne s'accomplit pas, comme ça, en vingt-quatre heures. On ne peut affirmer : « Tel jour, à telle heure, on a changé de telle conviction. » Mais je vous répéterai ce que j'ai déjà dit au ministre Baum : l'isolement, en prison, est une bonne chose, dans la mesure où il vous contraint à la réflexion solitaire. Sans le poids écrasant de la société extérieure. C'est un premier point. Ensuite, il faut remonter aux années 1969-1970, à l'époque de la guerre au Vietnam. Notre génération était l'Etat, représentant de la domination du capital, devait être détruit. Et nous croyions que notre action devait être exemplaire. Nous avions pués chez Marx et Lénine les raisons de notre conviction. Nous étions persuadés que nous nous opposerions à un écho favorable. Nous imaginions que notre résistance à l'Etat serait suivie, qu'elle déboucherait sur une réaction concrète, populaire. Le résultat, vous le connaissez, et on l'a bien vu au cours des procès de nos camarades de la FAR. Il était diamétralement opposé à celui que nous espérions : l'impossibilité, une psychose de peur, et le renforcement des puissances que nous combattons : le BND, (1), l'extrême droite, Franz-Joseph Strauss, etc.

Lénine

— Ce qui m'étonne, dans votre discours, c'est cette référence à Lénine, et dans l'analyse révolutionnaire, à Hegel. Le premier acte de l'Etat est la révolution. Le second acte, la révolution de l'Etat en prolétariat à toute réflexion sur l'homme. Vous m'avez parlé de Kropotkine, à la rigueur j'aurais compris. — Il est vrai que Hegel dit bien que l'Etat existe déjà en l'homme. Mais cela ne s'écrit pas. Hegel montre que, lorsque les forces répressives sont trop faibles face à une situation intenable, il peut y avoir rupture, changement d'Etat.

(1) Service de renseignements de la R.F.A., fondé par G. Gehlen, spécialiste du stalinisme français.

مكتبة المجلد

Hegel laisse la porte grande ouverte à toutes les formes de prise de conscience. Selon lui, il existe mille façons pour la bourgeoisie de se dégarer de la société féodale.

» Pour ce qui concerne Lénine, c'est tout différent. Nous nous sommes trompés. Nous nous sommes identifiés avec le leader de la première révolution du siècle. Nous l'avons reçu. Nous voulions à tout prix — déjà du temps de la révolution estudiantine — que le marxisme-léninisme soit le fondement théorique de l'empire soviétique de nos actions. Pas l'œuvre d'une critique. Aujourd'hui, heureusement, beaucoup d'entre nous sont passés du stade réceptif à la réflexion critique.

— Revenons à l'histoire récente. Savez-vous ce qui s'est réellement passé à Stamboul ? Vos amis Andréas Bader, Gudrun Ensslin, Karl Raupé, se sont-ils vraiment suicidés ?

— Je n'y étais pas. Mais il y a eu crime, à qui ce crime a-t-il profité ? Stamboul pas au gouvernement fédéral. Stamboul pas à Helmut Schmidt. Ils venaient de réussir le coup de Mogadiscio. Ce n'était vraiment pas le moment de se mettre une histoire pareille sur le dos. La mort de Bader, Ensslin et Raupé flaquait tout par terre. Quant à la vengeance pure et simple, non, je n'y crois pas. Ça ne tient pas debout. En plus, la FAR a été, à contrario, un facteur non négligeable de renforcement des structures et du régime dans ce pays. S'il y a eu meurtres, le gouvernement n'y est pour rien. Je croisais plutôt au B.N.D., à une certaine fraction très précise du B.N.D. l'objectif secret de provoquer la gauche dans ses faiblesses. À la conduire à des actions de désespoir, de folie.

Le complot

— Vous reconnaissez, j'imagine, la thèse qui prévaut dans les milieux européens bien informés : il n'existerait qu'un seul et même mouvement dans le terrorisme mondial. Allemands, Irlandais, Basques, Coréas, Bretons seraient tous manipulés par Kadhafi. Qu'en pensez-vous ?

— Il existe, à droite comme à gauche — pardonnez-moi d'utiliser ces vieux concepts étranges — une manière de juger toute politique en plaçant systématiquement au centre de son raisonnement l'idée d'un complot. Le plus petit événement doit obligatoirement être à la fois le reflet et la réalisation d'un complot global, planétaire. Les nazis, pour ne parler que d'eux, ne faisaient rien d'autre en clamant que tous les malheurs de l'Allemagne découlaient d'une conspiration juive. Je suis toujours très surpris que pareille conception du monde ait à ce point la vie dure. Car, enfin, l'histoire ne cesse de démontrer que les choses ne fonctionnent pas ainsi. Tout ce que nous savons des causes profondes des événements historiques concourt à démontrer au contraire que la stratégie du complot ne joue aucun rôle.

— Donc Kadhafi ne joue aucun rôle dans la flamme terroriste européenne actuelle.

— Je n'ai jamais dit cela. Il est à peu près certain, au contraire, que certains hommes au pouvoir, Kadhafi entre autres — mais croyez bien qu'il n'est pas le seul — tentent de tirer profit de certaines situations. Qu'aurait-il le nier ? Il est clair, en effet, que le terrorisme est un des éléments de leur politique et qu'ils essaient par tous les moyens de l'utiliser. Mais ni M. Kadhafi ni aucun autre chef d'État n'est à l'origine de l'action de tel ou tel groupe. Ce qui est à la base, ce qui est le premier et la singularité, les conceptions propres du groupe. Qu'il s'agisse de nous, qu'il s'agisse des Basques ou des Coréas. Ce qui compte d'abord, c'est la cause, son originalité. Quand un groupe se rend compte que Kadhafi ou un autre le soutient en mettant par exemple à sa disposition des camps d'entraînement, alors il s'interroge. On discute. On pèse le pour et le contre.

— Les vôtres, par exemple, se sont entraînés, s'entraînent toujours dans les camps palestiniens, tout le monde le sait.

— Oui, mais c'est en pleine conscience que nous avons accepté l'offre palestinienne. Nous avons analysé la situation, à l'époque. Nous sommes arrivés à la conclusion, en raison de la nature même de la cause palestinienne, qu'il n'y avait aucune contradiction entre nos motifs, les buts que nous nous étions fixés, et le fait d'aller s'entraîner à-bas.

— Oui. Je me méfie, comme vous, de la théorie du complot. Mais chaque fois qu'on se rend à Berlin-Est, à 800 mètres d'ici, on tombe, dans le hall de l'hôtel Unter den Linden, sur l'état-major palestinien, toutes tentatives confondues : O.L.P., Front du refus, etc.

— Qu'est-ce que cela prouve ?

— Rien. Mais on ne peut s'empêcher d'imaginer une gigantesque manipulation de votre romantisme par la R.D.A., donc par l'U.R.S.S., en vue d'une déstabilisation de l'Europe occidentale.

— Les suppositions, les spéculations que l'on a faites à ce sujet sont innombrables. Je n'ai guère d'idées sur la question. Je ne puis que m'en tenir aux faits. Tout d'abord, je sais que la R.D.A. et Moscou, en 1967, ont été très surpris par l'ampleur que prenait le mouvement étudiant à Berlin-Ouest. Ils n'avaient jamais prévu cela. Ce mouvement n'était inscrit nulle part dans leurs catégories. Ils ne comprenaient rien. Ils ont été encore plus désorientés quand les groupes terroristes sont apparus. Ici, aux États-Unis, en Italie chez vous même. À la rigueur, ils étaient capables de comprendre une évolution bizarre à l'intérieur du mouvement ouvrier. Mais dans leur schéma rien n'était prévu au chapitre du terrorisme individualisé. Qu'ont-ils fait alors ? Ils ont commencé par nous dénoncer. Et puis ils ont attendu. En se demandant comment diable utiliser la situation nouvelle dans leur intérêt propre. Au début, ils étaient si peu sûrs d'eux que, tout en nous condamnant, ils nous ont procuré un certain nombre de facilités.

— Ils vous laissent passer à l'Est ?

— Ils nous laissent passer à travers la R.D.A. de Berlin-Ouest en République fédérale. Mais je veux dire ceci : s'il est possible qu'ils aient songé à nous utiliser comme moyen de déstabilisation, il est certain, en revanche, qu'il n'y a jamais eu de leur part un grand calcul ayant notre entrée en action. Je répète qu'ils ont été effarés par l'apparition de notre mouvement. Nous n'étions pas inscrits à leur programme historique !

— Aviez-vous des contacts avec les autres mouvements terroristes ? Les Basques, les Coréas, les Irlandais.

— J'ai été arrêté avant qu'ils aient été pris, si jamais ils le furent. Je ne sais donc rien. Mais je puis dire que la tendance, au moment de mon arrestation, était effectivement à la recherche de contacts. Avec l'I.R.A., les Basques, et surtout avec les Italiens. La phase ultérieure de notre programme était, en quelque sorte, une relance de la T.T.I. Internationale.

— Est-ce que la Fraction armée rouge existe toujours ?

— Franchement, je n'en sais rien. Je fais comme vous : je lis les journaux, j'essaie de lire entre les lignes. Une chose est certaine : après Mogadiscio, en 1977, après cette terrible défaite pour le groupe, la FAR a subi un traumatisme terrible. Les militants ont été énormément frappés dans leur identité. Or un groupe, quel qu'il soit, dont les individus sont à ce point ébranlés, ne peut avoir que des difficultés profondes.

Utile

— Après sept ans de prison, vous avez en liberté. Mieux : vous avez eu un entretien public avec le ministre de l'Intérieur fédéral. Un entretien semblable entre notre ministre de l'Intérieur, Christian Bonnet, et un ancien plasticien connu, même rependu, serait difficilement imaginable. Finalement, elle ne se passe pas si mal que ça la loi allemande, la société allemande.

— Ici, il existe une loi d'application des peines qui prévoit normalement la mise en semi-liberté après tant d'années de prison. On ne m'a pas fait de cadeau. Maintenant, vous comparez la société allemande avec la société

ERRATUM. — Dans l'interview de Nicolas Tertulian, « L'Europe et l'ombre de Staline » (Le Monde Dimanche du 31 août, page 14, première colonne, dernier paragraphe), il fallait lire : « L'Europe s'est rendue compte que le poids de l'objectivité est plus grand qu'il ne le pensait et qu'il fallait tenir compte, dans une mesure incommensurablement plus grande que la résistance et de la complexité du réel (L.). » Nous présentons nos excuses à nos lecteurs.

française que, par parenthèse, je ne connais pas très bien. Ne croyez-vous pas que si un tel entretien avait été publié dans les journaux français, les Français n'auraient pas compris, comme la majorité des Allemands, que l'événement était utile, nécessaire ? Ne croyez-vous pas que les Français, comme les Allemands, auraient compris que l'heure était enfin venue de sortir des tranchées, de part et d'autre ?

— Certains groupements d'extrême gauche allemands ne vous ont pas ménagé. On vous a accusé d'être la Marionnette du gouvernement fédéral.

— Je n'ai rien à répondre à ce genre de déclarations. Je n'éprouve que mépris pour leurs auteurs. L'important, c'est que d'autres, la majorité, ont, sur mon comportement une opinion différente.

— Aujourd'hui, avez-vous renoncé à toute violence ?

— Je ne répands plus, toi, en Allemagne, les idées de violence. Dans les conditions dans lesquelles nous vivons, la violence politique est une absurdité. Mais, je ne puis par principe, condamner la violence. Et vous non plus, les Français, que montre votre révolution ? Que la survie matérielle n'est pas le bien suprême. Que l'alignement muet sur un régime répressif n'est pas l'expression de la dignité humaine. Que le but suprême, ce n'est pas la survie d'une nation, mais la liberté. Et que, lorsque l'oppression est devenue insupportable, il est tout à fait légitime que le peuple ait recours à la violence.

— Vous parlez de liberté. Par ailleurs, vous avez fait de fréquentes références au socialisme. De Phenom-Penh à Berlin-Est, en passant par Prague et par Moscou, jamais on n'a vu le socialisme associé à la liberté.

— Dans le concept même de socialisme la liberté est absente, effectivement. Le socialisme, ce n'est pas la liberté, c'est la nostalgie de la liberté. Le socialisme a fait de la liberté un objet de son pensée, de ses regrets, de son espoir. Il ne l'a jamais intégrée. C'est sa grande faiblesse. Le socialisme n'implique aucune idée claire de ce que c'est que la liberté, de ce qu'elle signifie. Il ignore qu'est l'être humain, en tant qu'être libre. Ce serait folie d'accepter, nous, les structures qui nient la liberté individuelle. Cela dit, là-bas, en Chine, où l'on a triomphé d'une certaine misère matérielle, ces contraintes sont peut-être nécessaires. Ce serait folie aussi, peut-être de revenir à la liberté de conscience, de religion. Aller savoir. Je ne sais pas.

Fanatisme

— Plus je vous écoute, et plus je me dis qu'un mouvement comme la FAR n'est concevable qu'en Allemagne. À cause du romantisme, mais pas seulement. Il y a autre chose. Quoi ?

— Je crois qu'un des éléments fondamentaux de la nature allemande, c'est ce que nous appelons la « Gemütslichkeit ». Le besoin forcé de se sentir à l'aise à tout prix, de vivre en harmonie profonde avec les idées fondamentales. Et cette envie d'être rassuré par les idées peut revêtir un aspect très cruel. Il faut que nous allions à l'essentiel, tout de suite. Et il faut que l'autre, l'adversaire, finisse sur le bâillon, afin que nous soyons notre propre âme. Cette manière souterraine de revenir incessamment au fondamental pour expliquer un comportement pratique débouche sur ce qu'on appelle le fanatisme. C'est vrai, nous sommes ainsi.

— Ce qui frappe, c'est la dimension sociale de la FAR. Et on revient au romantisme.

— Le suicide, c'est l'aspect extérieur. Il y a quelque chose à la base. C'est ce quelque chose qui est important. Je dirai que c'est le rigorisme moral. Il a joué un grand rôle dans notre mouvement. Le rigorisme moral, c'est très simple : pour nous, il était inimaginable, puisque nous refusions certaines conditions sociales, de ne pas aller jusqu'au bout. Ou bien on se pend, ou bien on boucle de fond en comble cet ordre que l'on nous impose. Et il est bien vrai que là, dans ce comportement, on retrouve le romantisme.

— Beaucoup de vos camarades sont encore dans la clandestinité. Avez-vous un message pour eux ?

— Les messages ne servent à rien. Ils sont inopérants. J'exprime publiquement des réflexions. Je demande que d'autres réfléchissent à leur tour. L'essentiel est que cette réflexion soit fondée sur la notion de peuple. Cette réflexion doit être liée à l'expérience de la clandestinité. Elle ne doit pas avoir pour base la seule clandestinité. ■

TÉMOINS

Sous le Blitz à quinze ans

Septembre 1940. Jean Marabini, quinze ans, se trouve seul et sans ressources à Londres, au moment où commence le Blitz.

JEAN MARABINI

À la gare de Londres, le 7 septembre 1940. Il y a tant d'avions, le sol est pommé par tant de bombes, que nous nous précipitons au sol les uns sur les autres. Le toit du train vient d'être soulevé : je tousse et crache comme si le livre que lit une vieille Miss assise en face de moi, les Derniers Jours de Pompeï, se matérialisait soudain d'une façon terrifiante. Les bruits sont si étourdissants que je me mets à vomir les sandwiches donnés par un voyageur compatriote.

Une fumée opaque fait penser à une éclipse de soleil. Des soldats coiffés du « Tin Hat », une sorte de plat en métal, les trois noires comme au brou de noir, nous tirent de là. Ils parlent d'invasion généralisée, de dix mille avions, d'un million de morts. « Tout cela est exagéré », observe la vieille Miss avec dignité. On dégage du compartiment voisin un homme les deux jambes sectionnées.

De Guy's Hospital, où je suis conduit, les vêtements en loques mais indemne, je pars avec le billet d'une infirmière m'adressant à sa tante, loin de là, dans Hamstead Road. Le crépuscule tombe et je mets plus de quarante heures pour rejoindre une maison détruite.

Ma traversée de Londres, dans la nuit du 7 au 8, c'est la traversée de l'enfer. Les centrales électriques ont été détruites. Les docks flambent, comme tout le East End et les quartiers les plus pauvres.

Les Martiens

Je croise mes premiers cadavres dans Cheapside Street. Des gémissements s'élèvent partout des ruines. Tout se calme un peu, quand j'arrive enfin à Bedford Square où se trouve le consulat de France et le British Museum. Des sacs de sable y protègent dinosaures et mammoth. Les beaux quartiers ont été relativement épargnés, notamment Buckingham Palace. Downing Street est si petite que les anges exterminateurs de Goering seraient bien incapables d'y repérer la petite maison où Churchill va s'écrouler pendant soixante-dix nuits de terreur, alors que tant de gens se mettent au vert dès le premier coup de gong.

Cette fuite éperdue des premières heures, je la constate dès l'aube, alors que les avions s'alignent. À Euston, à Saint-Pancras, c'est la panique, des foules se sauvent, me rappelant mon livre préféré, la Guerre des mondes, de Wells, quand les Martiens arrivent à Londres avec leur fumée noire et leur rayon de la mort. Dans cette masse, les policiers à cheval se taillent difficilement un chemin. On se bat, on s'investit. Je me couche, épuisé, dans l'herbe couverte de roses de Regent's Park, pour y écouter le barissement désespéré d'un éléphant du zoo proche. Les animaux vont être évacués en priorité et ce départ d'une arche de Noé est peut-être le premier signe d'un renouveau qui suivra le déluge.

Puisque je n'ai plus de maison à Hamstead, je reste là jusqu'au soir, à ciel ouvert. Une famille me prenant en pitié me conduit chez elle, dans Gover Street, où je me lave et dors quelques instants sur un canapé, après avoir mangé des saucisses au bacon. Mais, à la nuit, plus de mille engins incendiaires tombent sur nos têtes et nous nous réfugiions épuisés à la cave. C'est tout le quartier des gares qui flambe, y compris Gover Street, composée de maisons individuelles à deux étages.

Mon hôte d'une nuit m'a donné 2 shillings. Je prends le métro pour Trafalgar, sans trop faire attention aux commentaires des usagers sur un discours du premier ministre prononcé à la B.B.C. Avant de voir la statue de Nelson, j'observe, sur l'escalier rouillant qui débouche du métro à ciel ouvert, que les gens qui montent comme

moi ont l'air crispé, alors que ceux qui descendent paraissent soulagés.

Sur la place, dans les rues, tout fonctionne, même si des centaines d'avions allemands reviennent maintenant de jour comme de nuit. Mais à la lumière du soleil et dans le bruit de la ville, on les entend moins et ils ne sont plus sentis. L'Evening Standard titre : « On les aura ». Le Star annonce dans l'après-midi : « Quarante-quatre bombardiers nazis abattus rien que dans la soirée ». Un type avec un chapeau melon et une canne, le visage gras et rouge, se jette après avoir pris connaissance du Times : « Le pudding de Churchill a pris ». De quel pudding parle-t-il ? Partout sur les trottoirs il y a autant de femmes que de hommes ; les enfants comme moi sont moins nombreux. Des book-makers prennent des paris. On joue 10 livres sur une bombe « placée » pour le five-o'clock tea chez Fortun, près de Hyde Park Corner, ou « gagnée » sur Victoria à l'heure du porto.

Ce cynisme apparent a un sens secret très positif. Les clubs où je ne puis pénétrer sont ouverts même sans Rolls devant la porte. J'entends fuser du jazz d'un milk bar : « When they begin the beguin, it brings back the sound of a tropical splendour ». Ça, je connais, c'est de Cole Porter, et le pianiste du disque doit être Charlie Kunz.

On fait la queue aux hot dogs, et les gens attendent apparemment avec calme leur bus rouge haut comme une maison à la sortie des bureaux, sans trop oser lever la tête, la mâchoire un peu serrée. Comme une bombe jumelle d'une tonne frappe justement Victoria à l'heure du sherry et du porto (il y aura demain des millions de tonnes de la mort), je me jette au sol pour me relever tout confus parmi les rires moqueurs. Je ne le ferai plus, j'ai compris. C'est ça le pudding de Churchill, qui est en train de prendre. Plus que le radar à peine inventé en Grande-Bretagne, plus que quelques dizaines d'as de la R.A.F. se faisant tuer, et qui seront des centaines demain, c'est toute une population civile courageuse, la première surprise passée, qui commence à gagner la guerre.

Certes, je ne mesure pas encore ce tournant décisif, même à la mi-octobre, alors que la ronde maléfique des exterminateurs ne ralentit guère, continuant à tout anéantir avec la même ténacité implacable. Le courage est partout, et il tombe nombre de pilotes nazis brûlés vifs sur la ville que l'on tente de sauver in extremis. Mais on s'habitue à tout, même à la disparition du brouillard en cet automne, comme si Dieu était allemand. Deux cent cinquante bombardiers en moyenne sont là chaque soir. Dès qu'ils sont visibles, les sirènes, qui ont heureusement succédé aux crécelles des home guards ridiculement juchés sur les toits en septembre, annoncent toujours l'heure de la peur. Quelques secondes se passent et les nazis sont là. Il y a encore en octobre, sur Londres, 250 bombardiers en moyenne.

Chaque soir, un million de pauvres gens se précipitent avec leurs ballots, leurs gamelles, dans le métro. Les derniers se mettent à courir, déjà poursuivis par le grondement terrifiant des moteurs et le sifflement des premières bombes. Et dans le tub tout un univers cosmopolite, vivant dans l'illusion d'être à l'abri — une station éternelle s'est pourtant transformée en nécropole collective, — se remet de ses terribles secousses d'un « still control » digne d'éprouver pour le système nerveux. Une atmosphère de fête y règne parfois. On écoute une cornemuse sur le quai de la station Holborn, particulièrement profonde. Des jeunes gens y flirtent sans retenue sous les couvertures. Nombre d'enfants auront été conçus dans le métro, et des mariages décidés sous les pannes publicitaires incitant à fumer une « De Resque Minir ».

Je suis heureux de bénéficier de cette solidarité bon enfant, où l'on partage fraternellement

provisions et confidences. Quelque chose de définitif se brise dans la réserve anglaise. On aide par exemple deux soldats casqués supposés allemands, qui sont en réalité français. En revanche, une colère soudaine menace la vie d'un « satyre » qui aurait peré des trous dans un paravent pour observer des dames dans les tinettes débordantes et nauséabondes du bout du quai.

Cet univers tubulaire où l'on s'habitue à l'air raréfié, à dormir sur le ciment, où chaque famille défend d'une nuit à l'autre son territoire, ressemble à celui des phoques ou des oiseaux marins parqués sur leurs îlots. J'y rencontre des Maltais, des Jamaïcains, des Africains et Asiatiques mêlés à 80 % de Londoniens. Couchés comme des sardines, la tête contre le mur rouillé, ils doivent laisser libre un couloir d'un mètre de large, le long des rampes qui se succèdent vivement afin que les usagers puissent circuler. Les voyageurs en habit allant souper quelque part en surface ignorent superbement les « couchés » ou les toisent avec mépris. Il est possible que la ligne blanche de démarcation tracée à la chaux sépare déjà l'Angleterre des traditions de celle plus démocratique qui survivra à Hitler.

Les « mollets bleus »

Souvent, passant la « ligne des élégants », je suis avec la rame devenue aérienne, traversant un merveilleux paysage parmi les fusées or, vertes, argent et rouges. Des bouquets éblouissants s'élèvent ici et là. Les projecteurs balayent la nuit d'encre croissant se réunissent pour saisir dans leurs fuseaux mêlés un Heinkel explosant bientôt sous le tir des balles traçantes de la D.C.A. désormais bien organisée. C'est la Guerre des étoiles où tombe parfois, comme une comète, un Messerschmitt ou un Hurricane ou encore la fleur d'un parachute. Au sol, les hommes de la « Fire Brigade » (les pompiers) se découpent sur les échelles contre les incendies. J'admire ce travail de Vulcain. Si je descends de mon observatoire céleste, je retrouve au sol Soho où l'on prend la relève de Berlin des années 20. Des travestis défilent dans un cabaret, Gennaro, le célèbre restaurateur, offre une rose saumon à chaque femme habillée d'une robe du soir en l'appelant « My beautiful Lady », avec un horrible accent napolitain. En attendant que le laurier et le facteur reprennent leur travail le lendemain matin avec les fonctionnaires et les ouvriers, Londres est aussi une ruche où l'on s'amuse fort en cette fin 1940.

Un soir, je vais au cinéma voir Waterloo Bridge, avec Vivian Leigh et les spectateurs rien qu'au l'écran présente la panique de leurs pères en 1917 à l'arrivée d'un Zeppelin. La salle s'écrasera deux jours plus tard avec cinquante-quatre morts. N'importe ! C'est la frénésie dans les boîtes où l'on danse jusqu'à 4 heures du matin avant de dormir en tas sur le tapis. Dans Soho, toujours au cœur des rues chaudes, on rencontre cent mille lucioles, les « mollets bleus », comme on appelle les prostituées parce qu'elles s'éclairaient le mollet avec une lampe de poche teintée de bleu pour le black out et leur commerce. Jamais leurs affaires n'ont été si florissantes.

Je connais Brinda, Pamela, Mado, une mère pour moi, si élégante qu'elle a ses entrées au bar du Savoy où elle me conduit. J'y écoute Townsend en permission d'un soir racontant comment il s'est battu dans le ciel le jour même avec un as de la Luftwaffe, les deux hommes se donnant la réplique dans le micro en chantant « Top Hat » de Fred Astaire, les rafales de mitrailleuse tenant lieu de cloaques.

L'Allemand est mort après avoir fait un salut à son vainqueur.

C'est le 1^{er} novembre. Dans trois jours les Allemands disparaissent, enfin conscients d'avoir perdu leur première grande bataille.

THÉÂTRE

Les queues de Londres

BERNARD DORT

UNE chose extraordinaire vient de m'arriver : j'ai fait la queue pour aller au théâtre. C'était à Londres. J'y passais les premiers jours d'août. Depuis plus d'un mois, Paris était devenu un désert théâtral. A Londres, presque tous les théâtres étaient ouverts. Je n'avais pas prévu d'y voir des spectacles. Je me sentais en vacances. Il y avait bien longtemps que je n'étais allé à Londres, et le théâtre anglais m'est devenu presque étranger. Si l'on joue, en France, Pinter, Stoppard, Saunders... c'est toujours avec quelques années de retard, et on ignore encore un auteur comme David Hare, tout comme on ne sait pas grand-chose au Théâtre national. Nos Anglais s'appellent Peter Brook et Terry Hands : ils nous effraient ; ils sont loin d'être tout le théâtre britannique.

Je choisis un spectacle du groupe People Show, à l'Institut for Contemporary Arts (ICA), sur le Mall, et une pièce de l'écrivain soviétique, Nikolai Erdman, *The Suicide*, que donnait la Royal Shakespeare Company (R.S.C.), dans sa plus petite salle, à la Warehouse, tout près de Covent Garden. Des spectacles classés par le magazine *Time Out*, l'indispensable « Semaine de Londres », dans les « Fringe Shows » (les spectacles de la « frange », en marge, mais ceux-ci sont plus nombreux maintenant, que ceux classés dans le *West-End* : une bonne cinquantaine).

A l'ICA et à la Warehouse, même surprise : tous les billets étaient vendus. Je n'avais qu'une petite chance d'entrer : peut-être y aurais-je des « rendus ». Il fallait faire la queue. Une dizaine de personnes étaient déjà là, soigneusement en file dans le hall de l'ICA, ou péniblement alignées sur l'escalier étroit et escarpé de la Warehouse. Calmes, détendues comme si elles en avaient l'habitude. J'eus de la chance. Au tout dernier moment, des billets se libérèrent. J'entrai. D'autres, après moi, durant rebrousse chemin. Le théâtre à Londres marche bien, en dépit des coupes sombres, dans les subventions, pratiquées par le gouvernement conservateur (1).

Pourtant, les deux spectacles auxquels j'ai assisté n'avaient rien, de prime abord, de très attirant. Passe encore pour les « musicals » anglo-américains : Jésus-Christ superstar tient toujours l'affiche dans le *West-End*. Un spectacle intitulé *Play*, de Pam Gems, draine les foules : un « éblouissement » commente *Time Out*, qui le « recommande ». Donc, les spectateurs s'y alignent, paisiblement, malgré le prix des places (jusqu'à 7 ou 8 livres). Et le « boulevard » anglais a aussi une prodigieuse faculté d'assimilation : la *Mort accidentelle d'un anarchiste*, de Carlo Fo, s'est installée au Wyndham, un théâtre qui, vu du dehors, paraît outrageusement victorien... De quoi donner raison au metteur en scène allemand, Peter Zadek, qui, du retour d'un voyage à Londres, proclamait, non sans provocation : « Le seul théâtre populaire, c'est le boulevard londonien ! » (2).

Familiarité

Or le People Show (que nous avons vu antérieurement à Nancy) vient, au contraire, de l'« underground » : il existe depuis une dizaine d'années, il est connu, sans avoir encore atteint la renommée du Welfare State ou des Pip Simmons. Quant à *The Suicide*, d'Erdman, qui s'en vient-il ? Il a été joué sans le titre le *Suicide* (3), dans une mise en scène de Jean-Pierre Gravel, par la compagnie Renaud-Barrault, en 1974, au théâtre Récamier : il est passé presque inaperçu. Je doute aussi que le public, qui attendait bien sagement dans l'escalier de la Warehouse, ait été particulièrement averti des dévotions d'Erdman avec le pouvoir soviétique, et du fait que ce *Suicide*, qui avait été, entre 1930 et 1932, mis en répétition chez Stanislavski et chez Meyerhold, à Moscou, n'y a jamais vu le jour (tout cela, le programme — deux feuilles

grossièrement ronéotypées — me l'a appris) (4). Alors pourquoi ce succès ? Et pourquoi cette familiarité des spectateurs londoniens avec un théâtre somme toute marginal, ou délibérément cultuel ? Je hasarderai deux hypothèses. La première, c'est que les spectateurs viennent là pour voir raconter des histoires. Et que c'est bien une histoire qu'on leur donne. Le *Suicide* est un *Revisor* à l'envers. Cette fois, il s'agit d'un faux fonctionnaire, dont le personnage révèle les vices d'une société : Sémion Sémionovitch Podstaknikov, un personnage aussi vide que le Khlestakov de Gogol, est non un escroc mais un employé sans travail dans l'U.R.S.S. des années 20. Son entourage imagine qu'il n'a plus qu'à se suicider. Et chacun, de l'inspecteur au pope, du trafiquant de la Nep au boucher, entend bien tirer parti de son suicide. Il en devient un héros. Le seul ennui, c'est qu'il n'a pas du tout envie de se suicider. Le spectacle de la Warehouse, mis en scène par Ron Daniels, un jeune de la R.S.C., ne cherche pas à décrire, à travers le personnage, la société. Comme le *Revisor* monté par Vites à Ivry ce printemps, il emprunte au dispositif du célèbre *Revisor* de Meyerhold (1926) son fond composé seulement de portes. Mais lui, pas de miroirs, ni de poupées, ou de pseudo-marionnettes : on raconte d'abord ce qui se passe.

Paradoxalement, ce goût pour la narration est encore plus sensible dans *The Hamburg Show* (c'est le titre du spectacle) du People Show. Ce groupe s'était fait une spécialité d'un théâtre de la provocation : il est allé jusqu'à l'agression du spectateur. Il lui en reste encore quelque chose aujourd'hui, où ses comédiens gagnent parfois l'espace de jeu à travers les spectateurs, menaçant de laisser choir sur leur cou-de-cou des lourdes planches, ou les requièrent de les assister dans des tâches matérielles. De plus, ce show est moût. Plus qu'une action, il nous livre des images : images de supplées érotiques, de cabarets louches, de cadavres qui disparaissent... Cela tient de la parodie des films, ou des spectacles d'horreur à la mode, pour l'instant, à Londres. Si le fil de l'histoire n'est pas évident — peut-être n'y a-t-il pas vraiment de fil — il reste qu'il y a bien là une histoire, plusieurs histoires. Celles-ci accumulent les événements, les surprises. Au-delà de l'horror show, on pense à Dickens et, surtout, à Stevenson. Toute une tradition narrative anglo-saxonne y est utilisée et, aussi, parodie. Le plaisir du spectateur vient, pour une part, de cette succession haletante de *Hamburg Show* dure à peine plus d'une heure) de short stories.

Maître du jeu

Le plaisir du récit n'est pas tout. Il y a aussi celui que nous offrent, presque avec ostentation, les acteurs londoniens. Les membres du People Show refusent d'être considérés comme des professionnels. Sans doute n'ont-ils que mépris pour les comédiens de la Royal Shakespeare Company. Il n'empêche que, ici et là, le comédien est le maître du jeu. Il ne le laisse pas ignorer. Un des membres du People Show fait même un prodigieux numéro : déguisé en ouvrier maladroit et fatigué, il joue — jongle plutôt — pendant un bon quart d'heure avec le paquet de planches qu'il a, à grand-peine, apporté sur son dos ; les planches glissent, il les rattrape ; il en couvre le haut d'une estrade, elles sont trop longues, ou trop courtes, il ris-

(1) Cf. dans « Le théâtre à Londres », un entretien avec le ministre des arts : « Il faut un équilibre entre les spectacles publics et privés », par Henri Pierre, dans *Le Monde* du jeudi 6 décembre 1978.
(2) Cf. « Le des Boulvard progressif », par Peter Zadek dans *Die Zeit* du 8 décembre 1978.
(3) Le *Suicide*, adaptation française de Meyerhold, a été publié dans la collection « Théâtre du monde entier », Gallimard, Paris 1972.
(4) On peut retrouver des renseignements du même ordre dans la livraison n° 55 de *Le théâtre Renaud-Barrault*, consacrée au théâtre soviétique et publiée, précisément, à l'occasion du *Suicide*, au Théâtre Récamier, en février 1974.

LANGAGE

Bafouillages...

JACQUES CELLARD

DANS notre numéro du samedi 7 juin, interrogé par Guy Furb, M. Médécin, maire de Nice, déclare, à propos des « difficultés » du Festival (international du livre), nous citons : « Personne ne peut contester que le Festival de Nice n'a pas contribué au développement de la lecture en France et ce sont de ces difficultés essentielles. »

Qu'on la tourne et la retourne, cette phrase ne peut signifier qu'une chose : le Festival du livre de Nice n'a pas contribué au développement de la lecture ; personne ne peut le contester. Ce n'est certainement pas cela qu'a voulu dire M. Médécin, mais le contraire : que le Festival du livre avait incontestablement contribué au développement de la lecture. Alors, pourquoi ce pataquès ? Répondre : « par négligence », ce n'est pas répondre, car ce doit-on penser de telles « négligences » quand il s'agit d'une déclaration aussi importante pour son auteur ?

Par goût de l'affirmation péremptoire ? Sans doute. Mais, quand on désire l'adversaire sous le poids d'une affir-

mation catégorique, il faut au moins prendre garde de ne pas multiplier les négations. L'emploi du subjonctif n'aurait pas arrangé grand-chose : « Personne ne peut contester que le Festival n'ait pas contribué au développement de la lecture. » Ouais... C'est alambiqué et cela laisse le sentiment d'un doute dans l'affirmation, d'une porte ouverte, précisément, à la contestation.

En fin de compte, pour reprendre un conseil vieillot, vous voulez dire qu'il pleut ? Dites : « Il pleut. » Vous voulez dire qu'il ne pleut pas ? Dites : « Il ne pleut pas. » Voire, mon bel ami. Mais qu'advient-il de la classe politique si elle se mettrait à parler simplement ? Hum !

L'aspect le plus intéressant de l'anecdote n'est pas là. Il est dans l'indifférence avec laquelle des comédiens de ce genre sont acceptés, pieusement recopiés par nous-mêmes, et lus sans réaction notable par des centaines, voire des milliers de lecteurs, bien informés de ce qu'est M. Médécin par rapport au Festival du livre de Nice (son créateur et son plus ferme soutien).

Or, à notre connaissance, nous

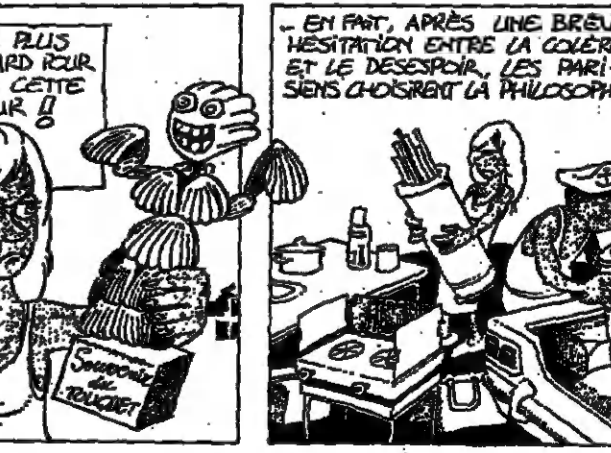
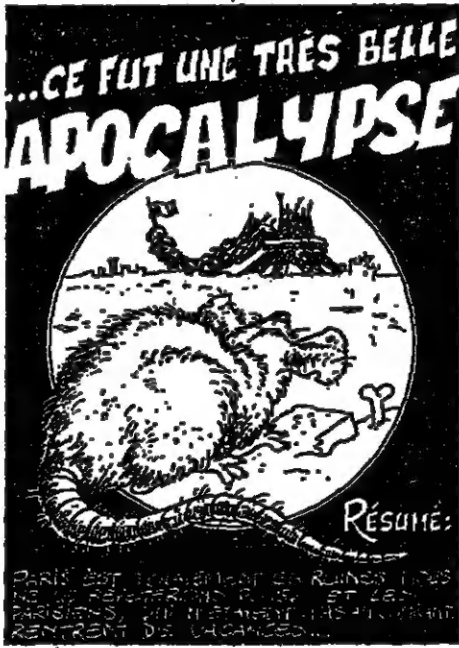
n'avons reçu à ce sujet aucun courrier, alors que des lettres vénielles en suscitent abondamment. C'est donc que personne n'a « tiqué » en voyant attribuer au député maire de Nice des propos qui sont une condamnation péremptoire du Festival ? Ou que les lecteurs indécis, peu exigeants sur la forme, ont compris cette déclaration comme son auteur voulait qu'elle fût comprise, et non pour ce qu'elle disait effectivement ?

Ce serait à tout le moins inquiétant. A quoi sert l'information si c'est à tout coup le lecteur ou l'auditeur qui doit rectifier de lui-même celle qui lui est donnée de travers ?

Cela confirme en tout cas que, dans une situation d'écoute ou de lecture, c'est-à-dire de réception d'informations, nous arrivons toujours porteurs d'un bagage d'information préalable (le support), qui va « préformer » notre compréhension et grâce auquel nous allons considérer l'apport de notre informateur. Toute contradiction vive entre ce support et l'apport provoquera, de notre part soit une demande d'éclaircissements, soit une auto-rectification.

Par ailleurs, une règle banale de la communication veut que, plus la probabilité d'une information est grande dans la bouche d'un informateur, plus son contenu informatif est faible. En l'espèce, il était extrêmement probable que M. Médécin dirait : « Incontestablement, le Festival de Nice a développé la lecture en France. » Nous avons donc entendu, ou la l'information attendue, même si elle était donnée sous une forme contradictoire avec son contenu réel.

La Ville de Paris va nous



sandre, au prix de grands travaux, l'implantation des Invalides telle qu'elle était (ou à peu près) voilà un siècle. C'est fort bien. Elle l'annonce par de grands panneaux plantés sur l'esplanade même. Bien. Pourquoi faut-il que ces panneaux soient beaucoup moins respectueux du français que la Ville ne l'est de son passé ? Nous citons encore : « Aux soldats revenus estropiés des guerres [...] Louis XIV, reprenant un projet d'Henri IV, leur fit bâtir l'hôtel royal des Invalides. Commencé en 1671, l'hôtel pouvait loger plus de six mille (sic) invalides. »

C'est le vilain petit défaut qui gâche une grande entreprise. Et ici encore, ces deux bourdes ont nécessairement passé sous le nez de cinquante personnes au moins, dont pas une n'a réagi !

Un autre exemple d'insécurité, cette fois seulement formelle, aboulissant au même genre de contradiction. A quelques jours d'intervalle nous relevons dans deux journaux la même faute banale, à peu près sous les deux formes que voici. La première : « Ils écoutent les nouvelles qui les concernent. » La seconde : « Voici une nouvelle qui les concerne. »

Cette seconde faute nous paraît plus fréquente que la première, mais le mécanisme est le même.

Dans les deux cas, qui est « senti » comme un singulier et les « concernent » au pluriel, comme s'il s'agissait d'un accord de proximité entre article et nom. D'où l'alignement du verbe sur qui pour la première phrase (l'auteur s'est méfié du faux accord avec les, pronom), et l'alignement du verbe sur les pour la seconde.

GRISERIE

Le char à voile

JOËLLE ILOUS

PEU connu, mal aimé, le char à voile s'épanouit pourtant sur les plages. On lui préfère ouvertement la voile à la voile. Manque de publicité ? Discret, voire ? Les « char-à-voiliers » parlent volontiers de leur passion. Mais pas assez fort. Christian Nau emploie d'autres termes : « Regardez, vous comprenez », Christian, c'est le grand maître. En char à voile, il a sillonné l'Atlantique du Nord, remporté les Championnats de France, traversé trois fois le Sahara. Il se prépare à battre le record mondial (144 km/h), à bord d'un prototype.

Au Touquet, déception : pas la moindre brise. Quelques mouches font de timides essais. Vaines tentatives. Ils poussent, tirent, se jettent sur leur siège, rebondissent sur le sable, prennent de l'élan. Comme plat. Sans vent, pas de char à voile possible. Mais les érudits n'ont pas l'air d'avoir pris sur Christian. L'ont-ils perçu ? Il vérifie, hess la voile, inspecte le terrain. Et il attend. Calme et patiente semblent être les commandements du char-à-voilière. Il assure que le météo est bon. Il a raison : le vent se lève. Les premières voiles s'emballent sur le sable.

Un char, c'est très simple : « On prend du coustou, du bois, du ficel, du hess. On se fait des roues, une coque, un mat, une bôme, des câbles, une voile. Et on a un char à voile. » Christian assiste le tout comme s'il s'agissait d'une recette de cuisine. Efficace, en ce qui le concerne !

Le char placé face au vent, il fixe la drisse et l'écoite. On commence à pousser pour le départ. Vent de travers. Le char glisse tout seul. On se rue sur le siège. Nes au vent, Christian fait du slalom. Il choisit rapidement son chemin, évite les planches à clous, les trous, les sautoirs de bouteille... et les promeneurs. Au fur et à mesure qu'il borde la voile, nous prenons de la vitesse. Le char fabrique son vent, le renforce, lui donne de la puissance. On vole littéralement sur le sable.

Au hasard de la course, Christian s'enthousiasme : « Rouler à 120 kilomètres/heure avec un vent de 40 kilomètres/heure, c'est le miracle du char. Par vent de travers, on peut atteindre jusqu'à trois fois la vitesse

du vent ! » Aucun appareil n'indique notre allure. On a l'impression d'aller très vite. « Si tu avais un compteur, tu serais déçu. On roule moins vite que dans la réalité. Le fait d'être assis au ras du sol, comme dans un kart, augmente encore l'impression de vitesse. »

Griserie, légèreté, les sensations se mêlent. C'est l'affolement du quotidien, le vent réapparaît. Le silence chuchote, étouffe : pas de vrillagement de moteur, rien que le cri perçant des monnettes, la rumeur des vagues, le crissement des pneus sur les coquillages. Pas de gaz toxiques, rien que l'odeur. On pénètre dans une autre dimension, on devient une minuscule particule balotée par le vent.

Spécial ! La griserie vient d'un prendre un coup. Une flaque d'eau fond sur nous. Christian, hilare, affirme qu'il s'agit d'un baptême comportant un passage à l'eau. La surprise du débutant.

Revenant à la mode depuis quelques années, le char à voile est vieux comme le monde. Il aurait même précédé la traction chevaline. Dès l'invention de la roue, il apparaît en Égypte et en Chine. On l'utilise comme moyen de locomotion sous le nom de char à vent. Lorsque arrivent automobiles et avions, on le retrouve en Belgique. Tandis que les chars Dumont filent vers l'arrière sur les plages, en France, un homme s'active dans un atelier de Levallois, fait évoluer des aéroplanes. C'est Louis Blériot. Avec lui naît la compétition. Il organise des rencontres internationales. La plus importante a lieu avant la guerre, en juillet 1912.

Dès lors, tous les pays européens s'intéressent à ce sport. Il connaît un essor spectaculaire. En 1967, le char fait fureur au Touquet. Ses précurseurs le veulent distraction à part entière. Les performances se multiplient, mais le matériel évolue peu : pas de compteur, pas de tableau de bord. Pour diriger, deux volants (un pour la direction, un pour la voile), un manche à balai qui sert de frein, des roues (trois ou quatre). C'est tout.

Les flaques

Outre une bonne connaissance du char, des allures, un tel type de conduite demande expérience et dextérité. L'état des pistes n'est pas à négliger. Le relief varié, les accidents de terrain, rendent la conduite difficile. Il faut se méfier des baches, ces flaques d'eau laissées par la mer en se retirant. A certains endroits, elles sont reliées par de petits cours d'eau, qui deviennent vite caniveaux. Ce sont les pires ennemis des char-à-voiliers. La meilleure technique pour les aborder consiste à présenter d'abord la partie basse de la machine à l'endroit de la frontière entre sable dur et sable mouillé. L'habitude apprend à ne pas franchir ces baches à vitesse trop élevée, à éviter les grands coups de volant, à rouler avec du jeu dans la direction, surtout par vent fort.

Véhicule de promenade à la portée des plus jeunes, le char à voile est aussi un sport violent. Il demande force et maîtrise de soi. Il réunit les joies de la voile, de la vitesse, développe l'habileté. Un coup de volant précis évite bien des tête-à-queue. Avec un minimum d'entraînement, le char se révèle école de réflexion, de patience, d'endurance. Son étonnante facilité le rend très accessible. Après quelques jours de pratique, on peut déjà participer à une compétition.

Les compétitions sont assez spectaculaires. Les chars s'alignent les uns à côté des autres, face au vent. Au signal optique et sonore, ils démarrent. La manœuvre de départ est délicate, les collisions, rares, toujours redoutées. Les drapeaux rouges, échelonnés sur le parcours,

annoncent l'obstacle dangereux. Les virages s'amorcent toujours à l'extérieur des bouées. L'arrivée de la course se juge au franchissement de la ligne par le mat, et non par les roues avant de la machine.

Plus spectaculaires sont les « patrouilles de France ». Des chars à voile identiques, aux couleurs de la France, évoluent ensemble. Ils forment différentes figures : triangles, lignes. En prime, on a droit aux démonstrations d'acrobatie.

En compétition, le port du casque est obligatoire. Bien que le char ne se classe pas dans les sports dangereux, on compte tout de même quelques accidents. Rarément mortels. Ainsi, aux championnats d'Europe de 1979, qui se déroulaient en Allemagne, un concurrent entra de plein fouet dans une herminette à frites.

L'ingéniosité des hommes ne s'est pas arrêtée au classique char à voile. Ainsi, le char à glace, ou ice boat, est équipé de patins à la place de roues. D'origine canadienne, c'est une sorte de traîneau à glace qui file à plus de 130 kilomètres/heure. Il demande cependant un apprentissage spécial, tant par la présence d'esprit requise que par le maniement. Des deux hommes qui forment l'équipage, l'un se couche à plat ventre près de la barre ; l'autre s'accroche au pied du mat, prêt à « courir » sur la traversine. Redevenu très à la mode, il existe pourtant depuis 1906.

En avril 1979, les Tchèques ont adapté à leur char des skis très spéciaux, pour faire des courses en montagne. Avec un bon vent, le char fêta par monter les pentes.

Le char amphibie, testé par le commandant Cousteau en Méditerranée, est équipé de flotteurs. Ils lui permettent d'évoluer sur terre et sur mer. Le dernier « cri », c'est le char muni de freins à disque. Il évolue sur la plage et l'asphalte. Léger (30 kilos), entièrement démontable, il tient dans le coffre d'une voiture.

Le char « réducteur » enfin. Il sort tout droit de l'imagination d'un curé des environs de Vernon (Eure). Pour remettre les jeunes délinquants dans le droit chemin, il leur fait construire des chars à voile.

EN SAVOIR PLUS

OU S'ADRESSER

La Fédération française de char à voile, 33, rue Mademoiselle, 78000 Versailles, tél. (1-63) 950-42-46, agréée par le ministère de la Jeunesse, des sports et des loisirs, fournit sur simple demande une liste des clubs. Trente en France, les clubs organisent des compétitions et délivrent les licences. Prix de la cotisation : entre 40 et 250 F. Le prix de la licence vient en plus. La F.F.C.V. vient d'acheter vingt chars légers destinés aux clubs. Elle espère ainsi augmenter le nombre de licenciés (mille actuellement, dont 15 % de femmes).

LA RÉGLEMENTATION

La licence : obligatoire pour la pratique du char à voile, même en promenade. Le montant des licences est fixé chaque année par la Fédération. Deux types de licences : licence promenade, qui comprend une assurance responsabilité civile (50 F). Licence juniors et amateurs : elle comprend, outre l'assurance responsabilité civile, une assurance individuelle (40 F pour les juniors, 65 F pour les adultes). Tous les licenciés reçoivent le bulletin édité par la Fédération.

Le règlement : très précis, il est inspiré du code de la route et du yachting, avec des adaptations spéciales dues à la direction du vent et à l'état des terrains.

Les catégories : les chars sont regroupés en quatre classes, en fonction de la surface totale au vent (voile + mat + bôme) : classe I : char de 500 kg., lourd, compétition-promenade ; classe II : char de 250 kg., moyen, école-compétition-promenade ; classe III : char de 120 kg., léger, compétition ; classe IV : char de 30 à 50 kg., ultra-léger, initiation-promenade.

Depuis 1979, on compte une catégorie « speed sail ». C'est le cousin du char à voile, il se compose d'une planche, d'une voile, d'un kit (chariot muni de quatre roues et d'un axe mobile sur lequel se fixe la planche). Sa pratique, debout, le rend plus périlleux que le char à voile. La moindre chute est douloureuse. Son prix : environ 2 500 F.

Les prix : suivant le poids, le prix du char à voile varie entre 5 000 et 16 000 F. Si on se soigne, on peut le conserver longtemps. Il suffit d'un minimum d'entretien. La seule obligation consiste à repeindre le char chaque année, à le graisser soigneusement pour éviter l'usure des câbles, cordages et manilles.

On peut construire soi-même son char d'après des plans fournis par

la Fédération (jusqu'à 50 % d'économie). Certains championnats d'Europe ont été gagnés par des chars construits grâce à ces plans. Coût des plans : de 50 à 150 F. Pour un bon bricoleur, il faut compter deux cents heures de travail. Les clubs louent aussi des chars.

OU PRATIQUER

De préférence sur toutes les étendues de sable assez larges pour louer. La France ne manque pas de plages « à chars » : Hendaye, Soulac (région de Bordeaux), Saint-Gilles-Croix-de-Vie, Quimper, Plouméliau, Cabourg, Deauville et les Côtes-du-Nord. La plus connue, celle du Touquet, est le siège du Blériot Club, né en 1955. Il est ouvert tous les week-ends et pendant les vacances scolaires. Il est équipé de clubhouse, villas, etc. Mais l'été, les plages touristiques s'autorisent la pratique du char que le matin avant 9 heures et le soir après 19 h 30. La Fédération, soucieuse de résoudre les problèmes de terrain, étudie un projet de plage en Camargue.

LA COMPÉTITION

Les grandes compétitions qui se déroulent chaque année : Juillet : les Trois Heures d'Hardelot (Nord). Octobre : les Quatre Heures de Vauville (Manche). Novembre : les Six Heures de Berck (Pas-de-Calais).

Quelques records : le plus grand char à glace, l'Alcôve, construit en 1970 aux U.S.A., mesurait 21 mètres de long. Le plus grand vitesse sur glace, 230 km/h, a été atteint en 1939 sur la lac de Winnipeg, grâce à un vent soufflant à 115 km/h. Le record sur sable, pas encore égalé, a été réalisé en avril 1978 au Nevada : 142 km/h.

Les championnats : aux championnats d'Europe qui ont lieu tous les ans, on compte une centaine de concurrents. Les prochains championnats auront lieu en Belgique, du 13 au 18 septembre 1980. On est en train de mettre au point des championnats du monde qui permettraient aux Européens de se confronter aux « grands » : États-Unis, Australie.

Bibliographie

Le char à voile, de Christian Nau, aux éditions P.A.C. Série « Grands Premiers » du Reader's Digest : Cinqcent Exploits des temps modernes.

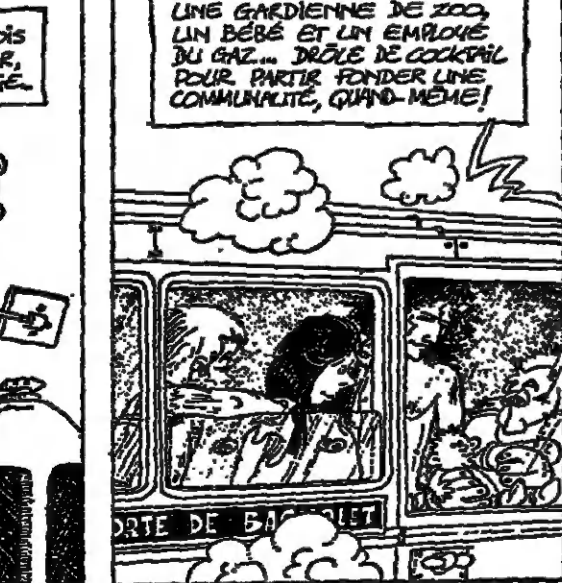


...ET NOS HÉROS ?

UN CLOCHARD, UN R.D.G., TROIS LOUBARDS, UN SCAPHANDRIER, UN MILITAIRE, UNE CONCIERGE...



UNE ELECTRONICIENNE, UNE GARDIENNE DE ZOO, UN BÈBE ET UN EMPLOIÉ DU GAZ... DROLE DE COCKPIL POUR PARTIR FONDRE UNE COMMUNITÉ, QU'EN PENSEZ-VOUS ?



BAH ! L'IMPORTANT C'EST DE SE FAIRE TROUVER UNE BONNE PETITE RUINE À RETAPER... APRÈS...



SEUL, TOSHIRO SUZUKAWA EST RESTÉ À PARIS. IL Y A MONTÉ UN STAND DE FÊTES, JUGENT LES CRÉDULS COMMERCIAUX INTERRESSANTS.

J'ENTENDS Y'ICI MAIGRESSER QUELQUES ESPRITS CARTESIENS : C'EST HISTOIRE EST COMPLÈTEMENT INVENTÉE. CERTAINS DÉTAILS NE PEUVENT TROMPER UN OBSERVATEUR AVERTI !...



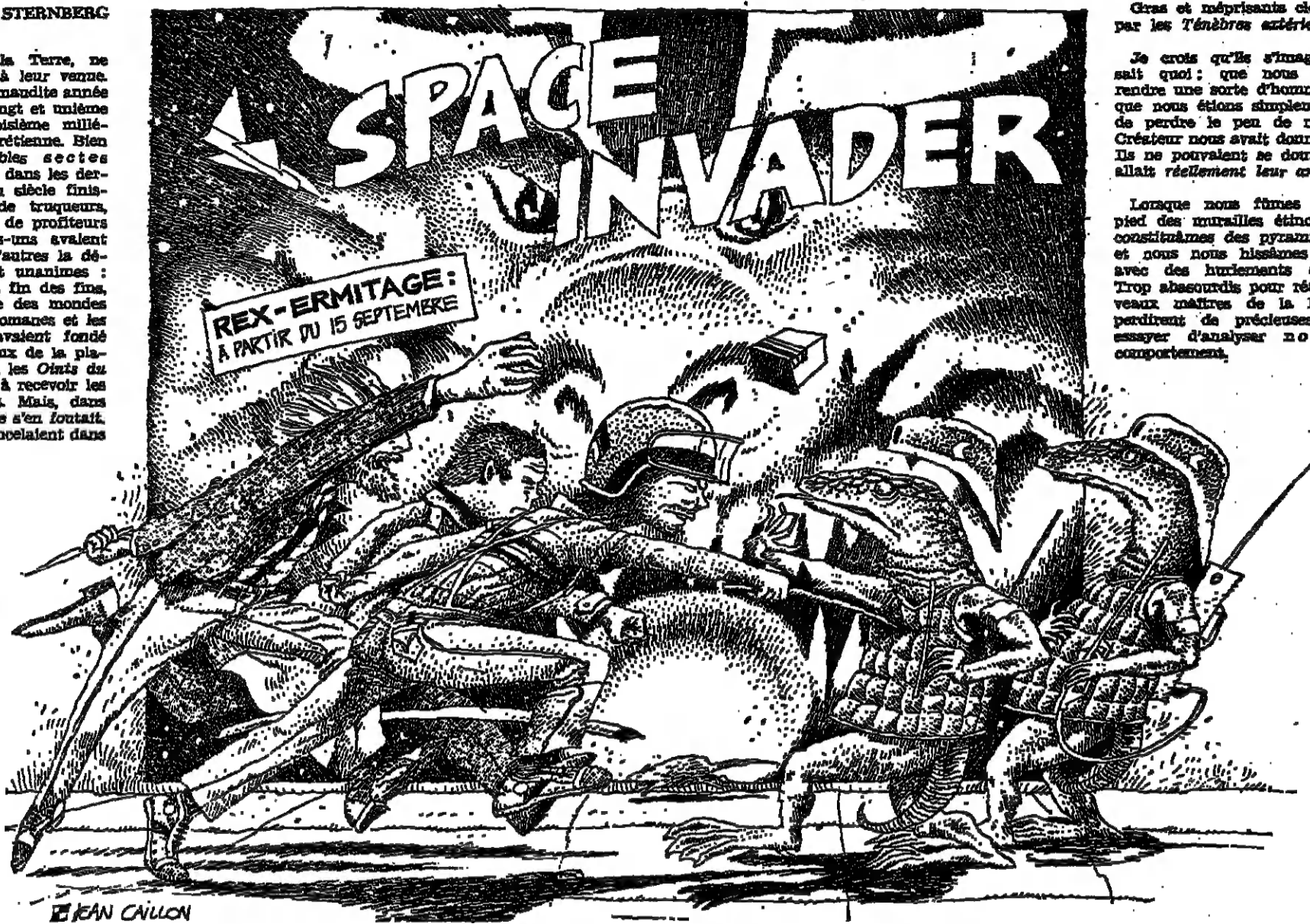
QUE CELUI-LÀ ALLAIT VENDRE VISTE À TOSHIRO SUZUKAWA IL A CONSERVÉ TOUTES LES PHOTOS

FIN
G. Mathieu

Pour Jacques STERNBERG

PERSONNE, sur la Terre, ne s'attendait plus à leur venue. Surtout en cette maudite année 1999, veille du vingt et unième siècle et du troisième millénaire de l'ère chrétienne. Bien sûr, d'innombrables sectes s'étaient formées dans les dernières années du siècle finissant, ramassés de truqueurs, de faux messies, de profiteurs et de dingés. Quelques-uns avaient prêché la repentance, d'autres la débâcle, mais ils étaient unanimes : il fallait s'attendre à la fin des fins, dans le plus lamentable des mondes possibles. Les soupçonneux et les ornières impénitents avaient fondé dans plusieurs hauts lieux de la planète des Ambassades où les Oints du Seigneur se préparaient à recevoir les visiteurs extra-terrestres. Mais, dans l'ensemble, tout le monde s'en foutait, car d'épais nuages s'amoncelaient dans l'atmosphère, et les passagers de la Planète-Bleue craignaient que l'Apocalypse ne fût en avance sur son temps. Les grandes puissances mondiales échangeaient des propos sûrs-doux, et les agents industriels trépanaient sur leurs pieds d'argile radioactive. Le monde pourrissait dans son jus. Gâté par le penchant atavique de l'homme sapiens à l'autodestruction.

En fait tout semblait prêt pour la troisième grande empoignade internationale. Quelques astronomes distingués signalaient cependant, vers la mi-décembre 1998, une profusion de points étincelants évoluant entre Pluton et Neptune. Personne ne leur accorda le moindre intérêt, à part les Oints du Seigneur, car la tension internationale était justement à son comble après le détournement de quatre navettes lunaires par les rebelles de San-Leonardo.



Gras et méprisants cloportes venaient par les Ténébres extérieures...

Je crois qu'ils s'imaginaient Dieu sait quoi; que nous venions leur rendre une sorte d'hommage ou alors que nous étions simplement en train de perdre le peu de raison que le Créateur nous avait donné en partage. Ils ne pouvaient se douter de ce qui allait réellement leur arriver!

Lorsque nous fîmes parvenir au pied des murailles étincelantes, nous constituâmes des pyramides de chair et nous nous hissâmes jusqu'à eux avec des hachoirs de triomphe. Trop abasourdis pour réagir, les nouveaux maîtres de la Planète-Bleue perdirent de précieuses minutes à essayer d'analyser notre étrange comportement.

UNE NOUVELLE INÉDITE DE DANIEL WALTHER

Les Actinomorphes

LES navires des Actinomorphes se posèrent sur la Terre par une belle journée de juin 1999. C'étaient de grands vaisseaux étincelants, des nefs miroitantes d'une indéniable beauté. Elles évoquaient des voyages sans fin, au gré des courants de l'espace étoilé. Toute une poésie un peu blette, un peu passée de mode.

On ne savait que trop bien que l'homme était un étranger dans le cosmos, la petite poussière qui offrait l'œil de l'universelle pensée. Les longs périodes dans les océans du vide n'étaient plus qu'une vue de l'esprit.

Ceux qui végétaient dans les Ambassades entonnèrent des chants et des hymnes et se portèrent immédiatement à la rencontre des visiteurs célestes.

Ils levèrent les bras en signe de paisible bienvenue, environnés de fidèles extasiés. « Voici les Envoyés du Seigneur des Hautes Sphères! », s'écrièrent-ils, inondés d'une joie lumineuse.

Ils périrent tous, carbonisés par les terribles canons à chaleur des Actinomorphes.

Les envahisseurs n'étaient pas beaux. Ils étaient même franchement hideux. Mais leur physique nous importait finalement assez peu, car eussent-ils été beaux comme Phébus que cela n'aurait rien changé à notre destin. Ils étaient venus pour nous réduire en esclavage et faire de nous des instruments dociles.

Malgré une résistance acharnée, digne de nos traditions militaires, nous fûmes promptement anéantis. Les gouvernements durent plier l'échine, les uns après les autres, et les vieux tyrans, à genoux dans la poussière, baissèrent les pieds palmés des nouveaux maîtres de la planète.

Méprisants, les Actinomorphes établirent sur la Planète-Bleue un Empire de trois mille ans, dirigeant les affaires du monde du haut de leurs forteresses de métal. En fait, ils menaient une vie très retirée, peu enclins à se mêler à la population autochtone.

Il nous fallut bien admettre que s'ils différaient de nous au physique, ils se rapprochaient fort de notre mentalité par une grande propension au racisme et à la plus radicale des xénophobes. Pour eux qui avaient

parcouru des centaines d'années de lumière et pûnt des dizaines et des dizaines de mondes primitifs en cours de route, nous n'étions que des barbares répugnants et mal dégoussés.

Et cela nous ne pouvions le tolérer. Nous avions l'impression que le mépris des Actinomorphes nous brûlait jusqu'à l'âme. Nous rôdâmes au pied de leurs forteresses et nous les provoquâmes par de longues imprécations, des injures toujours renouvelées. Ils ne nous accordèrent pas plus d'attention qu'à des chiens faméliques hurlant à la lune.

Des délégations d'intellectuels essayèrent de se faire entendre. De communiquer avec les nouveaux maîtres de la Terre. On se trompa sur leurs intentions et on leur jeta des restes de nourriture et des colifichets dont il était par ailleurs impossible de comprendre la raison d'être. La capitulation était totale. Nous étions humiliés. Nous n'étions plus rien. Et cela nous ne pouvions le tolérer. Après tout, nous avions trop longtemps fait partie de la race des Seigneurs! A quoi cela nous aurait-il servi de conquérir la Lune, de construire des centrales nucléaires, de suralimenter nos ordinateurs en hypercoordonnées scientifiques, si le premier venu pouvait nous mettre à sa botte, pratiquement sans coup férir.

Même les plus pousseux d'entre nous soupiraient après les anciens tyrans, les vieux dictateurs cacochymes, les oligarques de la ploutocratie industrielle, car tout et n'importe quoi valait mieux que la domination de ces molochs aux pieds palmés.

LES Actinomorphes avaient le culte de la propreté. Partout où ils passaient, ils veillaient à ce que les choses alassent dans l'ordre. Ils avaient la phobie des planètes mal rangées, des mondes-poubelles, des univers-cloaques. Ils nous firent savoir, sans ménagements ni préambules, que le temps du nettoyage était venu. Du ratissage, du repassage, de la désinfection massive et du rangement systématique.

Nos diplomates, qui continuaient de croire à la puissance éternelle du mensonge politique, demandèrent audience et furent reçus dans la forteresse du Gouverneur des Actinomorphes. Ils expliquèrent avec toutes les circonlocutions d'usage qu'il n'était nul n'était tenu et qu'on ne pouvait exiger des Terriens qu'ils changassent de mentalité en quelques années.

Le Gouverneur les écouta pendant deux heures, d'un air profondément éberlué, puis il déclara que les habitants de la planète Terre n'étaient rien d'autre que de misérables pour-cieux habitués à pisser dans leur bauge. Ensuite, le nez profondément enfoncé dans un mouchoir parfumé, il ordonna aux diplomates de vider les lieux. Les diplomates revinrent parmi les hommes, la tête basse mais la conscience tranquille. Ils avaient fait leur devoir, et même un peu plus.

Pourtant, dans le climat d'incertitude et de colère rentrée qui régna parmi les hommes, cette ambassade avortée provoqua une courte flambée de haine : les diplomates payèrent leur échec de leur vie, comme dans l'ancienne Chine impériale. Ils furent littéralement écharpés par leurs congénères, et leurs moroses sanglantes jetées en guise de protestation aux portes des citadelles ennemies. Les Actinomorphes ne réagirent qu'à des sourires blasés : leurs psychologues et leurs historiens avaient, en effet, déclaré qu'il s'agissait d'une coutume religieuse. Les humains ne manquaient jamais, prétendirent-ils, de sacrifier des victimes propitiatoires aux Créatures qu'ils considéraient comme des dieux.

Les conseillers secrets du gouvernement actinomorphe n'avaient aucune raison de mettre les allégations de leurs psychologues et historiens en doute. Les États d'âme des Terriens ne les intéressaient d'ailleurs que très médiocrement.

Sous la férule des Envahisseurs, nous commençâmes de nettoyer la Terre. Nous ensemençâmes les déserts, qui avaient beaucoup gagné sur les bordures arables, et nous désinfectâmes les océans putrides. Ce n'était pas le travail qui manquait, et le difficile problème du chômage, qui paralysait depuis de nombreuses

décennies l'économie planétaire, se trouva résolu en un tournemain. D'autant plus aisément que tout le monde fut astreint à la tâche : hommes, femmes et adolescents valides, les anciens riches comme les nouveaux pauvres, les intellectuels comme les artisans, les jeunes cadres dynamiques comme les ouvriers spécialisés. On trouva même à employer les militaires, ce qui n'est pas peu dire!

Du haut de leurs forteresses métalliques, postes de guet réputés inexpugnables, nous surveillions les conquérants de notre infamie, les Actinomorphes nous surveillaient, de plus en plus distraitement. Ils se contentaient, de temps à autre, de déléguer sur le terrain des opérations une patrouille de gardes casqués, matelassés, armés jusqu'aux oreilles. Les rébellions, pour violentes qu'elles furent, ne leur donnèrent que peu de souci. Ils les réduisirent avec une froideur toute scientifique. Et sans frôler toute sentimentalité, ils crûrent inutile. Car les Actinomorphes étaient d'une race parmi les plus civilisées de la galaxie.

Le monde semblait définitivement aux mains des Envahisseurs, et la civilisation humaine n'existait plus que dans les livres.

Cela ne pouvait plus durer.

UN JOUR, comme si nous avions obéi à un signal, à un appel venu du fond de la nuit des temps, nous nous mîmes en route.

PAR MILLIERS, PAR MILLIIONS.

Sans armes, sans outillage, sans bagages, mais avec notre dépit, notre haine, nos frustrations, nos humiliations.

De derrière leurs créneaux de métal infusible, les Actinomorphes nous observèrent avec un dégoût mêlé de commisération. Se chauffant les épaules aux rayonnements climatés de leurs containers solaires ou se faisant échauffer par des esclaves humains.

De nos poches haillonneuses jaillirent des matraques et des poignards, des chaînes rouillées et des tournevis menés en pointe, des ongles aiguisés avec une longue patience et des lames à cingler aiguës comme des canines de jeunes chats.

Des chants de mort s'élevèrent, qui sonnaient à nos propres oreilles comme les trompettes du Jugement.

Ce fut un massacre sans précédent.

Les Actinomorphes n'avaient pas prévu l'imprévisible, et ils payèrent de leur vie leur manque de discernement.

Nous les houscouillâmes, les submergâmes en vociférant, les taillâmes en pièces, les raccoquina, les étripâmes, jetâmes leurs boyaux fumants au-delà des murailles, patrouillâmes dans leur sang verdâtre, piétinâmes leurs yeux morts; dansâmes et chantâmes sur leurs restes puants et méconnaissables. Rédoublâmes à néant leurs rêves de conquête.

Je me souviens. Il y a de cela quelques années à peine. Comme le temps me semble long et présent! J'étais très jeune et j'avais été saisi de la même frénésie que mes compagnons : j'avais pris à bras-le-corps un de nos ennemis et je le tennais acroché contre un mur. Dans ses yeux aux pupilles verticales j'avais vu passer une étrange lueur faite d'incompréhension mêlée d'effroi. Quelque chose d'insupportable, mais qui continuait de me hanter... Il avait fini par basculer dans le vide, sans un cri, et cette mort silencieuse m'avait rendu tout mon sang-froid et ma lucidité.

Nos océans pouvaient jusqu'à ciel.

L'économie mondiale bat de l'aile.

Les grands de ce monde échangent des propos véreux.

Les déserts gagnent du terrain.

Le troisième millénaire a bien commencé.

NOUS SOMMES A NOUVEAU CHEZ NOUS!

Journaliste aux Dernières Nouvelles d'Alsace, DANIEL WALTHER a publié soixante-dix nouvelles dans diverses revues et en anthologies (autres autres dans celle de Henri Elliez, *Dampresse visions*). Trois romans : *Mais l'espérance*, *Mais le temps* (Denoël); *Krymch ou le somptueux* (Denoël); *Le roman*, *«J'ai lu»* (Grand Prix de la S.F. française 1980), un recueil de nouvelles : *Requiem pour Samara* (Marabout) et deux anthologies : *Les Soixante-neuf d'Arctique* (O.F.T.A.) et *Evangelos et Utopia ou le Hare d'or de la S.F. allemande* (Press Pocket).

سكان من الأرض